

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉUNIFIER LA NATION DIVISÉE ? : LA QUESTION DES « COMPATRIOTES
À L'ÉTRANGER » DANS LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA RUSSIE, DE
1991 À LA CRISE UKRAINIENNE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

RAPHAËL ROBITAILLE

DÉCEMBRE 2020

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La rédaction de ce mémoire n'aurait avoir été complétée sans l'aide et le soutien précieux de mon entourage. Je tiens tout spécialement à remercier mon directeur de recherche, M. Mark-David Mandel, dont les conseils, les commentaires, les encouragements et la foi inébranlable en mes capacités à mener à bien ce travail m'ont été d'un grand secours tout au long du processus de rédaction. Les multiples discussions que nous avons eu sur mon sujet de recherche ont grandement contribué à nourrir ma réflexion, et y sont pour une part importante dans la réalisation de ce projet. Merci également à mes collègues au Réseau québécois d'études post-soviétiques, avec lesquels j'ai pu discuter de mon mémoire sans perdre leur intérêt. Je voudrais témoigner ma reconnaissance plus particulièrement à Édouard Pontoizeau pour avoir pris le temps de me donner son avis fort éclairé sur une version antérieure de l'un de mes chapitres.

Je veux aussi remercier mes amis de mon patelin natal, qui malgré avoir emprunté des chemins très différents du mien, ont toujours su respecter mes choix, m'afficher leur support, et me faire oublier mes tracas chaque fois que je revenais au bercail. Sans eux, peut-être n'aurais-je jamais réussi à accomplir ce travail intellectuellement exigeant. Roch, Marius, Tommy, Dominik, ainsi que tous ceux que j'ai le malheur d'oublier (vous m'en excuserez), ce mémoire est aussi un peu le vôtre. Enfin, je dois également remercier mes parents, Pascal et Nathalie, de même que ma sœur, Jade, pour l'incommensurable soutien et les encouragements constants qu'ils m'ont prodigué tout au long de mon cheminement académique. Leur contribution est difficile à surestimer, tant ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour m'offrir les conditions idéales à ma réussite. J'espère que ce travail saura les rendre fiers.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	v
RÉSUMÉ	vi
ABSTRACT.....	vii
CHAPITRE I	
LES DIASPORAS RUSSES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE : REVUE DE LA LITTÉRATURE ET PARAMÈTRES DE LA RECHERCHE	6
1.1 Revue de la littérature	6
1.1.1 La nouvelle diaspora russe : une « diasporisation » par le haut.....	6
1.1.2 Les diasporas russes comme instruments de politique étrangère.....	9
1.1.3 Limites de la littérature et positionnement de la recherche.....	16
1.2 Cadre théorique	18
1.2.1 Le concept de diaspora.....	19
1.2.2 Le constructivisme en relations internationales	Erreur ! Signet non défini.
1.2.3 Les relations patrie-diaspora : quelques constats théoriques	24
1.3 Précisions méthodologiques.....	26
CHAPITRE II	
DE QUANTITÉ NÉGLIGEABLE À ENJEU D'INTÉRÊT : L'ÉVOLUTION DE LA QUESTION DIASPORIQUE SOUS ELTSINE	30
2.1 Les Russes de l'étranger proche après l'effondrement de l'URSS.....	30
2.1.1 Le « double cataclysme » : la fin d'un monde pour les russophones.....	31
2.1.2 Les minorités russes et les États postsoviétiques : une relation tendue ..	33
2.1.3 Tendances migratoires des Russes hors Russie dans les années 1990....	35
2.2 L'administration Eltsine et les « compatriotes à l'étranger »	36
2.2.1 Le début des années 1990, ou les diasporas laissées à elles-mêmes	37
2.2.2 L'opposition comme porte-étendard de la question diasporique	41
2.2.3 La politique diasporique de l'administration Eltsine après 1994	44
CHAPITRE III	
« LA PATRIE A BESOIN DE VOUS! » : LA POLITIQUE À L'ÉGARD DES COMPATRIOTES À L'ÉTRANGER DE POUTINE À MEDVEDEV	49

3.1	Le premier mandat de Vladimir Poutine : reconnaissance du potentiel de la diaspora	49
3.1.1	Le Congrès mondial des compatriotes : constats et plan d'action	50
3.1.2	Les compatriotes de l'étranger proche comme solution à la crise démographique.....	53
3.1.3	Un partenariat entre la Russie et ses diasporas de l'étranger lointain.....	54
3.2	Le second mandat de Poutine : l'institutionnalisation de la politique envers les diasporas et le développement du soft power	56
3.2.1	Le « Monde russe » et la politique envers les compatriotes	58
3.2.2	La consolidation institutionnelle de la politique diasporique	61
3.2.3	Les composantes de la nouvelle politique envers les compatriotes	62
3.3	L'intermède Medvedev : simple continuité ?	68
3.3.1	La guerre russo-géorgienne : prélude à l'annexion de la Crimée ?.....	69
3.3.2	Rossotroudritchestvo : la centralisation du soft power	73
3.3.3	L'amendement de 2010 à la Loi sur les compatriotes.....	76
CHAPITRE IV		
LA RUSSIE AU SECOURS DE SES COMPATRIOTES : LA QUESTION DIASPORIQUE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE UKRAINIENNE		
4.1	La question des diasporas du « tournant conservateur » à l'Euromaïdan	80
4.1.1	Le « tournant conservateur » et la politique diasporique	81
4.1.2	La civilisation du Monde russe comme entité géopolitique.....	85
4.1.3	La politique diasporique avant la crise ukrainienne.....	87
4.2	De l'Euromaïdan au Donbass en passant par la Crimée : la Russie et ses diasporas en temps de crise.....	92
4.2.1	Du renversement de Ianoukovitch à l'annexion de la Crimée	94
4.2.2	Donbass : les réticences de Moscou face aux compatriotes en armes ..	101
4.2.3	Le poids relatif de la question diasporique dans la crise ukrainienne...	107
CONCLUSION		111
ANNEXE A		116
BIBLIOGRAPHIE		118

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CEI	Communauté des États indépendants
DPR	Donetsk People's Republic (République populaire de Donetsk)
KRO	Kongress Russkikh Obchtchin (Congrès des communautés russes)
LPR	Lougansk People's Republic (République populaire de Lougansk)
MID	Ministerstvo Inostrannikh Del' (Ministère des Affaires étrangères)
ONG	Organisation non gouvernementale
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord
R2P	Responsibility to Protect (Responsabilité de protéger)
RI	Relations internationales
RSFSF	République socialiste fédérative soviétique de Russie
RSS	République socialiste soviétique
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

Au lendemain de la chute de l'Union soviétique, 25 millions de Russes se retrouvaient hors des frontières de la Fédération de Russie, dans les nouveaux États indépendants, créant du même coup l'une des plus grosses diasporas au monde. La Russie a mis un certain temps à développer des politiques dignes de ce nom pour rejoindre ses « compatriotes à l'étranger ». Assez timide sous le gouvernement de Boris Eltsine, la mise en place d'une véritable politique diasporique acquiert une place de choix dans les objectifs de politique étrangère de la Russie à partir de l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, et n'a cessé d'être affiché comme une priorité du gouvernement depuis. Ce mémoire questionne le processus évolutif de la politique de la Russie à l'égard de sa diaspora de l'espace postsoviétique par rapport à sa politique étrangère dans cette zone. Particulièrement dans le cadre de la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée en 2014, beaucoup de spéculations ont été émises quant aux visées irrédentistes qu'aurait la Russie vis-à-vis de ses compatriotes. Le présent travail a pour objectif de retracer le développement de la structure institutionnelle que la Russie s'est donnée pour gérer les relations avec sa diaspora et de voir comment elle utilise la présence de ces communautés dans ce qu'elle perçoit comme sa sphère d'influence exclusive pour avancer ses intérêts nationaux. Les résultats tendent à aller à contresens de la thèse populaire parmi certains universitaires, politiciens, et journalistes occidentaux selon laquelle la Russie instrumentaliserait ses compatriotes dans le but de restaurer sa gloire passée, voire un empire, par l'annexion des territoires à forte concentration de russophones. Il n'y a pas de doute que le Kremlin instrumentalise la question des compatriotes, mais il le fait de manière bien plus pragmatique que dans une optique de révisionnisme territorial.

Mots clés : Russie, diaspora, compatriotes, politique étrangère russe, Monde russe, espace postsoviétique

ABSTRACT

After the collapse of the Soviet Union, 25 million Russians found themselves outside of the borders of the Russian Federation in the new independent states, thereby creating one of the biggest diasporas in the world. The Russian leadership took time to develop a full-fledged policy towards its “compatriots abroad”. Quite modest under Yeltsin’s government, it is only after Vladimir Putin arrived in power that we see an energetic commitment of the Kremlin for the development of a real diaspora policy. It has been an important foreign policy objective ever since. The present research questions the evolution process of Russia’s policy towards its post-Soviet diaspora in relation with the evolution of Russian foreign policy in the former Soviet Union. A lot of speculations have been made, particularly in the context of the Ukrainian crisis and Russia’s annexation of Crimea in 2014, about a so-called irredentist project that Moscow is accused of pursuing in regard to its compatriots. The goal of this research is to trace the development of an institutional structure that deals with all facets of the relations between Russia and its diaspora abroad and see how the Kremlin uses the presence of these communities in its perceived sphere of influence to advance national interest. The findings tend to contradict the popular thesis among some western academics, politicians, and journalists according to which Russia is instrumentalizing its compatriots in order to restore its age-old glory, or even empire, through the annexation of the territories that comprise a high concentration Russian-speaking inhabitants. The Kremlin sure does instrumentalize the compatriot question, but it does so in a much more pragmatic way rather than as part of a meticulously planned revisionist agenda.

Keywords : Russia, diaspora, compatriots, Russian foreign policy, Russian World, post-Soviet space

INTRODUCTION

Peu d'événements au cours du jeune XXI^e siècle n'ont provoqué autant de spéculations sur le comportement international de la Fédération de Russie que l'annexion de la péninsule de Crimée en mars 2014 et le soutien à la rébellion au Donbass, dans l'est ukrainien (Götz, 2016). Un intérêt médiatique, académique, et politique sans précédent a notamment été ravivé sur la question des minorités russophones présentes dans l'espace postsoviétique en tant qu'instrument de la politique étrangère russe dans cette région. En Occident, beaucoup y ont vu les ambitions néo-impériales de la Russie prendre forme sous couvert d'un désir de protection et de défense de ses « compatriotes » de l'étranger proche, qui ne serait en réalité qu'un prétexte humanitaire pour justifier des interventions militaires visant à prévenir l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) et à restaurer l'hégémonie de la Russie dans ce qu'elle considère comme sa sphère d'influence exclusive. En témoigne la pléthore d'articles, d'ouvrages, et de rapports qui sonnent l'alarme sur les dangers d'une résurgence impériale de la Russie poutinienne (voir entre autres : Bildt, 2016; Conant, 2014; Daalder, 2017; Dunn et Bobick, 2014; Grigas, 2016; Jopling, 2018; Mongrenier, 2014; Shuster, 2014; Socor, 2014; Van Herpen, 2015; Volker, 2014). Cet événement marquant de l'histoire récente a ainsi donné lieu à beaucoup de conjectures quant aux intentions de la Russie par rapport à ses compatriotes à l'étranger et plus largement à sa politique étrangère. Si certains se sont inquiétés de la possibilité d'un « effet domino » qui engloutirait les régions à haute proportion de russophones comme Narva en Estonie, le Latgale en Lettonie, ou les oblasts du nord du Kazakhstan (Eltsov et Larres, 2014; Goble, 2014; Rubin, 2019); d'autres craignent littéralement une « ré-impérialisation », sans toutefois que cela n'implique nécessairement une réincorporation proprement

territoriale, qui s'étendrait à l'ensemble de l'espace postsoviétique par l'instrumentalisation de la présence des diasporas russes (Grigas, 2016). D'autres encore ont affirmé, peut-être hyperboliquement, que l'objectif du Kremlin était ni plus ni moins que de dominer toute l'Europe (Blank, 2014; Saakashvili, 2019).

Face à ce discours persistant sur une Russie révisionniste et néo-impérialiste qui instrumentaliserait les mouvements irrédentistes prorusses dans l'espace postsoviétique – voire les fomenterait sciemment – pour rétablir sa domination (Ambrosio, 2016; Dodonov et Aleksandrova, 2019; Dunn et Bobick, 2014; Grigas, 2016), il y a lieu de se questionner sur la véritable signification de l'enjeu des compatriotes dans la politique étrangère russe. À Moscou, l'annexion de la Crimée a été présentée comme une authentique opération visant à protéger les Russes de la péninsule d'un danger imminent émanant des forces d'extrême-droite proto-fascistes et antirusses sur lesquelles s'appuyait le gouvernement par intérim de l'Ukraine, lequel était arrivé au pouvoir par un coup d'État illégitime appuyé de l'extérieur. Mais qu'en est-il vraiment? Entre un simple prétexte pour justifier la révision de l'ordre post-guerre froide et la restauration de l'empire russe; et une authentique intervention motivée par le principe de « responsabilité de protéger » (R2P), le véritable rôle de la question des compatriotes se trouve nécessairement quelque part entre ces deux extrêmes.

Afin de comprendre le rôle de cette question dans la crise ukrainienne et au-delà, il est crucial de s'interroger plus spécifiquement sur la politique de la Russie envers sa diaspora postsoviétique, sur son développement et son évolution, sur ses objectifs, ainsi que sur sa place au sein de la politique étrangère russe sur le territoire de l'ex-Union soviétique. Quels sont les déterminants de cette politique envers les diasporas? Comment a été construite la représentation des relations État-diaspora au sein des gouvernements successifs? Quelles sont les mesures mises en place depuis la chute de l'URSS? Dans quel contexte ont-elles été développées? Quel rôle la défense de la

diaspora a-t-elle joué dans la politique russe vis-à-vis de l'Ukraine? Voilà des questions auxquelles nous tenterons d'apporter un éclairage au moins partiel et qui peuvent être englobées dans la formulation de notre question centrale : comment a évolué la politique diasporique de la Russie depuis le démantèlement de l'Union soviétique jusqu'à aujourd'hui, et en quoi s'insère-t-elle plus largement dans la politique étrangère russe?

Nous ne sommes certes pas les premiers à étudier la place de la question des compatriotes dans la politique étrangère du Kremlin, ni ne prétendons-nous avoir une réponse qui révolutionnera la manière de penser cet enjeu. Ce mémoire ne revendique qu'une contribution modeste à la compréhension du processus évolutif de la politique diasporique russe. Mais son originalité, s'il en est une, se trouve dans l'exhaustivité et la profondeur temporelle du travail réalisé, qui offre une perspective remontant aux balbutiements du sujet abordé en périodisant ses développements ultérieurs jusqu'à aujourd'hui. Nous avons, pour ce faire, analysé un volume significatif de discours, de documents, de textes législatifs, d'articles et de programmes provenant du gouvernement russe et de ses membres et qui traitent de la question des diasporas, pour ensuite les croiser à la politique étrangère de la Russie. Les chapitres qui suivent en sont le résultat.

Le chapitre I présente une revue critique de la littérature sur la question des diasporas comme enjeu de politique étrangère pour la Russie, dans laquelle nous ferons ressortir certains débats notamment quant à l'évaluation de la politique diasporique de la Russie par rapport à sa politique étrangère, ainsi que les limites de l'état actuel de la littérature sur le sujet. C'est également dans ce chapitre que les paramètres théoriques de la recherche seront présentés, de même que certaines précisions méthodologiques sur notre démarche.

Une fois le cadre du mémoire dévoilé, le chapitre II fait office d'entrée en matière de notre sujet. Il débute par un portrait général de la situation des minorités russes de l'espace postsoviétique au lendemain du démantèlement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), pour ensuite se tourner vers le gouvernement de Boris Eltsine et son rapport à la question diasporique. Nous verrons notamment, dans ce chapitre, comment l'administration Eltsine est passée d'un désintérêt presque total pour la diaspora à l'un de ses plus grands défenseurs, à tout le moins dans son discours, en l'espace de quelques années.

Le chapitre III traite en profondeur de la question diasporique dans les années 2000, à partir du premier mandat de Vladimir Poutine jusqu'à la fin de la présidence de Dimitri Medvedev en 2012. Les différentes sections de ce chapitre ont pour objectif d'analyser le développement de la politique diasporique et son arrimage à la politique étrangère de la Russie dans un contexte où la confiance des dirigeants russes en leur capacité d'assumer le rôle de puissance respectée sur la scène internationale est en expansion. Cette période voit un développement sans précédent des mesures de soutien à la diaspora parallèlement à un processus d'institutionnalisation de la politique diasporique qui aboutit à la mise en place d'une structure gouvernementale élaborée pour la gestion des relations avec les compatriotes.

Le chapitre IV fait office d'analyse de cas, alors que sera abordée la crise ukrainienne vue sous le prisme de la question des diasporas. Nous relèverons d'abord l'évolution survenue peu de temps avant la crise ukrainienne dans le cadre du « tournant conservateur » de 2012. Nous ferons ensuite ressortir le rôle de la question des compatriotes dans l'annexion de la Crimée et la rébellion au Donbass, pour enfin y évaluer son poids réel en tant que déterminant de la politique russe en Ukraine.

En guise de conclusion, nous reviendrons sur les faits saillants des chapitres qui composent ce mémoire de manière à en synthétiser l'essence. Quelques constats et

réflexions sur la trajectoire de la politique diasporique de la Russie après 2014 seront ensuite proposés à partir des éléments mis en exergue précédemment.

CHAPITRE I

LES DIASPORAS RUSSES ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE : REVUE DE LITTÉRATURE ET PARAMÈTRES DE LA RECHERCHE

1.1 Revue de la littérature

Les diasporas russes de l'espace postsoviétique ont périodiquement suscité un intérêt académique notable au cours du quart de siècle dernier. Trois grandes orientations de recherche caractérisent cette littérature. La première étudie la question du point de vue des diasporas elles-mêmes, s'attardant aux trajectoires identitaires de ces minorités, à leur situation sociopolitique, ainsi qu'à la manière dont elles perçoivent leur État de résidence (*host state*) et leur État parent (*kin state*), la Russie. La seconde étudie la question du point de vue de la Russie, en la replaçant dans les débats sur l'identité nationale russe caractérisés par différents imaginaires de la nation. La troisième se concentrent quant à elle sur la dimension extérieure, en replaçant la question dans la politique étrangère russe dans l'espace postsoviétique. Puisque notre recherche porte précisément sur la question des compatriotes dans la politique étrangère de la Russie, l'essentiel de la revue de littérature s'attardera sur ce dernier aspect.

1.1.1 La nouvelle diaspora russe : une « diasporisation » par le haut

Plusieurs ouvrages se sont intéressés à la question des minorités russes des États postsoviétiques dès les années 1990 et début 2000 (entre autres : Kolsto, 1995; Laitin,

1998; Melvin, 1995; Shlapentokh et al., 1994; de Tinguy, 2004; Zevelev, 2001). Les travaux phares de David Laitin (1995, 1998, 2003), qui a réalisé des études comparatives sur les trajectoires identitaires des russophones des pays baltes principalement, mais aussi de l'Ukraine et du Kazakhstan, sont probablement ceux qui ont suscité le plus de réactions. Il en venait à la conclusion que l'assimilation des Russes dans leur société d'accueil était plus problématique là où la proximité culturelle est plus grande, comme en Ukraine, que dans les États baltes, culturellement plus éloignés. Il y voyait toutefois dans ces derniers un obstacle, ou une contre-tendance parallèle allant dans le sens d'une formation identitaire « parapluie » (*conglomerate identity*) chez les non-titulaires, qui se traduirait dans l'émergence progressive d'une « nationalité russophone » (*Russian-speaking nationality*) (Laitin, 1998, p. 33). Laitin expliquait le développement de cette identité ainsi :

In each of the republics, the course of development of this nationality will be distinct, and the connections among them will be weak. Indeed, although the foundational processes have emerged from a similar impulse and thus all share family resemblances, there will be a distinct brand of Russian-speaking nationality in each of the post-soviet republics (Laitin, 1995, p. 283).

Les conclusions de Laitin n'ont néanmoins pas été exemptes de critique. Sa trop grande emphase sur la question de l'assimilation des Russes baltes, notamment, a été critiquée par certains auteurs qui pointent plutôt à une trajectoire d'intégration des russophones, ces derniers souhaitant conserver une identité distincte tout en s'adaptant et en participant activement à la société où ils vivent (Barrington, 2001; Cheskin, 2015; Ponarin, 2000). D'autres ont aussi critiqué sa conception de l'identité, qui se circonscrit essentiellement au choix linguistique, laissant de côté toute la « mythologie » (traditions, histoire, culture, etc.) qui vient avec une identité ethno-nationale (Mann, 2000, p. 346).

Dans un autre ordre d'idée, la conceptualisation des Russes de l'étranger proche en tant que « diaspora » dans la littérature a aussi provoqué certains débats conceptuels

quant à la nature de ces minorités. Si beaucoup de travaux n'hésitent pas à utiliser le qualificatif de diaspora sans trop le contextualiser ou l'expliquer, d'autres questionnent néanmoins l'applicabilité du concept dans le cas des Russes de l'étranger proche (Kosmarskaya, 2011; Smith, 1999; Suslov, 2017a). Effectivement, plusieurs caractéristiques généralement attribuées aux diasporas seraient ou bien absentes, ou bien insuffisamment développées. Si l'on se fie à la littérature sur les diasporas (voir par exemple : Cohen, 2008; Safran, 1991; Tölölyan, 1996), la particularité de la situation des Russes de l'étranger proche réside essentiellement en trois points majeurs. Le premier est la notion de déplacement, puisque ce ne sont pas les communautés elles-mêmes qui se sont dispersées hors de leur patrie, mais plutôt leur patrie qui a, du jour au lendemain, rétracté ses frontières. Le second point concerne le paradoxe de l'intégration, tel qu'expliqué par Suslov (2017a, p. 8-9). Il dit en fait que plus leur niveau d'intégration dans leur État de résidence est élevé, plus les membres de la diaspora sont susceptibles d'avoir de l'information précieuse et une influence importante pour le Kremlin. Or, plus intégrée est la diaspora, moins elle est susceptible d'adhérer aux tentatives d'ouverture de la Russie. Enfin, troisième point : la mobilisation politique. Les diasporas sont généralement reconnues comme étant très mobilisées politiquement autour de leur identité. Toutefois, dans le cas de la diaspora russe, comme l'ont montré certains travaux, celle-ci brille par son faible niveau d'organisation et par une mobilisation politique très limitée¹ (Diener, 2015; Kallas, 2016; Laruelle, 2018; Smith, 1999; Smith et Wilson, 1997; Trimbach et O'Lear, 2015).

¹ Il serait toutefois faux d'affirmer que les russophones sont complètement atomisés. Il arrive en effet que certains enjeux polémiques suscitent l'indignation et la mobilisation de la diaspora. Ammon Cheskin par exemple, a montré, dans plusieurs travaux, que les Russes des pays baltes peuvent se solidariser et se mobiliser lorsqu'ils perçoivent un affront à leur identité (voir Cheskin, 2012a, 2012b, 2013, 2015). On pourrait faire un constat similaire par rapport aux Russes d'Ukraine, qui sont passés d'une « diaspora accidentelle » dans les années 1990, à un mouvement rebelle contre le pouvoir central en 2014 (Loshkariov et Sushentsov, 2016).

Ce faible niveau de mobilisation politique et l'absence d'une conscience identitaire commune a ouvert la voie à une « diasporisation » par le haut, c'est-à-dire l'attribution d'une identité diasporique homogène et réifiée construite depuis Moscou aux communautés russophones (Flynn, 2008; King et Kelvin, 2000; Kosmarskaya, 2011; Laruelle, 2006, 2008; Smith, 1999; Suslov, 2017a). Natalya Kosmarskaya affirme à ce titre que la politique diasporique du gouvernement se déploie en fonction de « diasporas imaginaires » (*imagined diasporas*), lesquelles seraient caractérisées par une homogénéité ethnique, un fort sentiment d'appartenance à l'ethnos russe, un haut degré de solidarité basé sur une unanimité idéologique, un support pour les leaders et une structure institutionnelle développée; ainsi que par un ardent désir de retour qui se traduit en une orientation loyale envers la patrie historique (Kosmarskaya, 2011, p. 58). Or, cette identité plutôt imaginaire se heurte aux réalités du terrain, qui est caractérisé par l'hétérogénéité à la fois intra- et intercommunautaire, tant au niveau démographique qu'identitaire (Barrington et al., 2003; Flynn, 2008; Kolsto, 1996, 2011; Laitin, 1998; Poppe et Haagendoorn, 2001; Shlapentokh et al., 1994; Smith et Wilson, 1997). Il y aurait en fait non pas une diaspora, mais bien une « mosaïque diasporique » (Kosmarskaya, 2011, p. 68) composée de multiples parties entretenant peu ou pas de connections entre elles, et encore moins une identité uniforme. Néanmoins, la politique diasporique de la Russie, et ce depuis sa première itération dans les années 1990, ne semble pas répondre adéquatement à cet état de fait.

1.1.2 Les diasporas russes comme instruments de politique étrangère

Vers la fin des années 1990, la Russie cherche à réaffirmer son statut de grande puissance sur la scène internationale, ce qui passe, d'après l'élite en place, par le maintien d'une position hégémonique sur l'espace postsoviétique (Kuchins et Zevelev, 2012; Laenen, 2012; Light, 2003; Lukyanov, 2016; Tsygankov, 2005, 2011). C'est d'ailleurs ce que martèle Vladimir Poutine depuis un bon moment. Pour reprendre les mots de Kari Roberts (2017, p. 53) : « Putin has been very clear since taking office in

2000 that he sees Russia as a great power deserving of respect and manoeuvrability with regard to its national interests ». Ces velléités se butent néanmoins à un déclin évident de l'influence russe dans cette zone depuis 1991, contre lequel le Kremlin a depuis déployé moult efforts pour renverser la tendance. C'est en partie dans ce contexte que s'inscrit, si l'on en croit la littérature sur le sujet, la prise en importance graduelle de la question diasporique parmi les cercles dirigeants.

En effet, la question des diasporas russes présentes en grand nombre dans plusieurs États postsoviétiques est apparue comme un enjeu de politique étrangère pouvant potentiellement être instrumentalisé pour faire pression sur ces États. Un nombre appréciable de travaux se sont d'ailleurs attardé sur cet aspect sous divers angles (Grigas, 2016; Kallas, 2016; Laruelle, 2015a; Molodikova, 2017; Smith, 1999; Suslov, 2017a, 2018a; de Tinguy, 2010; Zakem et al., 2015, Zevelev, 2001). Malgré un clivage apparent entre les auteurs quant aux résultats de la politique envers les diasporas par rapport à ses intentions, on peut dire qu'ils s'accordent grossièrement sur un point. La conceptualisation des diasporas en tant que « compatriotes à l'étranger », qui habitent un territoire qui s'étend au-delà des frontières politiques de la Russie (conceptualisé comme le « Monde russe »), est devenu une façon pour Moscou d'avancer divers objectifs politico-stratégiques lorsque le contexte le permet. Effectivement, lorsque des intérêts économiques et géopolitiques vitaux sont en jeu, la Russie se montre beaucoup plus disposée à jouer la carte des compatriotes afin d'exercer un levier à son avantage, que lorsque les intérêts du pays ne sont pas menacés (Molodikova, 2017, p. 158). En fait, si le narratif entourant la protection des compatriotes a progressivement pris une place de choix dans le discours du Kremlin, Lincoln Pigman (2019, p. 25) résume bien la situation en soulignant que « Time and again, Moscow has subordinated the needs of its compatriots to the broader national interest and adopted a policy of using its compatriots to achieve its wider foreign policy objectives – often to the detriment of its compatriots and in violation of its unconditional promise to protect them ». Le cas du Kazakhstan est un exemple qu'il vaut la peine de citer pour illustrer

cet état fait, considérant les appels de certains idéologues nationalistes, voire néo-impérialistes, tels que le politicien Vladimir Jirinovski pour que Moscou annexe le nord du pays à majorité russe. Or, vu les bonnes relations entre la Russie et le Kazakhstan à tous les niveaux, le Kremlin n'a jamais cru nécessaire d'agiter le spectre des compatriotes pour faire pression sur Astana, ne souhaitant pas ouvrir la porte aux accusations d'impérialisme russe de la part des États d'Asie centrale (Diener, 2015; Laruelle, 2018). Moscou a de toute façon bien d'autres cordes à son arc pour faire plier Astana le cas échéant, allant des liens économiques à la coopération militaire en passant par les médias (Laruelle et al. 2019).

Événement d'une importance géopolitique majeure, l'annexion de la Crimée marquerait, selon certains analystes, une évolution dans l'approche de la Russie envers ses diasporas, car elle aurait pour la première fois justifié l'emploi de la force à des fins de révisionnisme territorial par la volonté explicite de défendre ses compatriotes² (Grigas, 2016; Menkiszak, 2014; Pieper, 2018; Zevelev, 2016). La rhétorique sur la « nation divisée » (nous y reviendrons) a d'ailleurs fait un retour notable sur la scène politique (Laruelle, 2015a; Zevelev, 2016; Zhurzhenko, 2014), elle qui était un élément central du programme ethno-nationaliste et irrédentiste promu, dans les années 1990, par le Congrès des communautés russes (*Kongress russkikh obchtchin*). Or cette fois, elle été reprise par le gouvernement dans le cadre de l'annexion de la Crimée. Dans la foulée du conflit ukrainien, Moscou s'est ainsi présentée comme garante de la sécurité du Monde russe, un espace civilisationnel visant à rassembler les gens qui ont des affinités linguistiques, culturelles et historiques avec la Russie. Cela

² Certains font un parallèle avec l'épisode géorgien d'août 2008, puisque l'intervention russe avait en partie été justifiée par la défense des compatriotes d'Ossétie du Sud, bon nombre d'entre eux ayant bénéficiés de la politique de « passeportisation » (*passportization*) de la Russie (Grigas, 2016; Nagashima, 2019; Pieper, 2018). Or le résultat en a été très différent. Nous analyserons ces événements dans une section du chapitre III afin d'y voir plus clair.

aurait signalé un changement fondamental dans le discours sécuritaire du Kremlin qui s'articuleraient dorénavant non plus à l'échelle nationale, mais plutôt en relation avec une entité supranationale aux contours mal définis. C'est dans ce contexte qu'en 2014, selon Igor Zevelev (2016, p. 12-16), les concepts de « compatriote », de « Monde russe » et de « civilisation russe » auraient en quelque sorte convergés dans le discours du Kremlin, marquant la reconnaissance, dans les plus hautes sphères du pouvoir, de l'inadéquation entre les frontières politiques et les frontières culturelles de la Russie, avec des conséquences incertaines pour la sécurité régionale.

Il reste que l'étude de la question diasporique dans la politique étrangère de la Russie est essentiellement divisée en deux camps, comme le remarque Eleanor Knott (2017, p. 120-121), « between those criticizing the policy, arguing it promotes Russia's soft, and even hard, power interests, and those who downplay the strenght of Russia's approach ». Examinons rapidement les arguments présentés par les tenants des deux positions.

La politique diasporique comme manifestation de l'impérialisme russe

Du côté de ceux qui voient d'un œil suspicieux le potentiel de soft power de la politique des compatriotes, on constate que la Russie déploie de plus en plus de moyens pour influencer la perception du pays à l'international en misant sur le rayonnement de la langue, de l'histoire et de la culture russes ainsi que sur le développement d'une stratégie médiatique. Beaucoup de travaux ont d'ailleurs été réalisés, surtout depuis une dizaine d'années, sur la stratégie de soft power de la Russie (Grix et Kramareva, 2017; Kiseleva, 2015; Szotek, 2014; Tsygankov, 2006), et plusieurs y soulignent l'importance des compatriotes et du concept de Monde russe comme relais de l'influence de la Russie, tout en reconnaissant ses limites (Audinet, 2017; Feklyunina, 2016; Laruelle, 2015b; Lukyanov, 2013; Polegkiy, 2011; Rutland et Kazantsev, 2016). La Russie chercherait donc à consolider et étendre l'entité du Monde russe dans

l'optique de développer une certaine solidarité russophone et de gagner des appuis un peu partout dans le monde, tout cela afin de restaurer son hégémonie sur l'espace postsoviétique.

L'articulation du Monde russe comme instrument de diplomatie publique se fonde sur la langue et la culture russes, vues comme une sorte de « fierté transnationale » se conjuguant avec les ambitions de grandeur de la Russie (Laruelle, 2015b; Ryazanova-Clarke, 2017; Saari, 2014). Lara Ryazanova-Clarke parle notamment du rôle crucial de la langue russe dans la « doctrine messianique néo-impériale » mise de l'avant par le Kremlin :

[which] speaks of the 'civilizational community' of *Russkii Mir* (The Russian World) and aims at creating new meta-narratives that legitimize Russia's hegemony over the 'Russian-speaking world' beyond the Russian Federation by the claims of linguistic, 'spiritual' (*dukhovnyi*) and cultural unity (Ryazanova-Clarke, 2017, p. 445).

Pour les plus critiques de la politique diasporique de la Russie, la stratégie de *soft power* qui l'accompagne mettrait en quelque sorte la table pour des actions irrédentistes initiées par la Russie dans les territoires où vivent les compatriotes. Agnia Grigas (2016, p. 3) soutient, par exemple, que la Russie est engagée dans un processus de « ré-impérialisation » depuis le début des années 2000, et que les diasporas russes représentent l'instrument de choix des visées néo-impériales et expansionnistes de Moscou. En ce sens, selon Grigas, l'annexion de la Crimée n'est que l'aboutissement logique d'une politique méticuleusement planifiée de révisionnisme territorial. Cette vision néo-impériale de la Russie – qui a d'ailleurs été vertement critiquée (voir notamment : Buzgalin et al., 2016) –, est partagée par d'autres pour qui l'épisode criméen prouve que la Russie est engagée dans la reconstruction d'un empire sur les ruines de l'URSS (Socor, 2014; Van Herpen, 2015).

Une position plus modérée est exprimée par Mikhail Suslov (2018b), qui affirme que la politique des compatriotes, dans le contexte post-Crimée, restera risquée et agressive, mais conclut néanmoins que son incapacité à rejoindre adéquatement les Russes de l'étranger lointain, et éventuellement de l'étranger proche, ne fera qu'augmenter. Il craint toutefois que « The construction of the diaspora as the Russian irredenta, together with the ubiquitous geopolitical style of thinking about politics [...], is making the annexationist policy a very desirable and likely one » (Suslov, 2018b, p. 11). Suslov concède ainsi que, malgré l'échec des tentatives de mobilisation des diasporas, le relatif succès de l'annexion de la Crimée pourrait rendre l'option irrédentiste attrayante à reproduire si les conditions sont présentes.

La politique diasporique entre modération et passivité

De l'autre côté du spectre, on retrouve ceux qui doutent sérieusement du succès et de l'efficacité de la politique des compatriotes. Plusieurs qualificatifs, allant de modérée et pragmatique (Ferris, 2018; Laruelle, 2015a; Pieper, 2018; Zevelev, 2008), à ambiguë et contradictoire (Byford, 2012; Laruelle, 2008; Loshkariov et Sushentsov, 2016; Shevel, 2011; de Tinguy, 2010), en passant par carrément passive (Engel, 2018) y ont été apposés. La plupart des auteurs de cette tangente soulignent l'échec des tentatives de la Russie pour mobiliser ses diasporas et consolider leur loyauté politique envers l'État russe. Celles-ci sont en effet peu réceptives à l'idée de devenir des instruments politiques pour le bénéfice de Moscou (ce qu'ont d'ailleurs montré des recherches sur le terrain : Kallas, 2016; Knott, 2017), et ce même s'il existe encore une partie de la diaspora qui reste politiquement proche des positions du Kremlin (Suslov, 2018b). L'instrumentalisation systématique de la question des diasporas par la Russie, qui conditionne sa politique à ses intérêts nationaux avant ceux de ses compatriotes, se montre contre-productive en contribuant à faire advenir l'inverse des objectifs affichés par la politique diasporique (Pigman, 2019).

L'annexion de la Crimée, pour la majorité de ces auteurs, ne représenterait pas en soi un indicateur valide pour dire que la politique des compatriotes a fondamentalement été transformée en un instrument servant un objectif révisionniste. Valery Engel (2018), par exemple, affirme que Moscou, après la Crimée, a essentiellement rejeté une politique étrangère agressive en faveur d'une attitude plus ouverte aux compromis avec l'Occident. Il en donne pour exemple la quasi-absence de réaction face aux nouvelles mesures restrictives entourant l'éducation en russe en Lettonie, qui signalerait une certaine distanciation du Kremlin face à un mouvement de compatriotes grandissant et pouvant nuire aux intérêts russes. Engel souligne en effet que :

The movement has gradually become a complicating factor in the relations with Russia's neighbors, because countries with large Russian-speaking minorities are starting to perceive it as a "fifth column" [...]. At the same time, they accuse Russia of using the movement of compatriots to undermine the state security of these countries. [...] Given that Russia seeks to gain an equal standing with the West on the world arena, this is proving counterproductive.

Cela donne du poids à l'argument selon lequel la relation de la Russie avec le Monde russe reste contextualisée, c'est-à-dire qu'aussi longtemps que les pays abritant une importante minorité russe gardent une relation cordiale avec la Russie ou que des intérêts plus importants entrent en considération, il n'y aura pas de tentatives d'instrumentalisation des diasporas à des fins de déstabilisation. (Laruelle, 2015a; Pieper, 2018; Zakem et al., 2015). Il n'y a qu'à prendre une fois de plus l'exemple du Kazakhstan pour s'en convaincre, où la minorité russe ne joue pratiquement aucun rôle en tant que levier d'influence sur le gouvernement kazakh, et n'est donc pas un déterminant majeur de la relation bilatérale (Laruelle et al., 2019, p. 8-11).

Cela semble également consistant avec les résultats de plusieurs travaux qui ont remarqué une double-approche face à la souveraineté par le « droit de regard » que s'octroie la Russie dans son étranger proche (Baranovsky et Mateiko, 2016; Deyermond, 2016; Pieper, 2018; Ziegler, 2012). En effet, comme le note Ruth

Deyermond, la Russie adopte une approche westphalienne traditionnelle avec la majorité des États, alors qu'elle adopte une approche « postsoviétique », plus conditionnelle, avec les États de l'ex-URSS. Cette approche postsoviétique performerait trois fonctions dans la politique étrangère russe : la sécurisation des intérêts nationaux, l'équilibrage face aux États-Unis, et la présentation d'un marqueur identitaire non-occidental dans un monde de plus en plus multipolaire (Deyermond, 2016). L'instrumentalisation de la question des diasporas est donc renforcée par une approche postsoviétique à la souveraineté, l'intégrité territoriale devenant en quelque sorte tributaire des bonnes relations entretenues avec Moscou.

1.1.3 Limites de la littérature et positionnement de la recherche

Les deux grandes positions présentées ci-haut représentent évidemment la simplification de deux pôles, et il existe plusieurs nuances et degrés dans les analyses que l'on ne peut complètement reproduire ici. Ce qu'il faut en retenir est que la question ne fait pas consensus, et qu'il serait même présomptueux de prétendre émettre quelque certitude que ce soit à propos des développements futurs de la politique à l'égard des diasporas sur la seule base de l'annexion de la Crimée. Les auteurs qui se sont intéressés à la question des compatriotes à l'étranger après l'annexion remarquent presque tous un changement au moins dans le discours de la Russie, et donc dans la conceptualisation des diasporas et du rôle que Moscou devrait entretenir vis-à-vis d'elles. Or, il apparaît beaucoup moins clair en quoi cela a impacté concrètement la politique diasporique de la Russie.

Nous avons tenté, dans la revue de littérature présentée ci-haut, de montrer en quoi la question des compatriotes dans la politique étrangère de la Russie fait l'objet d'interprétations contradictoires. C'est dans ce débat que ce travail souhaite s'insérer, car il nous apparaît que c'est une question qui reste trop peu explorée, malgré plusieurs publications depuis l'annexion de la Crimée. S'il y a bien quelques auteurs qui s'y sont attardés – et certains d'entre eux apportent en effet des contributions intéressantes

(Laruelle, 2015a; Pieper, 2018; Pigman, 2019; Suslov, 2018a, 2018b; Zevelev, 2016) —, il manque encore, à notre sens, une étude approfondie sur l'évolution de la question des compatriotes par rapport à la politique étrangère russe dans l'espace postsoviétique.

Il y a bien Agnia Grigas (2016) qui a entrepris un travail similaire à ce que nous cherchons à réaliser dans son ouvrage *Beyond Crimea : The New Russian Empire*, liant explicitement la question des diasporas aux objectifs de politique étrangère de la Russie en remontant aux années Eltsine. Or, nous ne souscrivons pas à la lecture qui y est proposée, car trop déterministe. En effet, tout semble joué d'avance, et chaque action de la Russie envers ses diasporas interprétée en relation avec son ultime objectif de « ré-impérialisation ». Nul besoin d'aller bien loin dans son ouvrage pour trouver les traces d'un argumentaire empreint d'un certain dogmatisme selon lequel l'impérialisme serait inscrit dans l'ADN même de la Russie, niant du même coup toute possibilité de changement. Dès l'introduction, il est écrit : « While neo-imperialism has been a prominent trend in Putin's era, it is in fact rooted in the history of the Russian Empire. There is an undeniable historical continuity between present Russian imperial projects and past projects of the Romanovs and the Soviets » (Grigas, 2016, p. 4). Les politiques envers les compatriotes ne seraient donc rien de plus que l'ultime instrument du Kremlin pour ressusciter un empire sous la botte de Moscou. En particulier depuis les années 2000, écrit Grigas (p. 3),

Moscow's policies have leveraged the existence of Russian compatriots, particularly ethnic Russians and Russian speakers residing abroad, to gain influence over and challenge the sovereignty of foreign states and at times even take over territories. [...] Moscow's hold on these groups serves as an effective pretext for and instrument of much of Russia's expansionist foreign policy.

Sans nier en bloc l'ensemble de son propos, il convient de questionner la dimension soi-disant expansionniste de la politique étrangère russe sur la base des diasporas, car c'est une idée persistante en Occident, mais qui reste néanmoins dans le domaine

spéculatif. À notre sens il est loin d'être certain que l'objectif de la Russie en soit un d'expansionnisme territorial. Outre la Crimée, la Russie postsoviétique n'a jamais annexé de territoire appartenant à l'un de ses voisins, et ce n'est pas faute d'en avoir eu la possibilité (pensons notamment aux conflits gelés et aux États de facto en Transnistrie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud). Il y a un pas à franchir – que Grigas n'hésite pas à faire – entre la volonté de conserver une position hégémonique dans l'étranger proche et celle de recréer un empire.

Le présent mémoire cherche donc à se distinguer de l'analyse de Grigas en optant pour une posture plus nuancée, et qui ne considère pas la dimension néo-impériale de la politique étrangère russe comme une évidence. En d'autres mots, nous cherchons à analyser la politique de la Russie à l'égard de ses diasporas selon ses propres termes, plutôt qu'en y apposant une grille de lecture teintée d'idées préconçues

1.2 Cadre théorique

Sur la base de ce qui a été dit plus haut dans la revue de littérature, nous détournons temporairement notre attention de la Russie pour élargir notre champ de vision aux diasporas en général et leur place dans les relations internationales afin d'en tirer quelques enseignements pertinents au présent mémoire. Il sera ici question de considérations plus théoriques en lien avec le concept de diaspora et la manière de l'appréhender dans les relations internationales.

Il existe une littérature de plus en plus volumineuse sur les diasporas et les relations qu'elles entretiennent avec les États. Or, la plupart des écrits à propos du rôle des diasporas dans les affaires internationales tendent à se focaliser sur les diasporas elles-mêmes en tant qu'acteurs qui viennent défier la conception traditionnelle de l'État en transcendant son autorité par leur identité hybride et complexe. En revanche, cela a contribué à obscurcir le rôle de la patrie dans la nouvelle dynamique qui caractérise

les relations patrie-diaspora (Varadarajan, 2010, p. 6). Le champ des relations internationales (RI) ne traite qu'assez peu des politiques déployées par les États eux-mêmes pour rejoindre leurs diasporas à l'étranger (Délano et Gamlen, 2014, p. 430), ainsi qu'aux implications de telles politiques par rapport aux dynamiques régionales ou internationales. Certaines approches en RI n'en sont pas moins utiles pour nous aider à saisir le phénomène en question. En particulier, une conception de la politique internationale inspirée du constructivisme apparaît pertinente, dans le cas qui nous occupe, pour analyser la construction des représentations que partagent les dirigeants russes par rapport aux diasporas et au rôle que devrait jouer la Russie à leur égard. Dans les prochaines sous-sections, il sera d'abord question de définir le concept de diaspora avant de relever les principaux postulats du constructivisme, pour ensuite jeter un œil à certains travaux qui traitent spécifiquement des relations entre un État et sa diaspora afin d'en retirer quelques constats généraux.

1.2.1 Le concept de diaspora

Autrefois utilisé pour désigner spécifiquement ce que l'on appelle aujourd'hui les diasporas « classiques », soit principalement les Juifs et les Arméniens (Cohen, 2008; Reis, 2004), le concept de diaspora a aujourd'hui un sens beaucoup plus large. Selon plusieurs auteurs, il aurait vu son sens progressivement s'étirer et se diluer depuis les années 1960 jusqu'à en perdre son pouvoir discriminatoire, et donc sa pertinence et son utilité analytique (Brubaker, 2005; Butler, 2001; Safran, 1991; Tölölyan, 1996). Le concept a en effet été utilisé, pour ainsi dire, à toutes les sauces par différents milieux pour désigner toutes sortes de groupes comportant peu de dénominateurs communs. Les spécialistes sont ainsi divisés entre une définition maximaliste et minimaliste du concept de diaspora. Dans le cadre du sujet qui nous occupe, nous avons vu, dans la revue de littérature, que cela a provoqué des débats quant à la nature des minorités russophones de l'espace postsoviétique, certains hésitant à recourir au concept de diaspora. Puisque l'objectif de ce mémoire n'est pas de trancher si ces

minorités possèdent l'ensemble des attributs diasporiques, nous prendrons pour acquis qu'elles représentent bel et bien une diaspora. Nous souscrivons à la définition qu'en donne Gabriel Sheffer (2003, p. 9-10), qui offre une définition tout à la fois précise et assez flexible de la diaspora :

a social-political formation, created as a result of either voluntary or forced migration, whose members regard themselves as of the same ethno-national origin and who permanently reside as minorities in one or several host countries. Members of such entities maintain regular or occasional contacts with what they regard as their homelands and with individuals and groups of the same background residing in other host countries. Based on aggregate decisions to settle permanently in host countries, but to maintain a common identity, diasporans identify as such, showing solidarity with their group and their entire nation, and they organize and are active in the cultural, social, economic, and political spheres.

La situation des Russes de l'étranger proche, si elle ne cadre pas parfaitement avec la définition présentée ci-haut, pourrait à tout le moins porter l'épithète de diaspora « naissante » (*incipient diaspora*)³ étant donné que ces populations sont en processus de reconfiguration profonde de leur identité, qui s'exprime dans l'organisation progressive de communautés diasporiques embryonnaires. D'après Sheffer (p. 137-139), les Russes de l'étranger proche formeraient en ce moment la plus grande diaspora naissante au monde (entre 20 et 25 millions d'individus au lendemain de la dissolution de l'URSS).

³ C'est une étiquette qui est également corroborée par King et Melvin (2000, p. 118-124), qui soulignent que l'émergence de la « diaspora russe » en tant qu'objet à la fois de politique étrangère et de lutte politique en Russie même a servi deux fonctions majeures : regrouper l'élite politique suite aux désorientations de la Perestroïka d'une part, et légitimer un engagement actif de la Russie dans les affaires des autres États postsoviétiques d'autre part.

Afin d'éviter la redondance, le concept sera utilisé de façon interchangeable avec les termes de « compatriotes à l'étranger » (ou simplement « compatriotes »), « russophones » (entendus comme personnes parlant le russe comme langue maternelle et s'identifiant d'abord comme Russes), et « Russes de l'étranger proche ». La politique de l'État russe à leur égard sera quant à elle définie sous les étiquettes de « politique diasporique » et « politique des compatriotes », qui représentent des traductions imparfaites de « *diaspora policy* » et de « *compatriot policy* ».

1.2.2 Le constructivisme en relations internationales

Les relations État-diaspora peuvent être interprétées via une approche inspirée du constructivisme en relations internationales. Ce qui unit toutes les variantes de cette approche est le postulat selon lequel le monde tel qu'on le perçoit est « socialement construit » par l'action réciproque des agents et de la structure. En un mot, les humains et le monde matériel se « co-constituent » (Battistella, 2015; Hopf, 1998; Hurd, 2010; McSweeney, 1999; O'Meara, 2010; Weldes, 1999; Wendt, 1992). La variante du constructivisme axé sur les règles nous apprend que le langage est la façon principale par laquelle les individus agissent sur le monde (Onuf, 1998). Les agents ont recours à des « actes de langage » dans le but d'influer sur le déroulement des événements qui les touchent (O'Meara, 2010, p. 254). Les représentations et les idées dites « intersubjectives⁴ » qui émergent des interactions entre les différents agents au travers du langage participent ainsi à la construction sociale de la réalité telle qu'on la perçoit et des significations qu'on lui attribue. Alexander Wendt identifie deux postulats que sous-tend ce construit social : « that the fundamental structures of international politics are social rather than strictly material (a claim that opposes materialism), and that these

⁴ Notion de base du constructivisme, l'intersubjectivité est définie par Dan O'Meara (2010, p. 267) comme « Les significations et les compréhensions partagées et socialement ancrées qui émergent de l'interaction des sujets (agents) ».

structures shape actors' identities and interests, rather than just their behavior (a claim that opposes rationalism) » (Wendt, 1995, p. 72). Cela ne revient toutefois pas à dire que les structures matérielles n'ont pas d'importance, bien au contraire.

Le point que tente de défendre le constructivisme est que les structures idéelles produisent des représentations et attribuent un sens aux structures matérielles, donc qui existent objectivement, tout comme ces dernières ont un impact sur la construction des idées intersubjectives. Ces structures idéelles ne sont pas que les simples croyances personnelles des individus. Elles comprennent les idées intersubjectives et institutionnalisées, c'est-à-dire exprimées en termes de pratiques et d'identités. Elles acquièrent donc une certaine matérialité dans la mesure où elles sont traduites en institutions, qui elles-mêmes appliquent des politiques ayant un impact concret sur la société. Ian Hurd résume ce constat de la manière suivante : « the constructivist insight is not that we replace "brute materialism" with "brute idealism" (cf. Palan 2000). Rather, constructivism suggests that material forces must be understood through the social concepts that define their meaning for human life » (Hurd, 2010, p. 301). Les structures idéelles donc, en relation avec les contraintes matérielles, forment ce que certains constructivistes nomment les « règles sociales⁵ » au sein desquelles se déploie un éventail d'actions possibles.

⁵ Les règles sociales peuvent se concevoir comme une sorte de cadre. Elles représentent « des structures clés qui forment et contraignent le comportement des agents » (O'Meara, 2010, p. 247). Les agents doivent faire des choix, et ses choix sont balisés en quelques sorte, ou informés, par ces règles qui représentent leur marge de manœuvre. Nicholas Onuf affirme à ce titre que « Rules make agents out of individual human beings by giving them opportunities to act upon the world. [...] Through these acts agents make the material world a social reality for themselves as human beings ». Les règles sociales, donc, permettent une certaine agentivité, qui n'est toutefois pas illimitée, puisque : « Agency is always limited. Agents are never free to act upon the world in all the ways that they might wish to. Many limits have a material component. [...] Rules that give any agent an opportunity to act create limits for other agents. Rules in general limit the range of acts that other agents are free to take » (Onuf, 1998, p. 64-65).

L'identité est indissociable de ces structures sociales. Elle est à la fois influencée par les structures et les influence à son tour dans une relation co-constitutive. Les États (tout comme l'ensemble des acteurs), pour les constructivistes, ont chacun une identité qui leur est propre, laquelle est façonnée par « les normes, les valeurs et les idées institutionnalisées de l'environnement social » dans un processus continu de renégociation de celle-ci (O'Meara, 2010, p. 249). Si l'identité est socialement construite, tel est le cas également des intérêts d'un État. Comme le souligne Jutta Weldes (1998, p. 218) : « interests are produced, reproduced, and transformed through the discursive practices of actors. More specifically, interests *emerge* out of the representations that define for actors the situations and events they face ». Identité et intérêts sont donc intrinsèquement liés.

La manière dont les dirigeants se représentent et articulent leur conception de l'identité nationale aura indubitablement une incidence sur ce qu'ils perçoivent comme relevant de l'intérêt national. Les dirigeants étatiques, comme le soutient encore Weldes (1996), sont les agents principaux dans la définition de l'identité nationale par la position privilégiée qu'ils occupent. Elle souligne à ce titre que « the representations created by state officials make clear both to those officials themselves and others who and what 'we' are, who and what 'our enemies' are, in what way 'we' are threatened by 'them', and how 'we' might best deal with those 'threats' » (Weldes, 1996, p. 283).

Il va de soi que les diasporas font partie intégrante des débats sur l'identité nationale, sur les frontières entre le Nous et l'Autre. Certains travaux ont d'ailleurs montré, dans le cas de la Russie, qu'il existe divers imaginaires nationaux qui conceptualisent différemment la place des diasporas et le rôle de la Russie à leur égard (voir entre autres : Shevel, 2011; Tolz, 1998; Zevelev, 2001). La manière dont est définie l'identité nationale affecte à son tour les intérêts que poursuit un État. Si la Russie, par exemple, conceptualise ses diasporas comme des parties intégrantes d'une nation russe

divisée, les actions concevables pour agir sur cette perception en deviennent très différentes que si on les conceptualise comme de simples minorités nationales.

1.2.3 Les relations patrie-diaspora : quelques constats théoriques

Les relations État-diaspora peuvent être analysées à la lumière de ce qui vient d'être dit plus haut. Les diasporas se conçoivent en effet par le biais de l'identité d'un État en tant qu'expatriés d'un territoire national. L'inclusion ou l'exclusion des membres de la diaspora dans l'imaginaire national de la patrie, de même que la relation patrie-diaspora, est historiquement contingente des pratiques représentationnelles en vogue dans un moment donné. Si les diasporas peuvent être perçues comme des traîtres ayant fui la patrie, elles peuvent tout autant faire partie intégrante d'une nation perçue comme transcendant les frontières étatiques, et sollicitées à contribuer au développement de leur État d'origine.

La tendance mondiale vers une institutionnalisation des relations État-diaspora visible depuis les années 1990 se conjugue de fait avec un contexte international dans lequel le territoire étatique perd de son importance en tant que marqueur identitaire principal (Agnew, 1999) au profit d'un certain « transnationalisme » où les États cherchent à rejoindre leur population installée au-delà de leurs frontières (Adamson et Demetriou, 2007; Délano et Gamlen, 2014; Dufoix et al., 2010; Shain, 2007; Varadarajan, 2010). Un concept difficilement traductible en français, le « *domestic abroad* », a été proposé par Latha Varadarajan (2010, p. 6-17) pour rendre compte de ce nouveau phénomène produit en grande partie par les politiques des États. Selon elle, le *domestic abroad* marque un changement profond dans la configuration des nations, un changement qui s'inscrit néanmoins en arrière-plan d'une transformation politico-économique de l'État :

The production of the domestic abroad rests on the constitution of diasporas as subjects of an expanded, territorially diffused nation. To that extent, it marks a

fundamental shift in the way nations are configured. This shift, however, is part and parcel of the political-economic transformation of the state – in a word, what is typically called “neoliberal restructuring” (Varadarajan, 2010, p. 7-8).

Varadarajan fait ainsi le lien entre les changements survenus au niveau de l’État et de la nation dans le cadre des restructurations néolibérales qui se sont étendues à la majorité des pays depuis les années 1990, et des politiques de ces États envers leur diaspora ayant contribué à l’avènement du *domestic abroad*. Elle souligne ainsi que ce ne sont pas seulement les politiques qui ont changé, mais bien la nature de l’État et de la nation dans leur essence même.

À partir du *domestic abroad*, il est possible de faire le pont avec la contribution de Francesco Ragazzi (2014), qui a développé une typologie des politiques diasporiques évaluées sur la base de 19 variables⁶, le tout en comparant 35 pays selon une grande variété de critères dans le but de capter l’ensemble des différences possibles entre les politiques des États. Il en vient à développer cinq idéaux-types d’États dans leurs rapports à leur diaspora : l’État des expatriés (*expatriate state*), l’État fermé (*closed state*), l’État-nation mondial (*global-nation state*), l’État des travailleurs contrôlés (*managed labor state*), et l’État indifférent (*indifferent state*). Celui qui retiendra notre intérêt est l’État-nation mondial, étant donné que la Russie y est placée dans cette catégorie par l’auteur. Cette catégorie regroupe les États qui ont la plus grande diversité de politiques à l’égard de leur diaspora et qui leur offre le plus de droits : « they encourage lobbying, generally provide a document certifying the national origin [...], and provide welfare for returnees and organizing diaspora conferences »

⁶ Il serait trop volumineux d’énumérer chacune d’elles, qui vont des politiques culturelles aux politiques de citoyenneté en passant par le niveau de contrôle d’un gouvernement sur sa diaspora et bien d’autres encore. Nous référerons le lecteur au texte où elles sont développées pour en prendre connaissance (voir Ragazzi, 2014, p. 77-78)

(Ragazzi, 2014, p. 80). En outre, les États de ce type auront tendance à développer des programmes de promotion linguistique et culturelle à l'étranger plutôt qu'implanter des écoles sous leur contrôle direct. Ils chercheront également à « extraire » des ressources politiques et économiques de leur diaspora en échange d'un certain nombre de droits par rapport à la patrie. Nous verrons, au cours des chapitres qui composent ce mémoire, comment la Russie a progressivement construit tout un système de relations avec sa diaspora, soit une sorte de *domestic abroad*, tendant vers le modèle de l'État-nation mondial tel que défini par Ragazzi.

1.3 Précisions méthodologiques

La méthode utilisée pour répondre à la question de recherche et qui guidera notre démarche est inspirée du traçage de procédés (*process-tracing*). Cette méthode apparaît pertinente au regard de la question de recherche présentée plus haut, car elle vise à identifier les mécanismes causaux d'un phénomène à expliquer par l'observation empirique dans le temps. Mais la description qui doit être faite du phénomène dans le temps, doit aussi être adéquatement réalisée à des points précis dans le temps. Ce dernier point est crucial pour l'inférence causale qui est à la base de cette méthode : « process tracing focuses on the unfolding of events or situations *over time*. Yet grasping this unfolding is impossible if one cannot adequately describe an event or situation *at one point in time* » (Collier, 2011, p. 824). Ainsi, sans chercher « l'exhaustivité causale », le *process-tracing* recherche la « suffisance ». Plus précisément, « l'enjeu est d'identifier des configurations et des mécanismes que l'on jugera avoir été suffisants [...] pour produire le phénomène d'intérêt » (Maillet et Mayaux, 2018, p. 1062).

En ce sens, nous ne cherchons pas à formuler une grande théorie en tant que tel, mais plutôt à comprendre et expliquer les facteurs ayant influencé le développement et les

évolutions clés du sujet qui nous occupe, de façon à pouvoir proposer certains constats et trajectoires futures. C'est dans cette optique que nous avons opté pour une démarche chronologique. Nous cherchons à analyser la question dans son évolution profonde afin de mieux comprendre les tenants et aboutissants de celle-ci, particulièrement dans le contexte de la crise ukrainienne et après l'annexion de la Crimée. En d'autres mots, déceler la signification des événements survenus en Ukraine en 2013-2014 par rapport aux développements antérieurs de la politique envers les diasporas, et par rapport aux développements subséquents de cette politique, est l'objectif général de ce mémoire.

Le présent travail est ainsi le reflet d'une double-approche que nous avons opérationnalisée en amont de la rédaction finale, tout en tentant de la rendre de façon dynamique dans le texte. C'est la raison pour laquelle les éléments discursifs seront la plupart du temps analysés en symbiose avec le développement des politiques. Mais avant d'y arriver, quelques mots sur les deux volets de notre approche.

Ce travail a pour objectif, dans un premier temps, de retracer l'évolution du « thème diasporique » dans le discours des principaux dirigeants impliqués dans la formulation de politiques destinées aux compatriotes à l'étranger. Afin de circonscrire la recherche, seules les archives du Ministère des Affaires étrangères et du Président de la Fédération de Russie ont été scrutées en profondeur par l'entremise de mots-clés. D'autres instances ont été mobilisées en guise de complément seulement. À partir des sites Internet officiels, il a été possible de récupérer l'ensemble des déclarations et des

discours prononcés⁷ par des personnalités influentes pour tout ce qui concerne de près ou de loin les diasporas.

Un traitement subséquent de ces sources a permis, pour l'ensemble des périodes, d'établir une certaine tendance, de relever le contexte d'énonciation, d'identifier des récurrences conceptuelles et linguistiques, de percevoir les représentations mises de l'avant à propos des diasporas, etc. Nous avons cherché, en gros, à voir comment la question des compatriotes et de la politique à leur endroit est articulée en relation avec l'identité nationale et les intérêts nationaux de la Russie tels que perçus par ses dirigeants.

Dans un second temps, les données recueillies ont été confrontées aux actions concrètes faites par la Russie eut égard aux diasporas afin de faire ressortir l'évolution des politiques elles-mêmes et d'identifier leur trajectoire. Évidemment, nous sommes bien conscients que le discours représente une action en lui-même, et qu'il est une façon privilégiée d'influencer l'environnement social. Mais une distinction doit être faite entre ce qui relève du discours et des politiques qui ont un impact concret dans le réel. Nous avons ainsi cherché à établir une comparaison et à préciser le rapport entre le discours et les politiques mises en place pour déterminer s'il est véritablement possible d'affirmer qu'un changement qualitatif s'est opéré dans l'approche de la Russie à l'égard de ses diasporas dans le cadre de l'annexion de la Crimée.

En consultant différents types de documents officiels tels que les lois et décrets, les programmes gouvernementaux et les concepts de politique étrangère émis par le

⁷ À noter que l'ensemble des citations reproduites dans le texte ont été librement traduites en français à partir des documents originaux en russe, outre celles provenant de documents en anglais, qui ont été retranscrites comme tel.

gouvernement, nous avons pu se faire une idée de la politique formelle de l'État russe. Des sources secondaires ont aussi servi à apporter des éléments de contexte quant à l'élaboration et la mise en place des politiques ainsi qu'à propos des relations de la Russie avec les États abritant une vaste population russophone. Nous cherchions essentiellement à voir comment se déploie dans le comportement de l'État russe à l'égard de son voisinage la politique des compatriotes face au discours mis de l'avant au Kremlin. Dans quelle mesure la politique envers les diasporas reflète-t-elle le discours? Quelles en sont les implications? En quoi y a-t-il divergences et comment s'expliquent-elles?

CHAPITRE II

DE QUANTITÉ NÉGLIGEABLE À ENJEU D'INTÉRÊT : L'ÉVOLUTION DE LA QUESTION DIASPORIQUE SOUS ELTSINE

2.1 Les Russes de l'étranger proche après l'effondrement de l'URSS

La dissolution de l'Union soviétique, officialisée par la démission de Mikhaïl Gorbatchev de son poste de secrétaire-général le 25 décembre 1991, laisse en suspens le sort des 25 millions de Russes qui se trouvaient hors des frontières de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), bientôt connue comme la Fédération de Russie⁸. Convenu secrètement entre les présidents de la RSFSR, de la

⁸ La dénomination « Russe » ne doit pas laisser sous-entendre que la diaspora est strictement composée de Russes au sens ethnique du terme, c'est-à-dire des personnes d'origine slave descendantes des habitants des premières principautés (Rus' de Kiev, Moscovie, Novgorod, etc.) qui existaient au Moyen-Âge sur le territoire de l'actuelle Russie européenne, du Bélarus et de l'Ukraine. Ce que l'on nomme la diaspora « russe » regroupe en fait un ensemble très hétérogène de personnes, tant au niveau ethnique que culturel, ce qui se répercute aussi au niveau de leur attitude par rapport à leur patrie et leur État de résidence. Elle comprend donc, en plus des Russes ethniques, des membres de diverses autres nationalités qui composaient l'URSS, mais qui ont des affinités culturelles et une langue commune. En ce sens, le terme « russophones » réfère à un groupe plus large que « Russes », et renvoie plus précisément à la conception qu'a le gouvernement russe de sa diaspora (Kosmarskaya, 2011, Shlapentokh et al. 1994, préface, chap. 2). L'ambiguïté du concept de diaspora russe est justement qu'il peut à la fois référer à une définition minimaliste se limitant aux Russes ethniques, tout comme elle peut être définie de façon maximaliste en incluant toute personne qui parle russe comme langue maternelle. Le gouvernement russe tend néanmoins à privilégier une définition maximaliste, et ses opposants de tendance plus ethno-nationaliste une définition minimaliste. Lorsque le terme « Russes » est utilisé, nous entendons donc principalement, sauf lorsqu'expressément souligné, les russophones au sens large.

RSS biélorusse et de la RSS ukrainienne, le divorce s'est en effet concrétisé sans que personne ne soit consulté, si bien que ces millions de personnes se sont retrouvés du jour au lendemain à habiter dans un pays qui n'était plus le leur. Ces événements ont engendré de nombreux bouleversements pour ces populations, désormais traitées en étrangers, voire en occupants par les élites politiques de certaines républiques postsoviétiques. Les prochaines sous-sections s'attarderont à relever les enjeux qui ont confronté les nouvelles diasporas russes, et fera le point sur leur situation au début des années 1990.

2.1.1 Le « double cataclysme » : la fin d'un monde pour les russophones

L'idée selon laquelle les nationalités titulaires conquises par l'Union soviétique dans la première moitié du XX^e siècle voyaient le pouvoir soviétique comme un pouvoir essentiellement russe a longtemps persisté (Laitin, 1998, p. 85). Or, s'il est vrai que l'État soviétique, à partir des années 1920, a conçu des politiques de russification qui pourraient être considérées comme assimilationnistes, il a aussi favorisé le développement culturel des diverses nationalités qui le composaient et a permis une mobilité sociale non négligeable (Brubaker, 1994). Il en a résulté un niveau de russification, à la fois linguistique et culturel, très varié d'une république à l'autre (Pavlenko, 2008). Néanmoins, les réformes gorbatchéviennes ont contribué à la cristallisation des identités nationales qui s'est exprimée, dans plusieurs républiques, en des velléités indépendantistes et dans la désignation des Russes comme occupants illégitimes. Le « double cataclysme » de 1989 et 1991, pour reprendre l'expression de David Laitin (1998, Chap. 4) a achevé d'ébranler le statut des Russes et autres russophones s'identifiant comme tel dans ces républiques en remettant en question leur citoyenneté, leur langue, et jusqu'à leur identité.

Ce double cataclysme voit sa première phase survenir avec l'adoption des lois républicaines sur la langue de 1989, qui sont venues retirer le russe de son statut privilégié en imposant, dans la plupart des républiques, la langue titulaire comme

langue officielle. Ces lois ont signalé la fin du monolinguisme qui prévalait chez la grande majorité des Russes, ceux-ci étant dorénavant tenus d'apprendre la langue locale pour travailler dans les entreprises d'État. De fait : « the unequivocal tone of all the laws, that the state language was the titular tongue, sent shivers down the spine of most Russians » (Laitin, 1998, p. 88). C'est donc là le premier revers majeur qu'ont eu à subir les Russes dans toutes les républiques.

La seconde phase du cataclysme survient quant à elle avec le démantèlement de l'URSS elle-même, qui a certes ébranlé beaucoup de gens partout dans l'Union, mais les russophones hors de Russie encore plus fortement. Comme l'explique encore Laitin (1998, p. 93) : « The Russian-speaking population [...] were the quintessential new Soviet men. Therefore, the collapse of the Soviet Union, raising the specter of being deprived of a homeland, holding a passport for a country (their country!) which no longer existed, was for them deeply traumatic ». Ainsi, alors que leur citoyenneté, leur patrie, et même leur identité étaient, pour ainsi dire reléguées aux oubliettes de l'Histoire, ces populations ont dû composer, peut-être plus que toutes autres, avec une nouvelle réalité dans laquelle elles n'avaient plus de repères.

On peut alors aisément comprendre que ce double cataclysme a eu un profond impact sur le statut des Russes vivant dans ce nouvel « étranger proche ». En effet, considérés par plusieurs auteurs comme une minorité dite « impériale⁹ », quoique le terme puisse être contesté, les Russes hors de Russie ne seraient devenus qu'une minorité nationale

⁹ Il faut néanmoins souligner que cette étiquette reste débattue. En admettant que l'on y souscrive, quatre caractéristiques majeures, selon Shlapentokh et al. (1994, p. 24-25), permettraient de qualifier les Russes des républiques comme minorité impériale, plutôt que minorité ethnique ou nationale, sous le régime soviétique : la colonisation organisée par l'État central; la politique impériale portée par les Russes agissant en tant que « ciment » social entre le pouvoir et les diverses nationalités; l'identité impériale comme psychologie prédominante des Russes dans les républiques; et la perception des Russes comme représentants de l'empire chez les populations titulaires.

ordinaire (Shlapentokh et al., 1994, p. 25; de Tinguy, 2004, p. 375). Le sentiment de déclassement qu'ont vécu les populations russophones a forcé une redéfinition identitaire presque totale, puisqu'elles s'identifiaient avant tout à l'URSS, et non à leur république de résidence. Le pouvoir à Moscou a déployé des efforts incalculables pour insuffler aux Soviétiques l'idée selon laquelle l'Union tout entière représentait leur patrie, idée qui fut plus largement adoptée par les Russes (Smith, 1999, p. 505-506). L'apparition de nouvelles frontières entre eux et leur patrie était donc quelque chose de difficilement concevable, eux qui avaient vécu toute leur vie dans un pays « russe » s'étendant de la mer Baltique à l'océan Pacifique, et de la mer Noire à l'océan Arctique.

2.1.2 Les minorités russes et les États postsoviétiques : une relation tendue

Une fois l'indépendance acquise, les nouveaux États successeurs de l'URSS se sont empressés de mettre en place des mesures pour « nationaliser » le territoire, c'est-à-dire accorder une primauté à la langue et à la culture titulaire dominante tout en retirant ou en marginalisant tout ce qui rappelait la puissance soviétique déchue. Ils devenaient des « États nationalisateurs » (*nationalizing states*), pour reprendre la terminologie développée par Rogers Brubaker (1996)¹⁰. Sans refaire l'historique de toutes les mesures prises dans les différentes républiques, nous citerons par exemple les restrictions dans le marché de l'emploi, et notamment l'exigence de fluidité dans la langue nationale pour certains postes, fluidité que la plupart des Russes ne possédaient pas. En Estonie et en Lettonie, certaines restrictions en lien avec la langue pour obtenir la citoyenneté ont aussi émergé et fait l'objet de discordes importantes entre ces États et la Russie d'une part, et les États baltes et la diaspora russe d'autre part. En effet, bon

¹⁰ Brubaker avait d'ailleurs développé un modèle de relations triangulaires entre les nouvelles minorités nationales, les États nationalisateurs et les « États parents » des minorités nationales, modèle qui a été repris, bonifié et actualisé par plusieurs auteurs, dont : Barrington et al., 2003; Cheskin, 2015; Ingram, 2001; Krasniqi, 2013.

nombre de Russes se sont retrouvés littéralement apatrides au lendemain de la dissolution, car n'ayant pas une connaissance suffisante de la langue officielle (Brubaker, 1992; Laitin, 1998; Shlapentokh et al., 1994). C'est d'ailleurs un problème qui persiste à ce jour alors qu'en 2015 par exemple, encore 6,3% de la population estonienne était de « citoyenneté indéterminée » (*undetermined citizenship*), donc n'ayant pas droit à un passeport, au droit vote, ou de se présenter pour des postes élus (Gromilova, 2015).

Les lois restrictives en matière de langue qui ont été promulguées dans la plupart des États postsoviétiques ont certes réduit la place du russe dans les sphères publiques, mais à différents niveaux cependant. Aneta Pavlenko (2008) a montré que malgré une grande diversité de lois sur la langue, Biélorussie, Kazakhstan, Ukraine, Lettonie et Moldavie conservent les plus hauts taux de maintien du russe. Ceci suggère, selon l'autrice, que le maintien du russe est conditionné par des facteurs aussi variés que : la composition ethnique et linguistique du pays; les facteurs idéologico-linguistiques qui influencent l'attitude envers le russe et la langue titulaire; les opportunités et les politiques en matière de travail et d'éducation; et l'orientation politique, économique, sociale, culturelle et religieuse du pays (Pavlenko, 2008, p. 75). Or, si le niveau de maintien de la langue russe à ce jour est très disparate d'un État à l'autre, au lendemain de l'Union soviétique, le niveau de connaissance de la langue titulaire chez les Russes était généralement très faible, quoi qu'avec certaines exceptions notables¹¹.

¹¹ En effet, en prenant les données du dernier recensement soviétique de 1989, on voit que dans 10 des 14 républiques non-russes, moins de 25% de ceux se déclarant Russes affirment connaître la langue titulaire. En Asie centrale, c'est moins de 5% alors que par exemple en Ukraine, en Lituanie et en Arménie, on parle de plus ou moins 35% (données tirées de Shlapentokh et al., 1994, p. 145).

Les années 1990 ont ainsi vues une politisation élevée des enjeux liés à la langue en lien avec les identités collectives, en particulier dans les pays baltes et en Asie centrale, et restent un objet de contention encore aujourd'hui, en Ukraine notamment (Zabrodskaia et Ehala, 2015, p. 161-163). L'enjeu linguistique représentait une part essentielle de la nouvelle identité en formation des russophones hors de Russie d'une part; et de la consolidation d'une identité retrouvée ou récemment forgée pour les nationalités titulaires d'autre part (Laitin, 1998). Face à une situation de moins en moins favorables à leur égard, un nombre important de Russes ont décidé, ou ont été contraint, de plier bagages et de retourner dans la « patrie historique », en Russie (Flynn, 2008, p. 40).

2.1.3 Tendances migratoires des Russes hors Russie dans les années 1990

La disparition de l'URSS en 1991 a considérablement bouleversé les tendances migratoires dans la région qui allait dorénavant être connue comme l'espace postsoviétique. Effectivement, d'une part cela a renforcé les flux d'émigration est-ouest, alors que d'autre part des migrations qui étaient alors de nature interne sont devenues, presque du jour au lendemain, des migrations de nature internationale (Braux, 2007; Brubaker, 1992; de Tinguy, 2004). Malgré le désarroi et la désorganisation dans laquelle se sont déroulées les migrations postsoviétiques au début de la décennie 90, celles-ci ont néanmoins joué un rôle important dans l'équilibre démographique de la Russie. En effet : « Terre d'émigration, la Russie est dans le même temps, brusquement, devenue un grand pays d'immigration » (de Tinguy, 2004, p. 364). De 1993 à 1999, c'est près de cinq millions de personnes qui y immigrent, dont environ trois millions sont des Russes ethniques. Considérant le déclin démographique de 2 millions de personnes durant cette période, cette immigration a permis de prévenir une baisse drastique de 5% de la population (Zakem et al., 2015, p. 17-18).

Deux facteurs majeurs auraient poussé à l'émigration massive de nombreux Russes vers la Russie : les conflits armés, qui ont embrasé certaines régions dont la Transcaucasie et l'Asie centrale; ainsi que les tensions interethniques qui avaient, même avant la dissolution de l'URSS, déjà causé un certain nombre de réfugiés (de Tinguy, 2004, p. 375). Sans être directement visés par cette violence, les Russes ont été pris, pour ainsi dire, entre deux feux et plusieurs ont été contraints d'émigrer (Shlapentokh et al., 1994, p. 175). La perte du statut de nationalité privilégiée en aurait aussi poussé une bonne partie à rejoindre la Russie. D'après Anne de Tinguy (2004, p. 375-376), ce serait là l'une, sinon la, principale raison :

Se sentant brusquement considérés comme des citoyens de deuxième classe, victimes ou craignant d'être victime de discriminations, confrontés à des difficultés économiques croissantes, se sentant pour la première fois comme des étrangers, ne se sentant plus en sécurité, refusant d'accepter que leurs enfants soient élevés dans un milieu non russophone..., un certain nombre d'entre eux choisissent de retourner (ou de partir) en Russie.

En outre, on estime qu'entre 1989 et 1998, sur les 25 millions vivant hors de la RSFSR selon le recensement de 1989, plus de 2,8 millions de Russes sont retournés en Russie, ce qui représente environ 12% du total (Heleniak, 2002). Si le gouvernement Eltsine était plutôt frileux à accueillir les masses de migrants par manque de ressources, l'essoufflement de cette tendance migratoire au tournant du millénaire a préoccupé les autorités russes, qui comptaient sur cette immigration pour compenser le déficit démographique. Nous verrons à ce propos que cela est resté un objectif important de la politique qu'a développé la Russie envers ses diasporas dans les années 2000, notamment par la création d'un programme d'aide à la réinstallation volontaire.

2.2 L'administration Eltsine et les « compatriotes à l'étranger »

C'est donc dans le contexte brièvement décrit plus haut que le gouvernement de Boris Eltsine a dû évoluer par rapport à la question des diasporas au début des années 1990.

Les enjeux émanant de la situation de la nouvelle diaspora russe appelaient une réponse sur plusieurs fronts, notamment en ce qui concerne les droits linguistiques et l'accommodement des masses de migrants qui revenaient dans leur patrie historique. Or le contexte immédiat suivant l'effondrement de l'URSS a plutôt vu la question des « compatriotes à l'étranger », comme on allait venir à les appeler, reléguée au bas de la liste des priorités pour des raisons évidentes, et notamment à cause du marasme économique causé par la thérapie de choc lancée en janvier 1992. Il aura fallu de vives critiques de la part de l'opposition nationaliste et communiste à la Douma pour que le gouvernement commence à s'intéresser sérieusement au sort des millions de Russes qui se sont retrouvés de l'autre côté des frontières de la nouvelle Fédération de Russie. C'est ainsi que, de fil en aiguille, le Kremlin a repris l'initiative sur la question diasporique afin de marginaliser une opposition qui se faisait de plus en plus bruyante, et que des mesures ont été mises en place pour offrir un soutien aux compatriotes. Les prochaines sous-sections vont s'attarder à retracer le parcours de l'administration Eltsine face à cette question qui a pris une importance grandissante tout au long des années 1990.

2.2.1 Le début des années 1990, ou les diasporas laissées à elles-mêmes

L'immédiat après la dissolution de l'Union soviétique est caractérisé, en Russie, par une sorte « d'euphorie libérale » au niveau gouvernemental qui se traduit par un fort courant occidentaliste en politique étrangère, représenté entre autres par le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev (Kuchins et Zevelev, 2012; Light, 2003; Tsygankov et Tsygankov, 2010). L'attention était alors tournée vers l'Ouest, et la Russie cherchait par tous les moyens à être admise dans le club sélect des pays « civilisés » et à devenir membre à part entière des institutions euro-atlantiques. La politique étrangère de la Russie en 1992-1993 était ainsi résolument orientée vers ces aspirations, le gouvernement n'hésitant pas à faire concession sur concession pour convaincre ses ennemis d'hier que la Russie était dorénavant une puissance

« normale » prête à rejoindre la civilisation (Binette et Lévesque, 1993; Kuchins et Zevelev, 2012, Riazanovsky, 2014).

Mais au-delà de l'orientation idéologique de l'élite au pouvoir, qui de toute façon commence à se raidir en 1994 en raison notamment du bombardement de l'OTAN en Serbie, des considérations plus pratiques ont pu détourner le gouvernement de la question des diasporas, du moins l'empêcher de se lancer dans des actions qui auraient pu nuire à la stabilité régionale. En effet, Igor Zevelev (2001, p. 131) souligne le vaste décalage entre la rhétorique assertive des dirigeants et la politique réelle dans les années 1990, qui était plutôt modérée dans certaines de ces caractéristiques, et terriblement inefficace dans d'autres. Selon lui, la restrainte exercée par les gouvernements des nouveaux États indépendants, la faiblesse et le manque d'organisation des communautés russes dans l'étranger proche, ainsi que le support de l'Occident pour la souveraineté et l'intégrité territoriale des États postsoviétiques auraient contribué au fait que la politique diasporique de la Russie n'ait pas cherché à se faire déstabilisatrice ou menaçante.

Dans ce contexte, le sort des russophones de l'espace postsoviétique, malgré l'assurance de Kozyrev que leur défense était une priorité¹², s'est retrouvé à être un enjeu de second ordre. Ceci est notamment exemplifié dans le refus d'Eltsine, en 1994, de recevoir le président de la Crimée, Youri Mechkov, qui avait été élu d'une majorité claire avec une plateforme explicite de réunification avec la Russie. Si le gouvernement avait fait miroiter la possibilité d'intégrer la Crimée à la Fédération russe (la Douma avait d'ailleurs voté une résolution à cet effet), un changement de

¹² Kozyrev avait affirmé, dans un article paru dans *Nezavisimaya Gazeta* le 1^{er} avril 1992, « Nous défendrons les droits des Russes. C'est une priorité. Nous les défendrons bec et ongles. Nous emploierons la force si c'est nécessaire » (cité dans Riazanovsky, 2014, p. 746).

direction est survenu lorsque sa concrétisation est devenue tangible. Le Premier ministre de l'époque, Viktor Tchernomyrdine, avait d'ailleurs déclaré que la Russie n'avait pas de revendication par rapport à la Crimée, et un accord entre Kiev et Moscou sous l'égide du haut-commissaire de l'OSCE aux minorités nationales avait été trouvé pour calmer les tensions (Malyarenko et Galbreath, 2013; Wydra, 2004).

Le « manque d'appétit », pour ainsi dire, du Kremlin pour la modification des frontières de façon à englober des communautés russes résidant dans les zones frontalières de la Russie s'explique aussi en partie par la conception de l'État que partageaient ses dirigeants. Un projet dit de « nouvelle construction étatique » (*New State building*), a effectivement dominé la politique officielle durant les moments charnières de l'édification des institutions de la Fédération russe, soit en 1992-1993 (Tolz, 1998; Zevelev, 2001). L'essence de ce projet, largement défendu par Valery Tishkov, ministre aux Nationalités en 1992 et directeur de l'Institut d'ethnologie et d'anthropologie ¹³, reposait sur trois piliers : création et stabilisation de nouvelles institutions étatiques au sein des frontières de la RSFSR, l'inviolabilité des frontières des ex-républiques soviétiques, et le développement de relations avec les États voisins en tant qu'entités pleinement souveraines. La question des diasporas était donc politiquement insignifiante dans la construction de l'État et de la nation russes, le gouvernement devant se borner à promouvoir leur intégration dans la société d'accueil, à défendre leurs droits au sein des institutions régionales et internationales, à offrir un

¹³ En plus des postes officiels mentionnés ici, Tishkov est un historien et anthropologue qui a publié plusieurs travaux sur la question de l'ethnicité et du nationalisme en ex-URSS (Tishkov 1997), sur les conflits ethniques de l'espace postsoviétique (Tishkov, 1992) de même que sur l'édification de nouvelles institutions pour la Fédération de Russie entre autres (Tishkov, 1995). Il a toujours prôné un nationalisme civique permettant à tous pourvus d'une telle volonté de s'identifier à la nation russe, elle-même chapeautée par un État démocratique respectant les droits individuels tout autant que collectifs afin de conserver la mosaïque culturelle de la Russie.

certain soutien culturel, ainsi qu'offrir un minimum d'aide à ceux souhaitant se réinstaller en Russie (Zevelev, 2001, p. 68-69).

C'est dans cette lignée que, vers 1993, prend pied dans le lexique politique le concept de « compatriote à l'étranger » (*sootetchestvenniki za rubezhom*) pour désigner les Russes et les russophones de l'étranger proche s'identifiant à la Russie. Compatriotes parce que partageant une langue, une culture, des traditions, une histoire, etc.; mais à l'étranger car résidant dans un autre État et invités à y rester en raison des difficultés économiques empêchant la Russie de les accueillir adéquatement (Grigas, 2016, p. 60).

En dépit des multiples appels à l'aide des diasporas dans les régions où leurs droits étaient brimés, Moscou a le plus souvent fait la sourde oreille. Beaucoup en sont ainsi venus à se sentir littéralement abandonnés face à des régimes qui les voyaient d'un œil suspicieux (Pigman, 2019; Smith, 1999). Ceux d'Asie centrale, peut-être plus que tous les autres, se sont néanmoins rapidement constitués en organisations communautaires pour tenter d'assurer la protection de leurs droits, ou d'infléchir la direction des mouvements nationaux qui tendaient vers la discrimination des Russes (Laruelle, 2018; Ziegler, 2006). Avant les premiers documents officiels sur cet enjeu qui ne viennent qu'à partir de 1994¹⁴, le thème diasporique était presque tabou dans le cercle eltsinien car on ne souhaitait pas que la Russie n'apparaisse, aux yeux de l'Occident, comme une puissance rancunière incapable de se mettre au diapason avec la nouvelle réalité du démembrement de l'URSS (Laruelle, 2006, p. 5). Il y avait bien sûr aussi des considérations économiques qui entraient en jeu, puisque les années 1990 étaient

¹⁴ Par exemple le décret présidentiel *Sur les principales orientations de la politique du gouvernement de à l'égard des compatriotes à l'étranger* en août 1994; la résolution du gouvernement *Sur les principales mesures de soutien aux compatriotes à l'étranger* à la fin août 1994; ou encore la déclaration de la Douma *Sur le soutien à la diaspora russe et la protection des compatriotes* en décembre 1995 (répertoriés dans Grigas, 2016, p. 67-68).

une décennie caractérisée par un effondrement économique généralisé exerçant de fortes contraintes sur le budget national russe, sans parler des réseaux informels criminalisés drainant les ressources étatiques et pouvant nuire à l'implantation des politiques (Belokurova, 2018; Ledeneva, 2006; Volkov, 1999).

2.2.2 L'opposition comme porte-étendard de la question diasporique

Si le gouvernement de Boris Eltsine, au début des années 1990, dévoue peu d'intérêt au sort des Russes de l'étranger proche, il n'en est pas de même pour l'opposition à la Douma. Le thème diasporique est ainsi rapidement devenu l'apanage des milieux nationalistes, eux-mêmes appuyés des communistes. On parlait même, à l'époque, d'une alliance « rouge-brune », où les deux mouvances se sont coalisées autour de plusieurs enjeux dans leur critique du gouvernement (Hahn, 1994; Ishiyama, 1998). En effet, comme l'explique Marlène Laruelle (2006, p. 7) : « toutes les structures partisans de la mouvance nationaliste ont joué la carte de la défense des Russes, qu'il s'agisse des partis politiques bien établis bénéficiant d'une représentation au parlement, [...] ou des petits groupuscules qui se trouvent hors du champ électoral ». Pour les nationalistes, l'intérêt pour la question n'était pas nouveau, eux qui, dès les années 1970, étaient préoccupés par le sort des Russes dans les autres républiques. Mais alors qu'à cette époque le discours nationaliste était limpide et ethnocentriste, un réajustement paradoxal s'est produit après la chute de l'URSS :

les [ethno]nationalistes critiques envers l'empire ont soudain été soutenus dans leurs revendications par des nostalgiques de la puissance soviétique qui souhaitaient défendre les Russes de l'étranger proche en tant que symbole de l'empire. En conséquence, les deux argumentations, jusqu'alors opposées, n'ont cessé, depuis, de s'imbriquer (Laruelle, 2008, p.13).

En termes de politique étrangère, plusieurs revendications ont été formulées par les milieux de défense des diasporas, eux-mêmes ne cachant pas leur conception impériale du rôle que devrait jouer la Russie dans l'étranger proche (Laruelle, 2006, p. 26). Des

personnalités comme Konstantin Zatuline, Viktor Alksnis ou Dimitri Rogozine se sont positionnés pour l'adoption de trois politiques assertives : des sanctions commerciales envers la Lettonie et l'Estonie pour leurs politiques discriminatoires envers les russophones; des pressions pour l'adoption du russe comme l'une des langues officielles des États à forte concentration de Russes; ainsi que des pressions pour l'autonomie politique des communautés russes dans l'étranger proche (Zevelev, 2001, p. 153). La défense des compatriotes de l'étranger proche devient donc un important cheval de bataille dans leur critique du gouvernement Eltsine, mais ne peut toutefois être considérée comme centrale à leur idéologie. En effet, la plupart des groupes qui jouent la carte des diasporas formulent essentiellement des revendications internes à la Russie, notamment sur les questions économiques et migratoires, et n'entretiennent que peu ou pas de liens directs avec les diasporas (Laruelle, 2008, p. 14).

Ce n'est qu'avec la fondation du KRO, ou Congrès des communautés russes¹⁵ (*Kongress russkikh obchtchin*), au début des années 1990 – dont les principaux protagonistes étaient Dimitri Rogozine, l'actuel directeur de Roscosmos, et Iouri Skokov, secrétaire du Conseil de sécurité en 1992-1993 – qu'un véritable milieu entièrement voué à la question diasporique voit le jour. S'inscrivant dans une mouvance géopolitiquement révisionniste, le KRO avait pour objectif principal la réunification de tous les Russes ethniques dans un État élargi¹⁶, et faisait ainsi la

¹⁵ Le Congrès de communautés russes est traité plus en détails dans les travaux d'Alan Ingram (1999, 2001) et de Marlène Laruelle (2006, 2008, 2015a) dont nous nous sommes grandement inspirés pour cette section.

¹⁶ Le célèbre écrivain et dissident soviétique Alexandre Soljénitsyne s'était aussi insurgé à propos de la fragmentation de la nation russe à la suite de l'effondrement de l'URSS. Il prônait, comme le KRO, le rassemblement des Russes au sein d'un même État là où ils formaient une part importante de la population, notamment dans le nord du Kazakhstan et l'est de l'Ukraine (voir à ce titre : Soljénitsyne, 1994).

promotion d'un programme résolument irrédentiste. Alan Ingram (1999, p. 690) résume l'idéologie du KRO et ses implications de la façon qui suit :

Because the KRO arose initially out of attempts to reunite a 'divided nation', questions of geopolitics, statehood and imperialism form the central motif in the KRO's ideology. Unity relies on the themes of the territorial unification of national territory and compatriots abroad (the Russians outside the Russian Federation) within a single state, and social unity within the nation. It also touches on foreign policy concerns that have become central for the Russian Federation.

Pour le Congrès, la nation russe, qui est le concept de base à partir duquel il opère, est inséparablement liée au destin de l'État russe lui-même. L'État a alors la tâche de « réunifier » la nation russe artificiellement divisée par les frontières postsoviétiques. Le Congrès a joui d'une certaine influence au sein des milieux diasporiques dans les années 1993-1995, en partie due à sa structure communautaire maintenant des liens avec les diasporas dans l'étranger proche. À l'initiative de Iouri Skokov et Aleksandr Lebed, le KRO s'est associé au bloc électoral Union des peuples de Russie (*Soyouz Narodov Rossii*) pour les législatives de 1995, mais sans succès toutefois. Le Congrès a néanmoins su orienter en quelque sorte le débat sur les compatriotes et même à influencer le gouvernement, plusieurs anciens du groupe ayant atteint les hautes sphères décisionnelles dans la seconde moitié des années 1990 et début 2000¹⁷.

¹⁷ Plusieurs personnalités ont en effet réussi à se bâtir une carrière sur le thème diasporique tout en ancrant la question au sein de plusieurs instances politiques, dont la Douma. Pensons notamment à Konstantin Zatuline, qui a fondé en 1996 l'Institut de la diaspora et de l'intégration (aujourd'hui appelée Institut des pays de la CEI) qu'il dirige encore. Il est aussi devenu membre du conseil politique central de Russie unie (*Edinaya Rossiya*) en 2001 et élu à Douma en 2003 et 2007. Il devient, en 2008, vice-président de la Commission de la Douma sur les affaires de la CEI et les relations avec les compatriotes jusqu'en 2011. En plus de plusieurs nominations présidentielles entre temps, il est réélu en 2016 à la Douma. En juillet 2019, il est élu représentant spécial de la Douma sur les questions de migration et de citoyenneté. Une liste exhaustive des postes occupés par Zatuline est accessible sur le site de l'Institut des pays de la CEI à <http://www.materik.ru/personnel/detail.php?ID=58>

L'organisation elle-même a éventuellement mutée dans le parti Rodina en 2003, qui a par la suite été forcément intégré au parti au pouvoir en raison de son opposition grandissante au gouvernement.

2.2.3 La politique diasporique de l'administration Eltsine après 1994

Si le développement d'une politique envers les compatriotes a en partie été poussé par les tensions nationalistes et les conflits armés sévissant dans certains États postsoviétiques dans les années 1990 (Molodikova, 2017, p. 146), la pression interne en fut tout autant, sinon plus déterminante. En effet, l'opposition nationaliste, critiquant régulièrement le gouvernement et l'accusant d'être trop modéré dans ses politiques envers les diasporas, l'a forcé à une surenchère discursive sur la question (de Tinguay, 2010; King et Melvin, 2000; Laruelle, 2008; Simonsen, 2001; Suslov, 2017a; Zevelev, 2001; Ziegler, 2006). Il faut dire également que certains membres de l'administration, non contents de l'inaction du gouvernement dans ce dossier, avaient appuyé l'opposition dans ses demandes dans le contexte de la crise politique de 1992-1993, et les succès électoraux du parti de l'exubérant Vladimir Jirinovski en 1995 ont achevé de convaincre le gouvernement à réorienter son discours.

C'est donc vers la moitié de la décennie 1990 qu'on voit de réels efforts de la part du gouvernement pour répondre aux critiques l'accusant d'abandonner les compatriotes. À compter de 1994, alors que les autorités tentent d'accaparer le thème diasporique dans le but d'en écarter l'opposition nationaliste et communiste, une véritable inflexion est perceptible dans la foulée de la création de plusieurs structures administratives pour gérer la question (Laruelle, 2008, p. 17). Le gouvernement adopte effectivement un discours plus musclé par rapport à la défense des diasporas, notamment en lien avec les mesures discriminatoires adoptées dans plusieurs républiques à l'encontre des russophones. La protection des compatriotes trouve effectivement une place dans les allocutions annuelles du président Eltsine à la Douma pendant la deuxième moitié des années 1990, et plus particulièrement en référence à la situation en Estonie et en

Lettonie. En 1997 par exemple, il déclarait « the key task of the foreign policy of Russia was and would be the protection of the rights of its compatriots living abroad. I am really concerned about the situation of Russian-speaking population in Estonia and Latvia, and in some other countries ». Il réitérait le même point l'année suivante, affirmant que le problème des droits politiques des compatriotes dans ces pays reste un obstacle dans la normalisation des relations. En 1999, il réaffirmait l'engagement de la Russie à faire respecter les droits des russophones, soulignant « We will not remove from the table the problem of discrimination against the Russian-speaking population in Estonia and Latvia » (passages cités dans Nozhenko, 2006, p. 79-80).

Cependant, en dépit d'une rhétorique suggérant une politique plus active, et malgré un programme d'assistance matérielle qui est mis en place pour soutenir les compatriotes de l'étranger proche ainsi que des mesures pour faciliter leur réinstallation en Russie, les efforts restent assez limités et sont loin de répondre aux besoins (Laruelle, 2006, p. 9). Étant plus le fruit de la conjoncture politique interne que d'un réel intérêt pour les diasporas, l'administration Eltsine a en quelque sorte fait le strict minimum pour à la fois contenter, du moins modérer, l'opposition, et ne pas apparaître comme un État cherchant à nuire à l'intégrité territoriale de ses voisins.

En ce sens, les politiques qui sont mises de l'avant en ce qui concerne le soutien aux compatriotes sont caractérisées autant par la modération que l'inefficacité, contrairement à un discours fort. Effectivement, si un élément résume mieux que n'importe quel autre la politique diasporique sous Eltsine, c'est bien l'inadéquation entre le discours et les actes, alors que le gouvernement était le plus souvent dans une logique réactive par rapport aux initiatives de la Douma, ou n'y donnait tout simplement pas suite (Byford, 2012; Suslov, 2017a; Zevelev, 2001). Car entre un discours domestique en apparence musclé et frôlant l'impérialisme pour contenter l'opposition, et un discours dirigé vers l'étranger qui reste dans les limites du droit international, la politique d'Eltsine s'aligne le plus souvent sur le second. En témoigne

le programme de soutien aux compatriotes instauré en 1994, une sorte de manifeste du multiculturalisme édulcoré au point de ne jamais référer explicitement aux Russes de l'étranger proche. Pour Igor Zevelev (2001, p. 152-155), cette modération s'explique essentiellement par les impératifs associés à l'édification de la nation et de l'État russe dans les années 1990 : 1) la politique envers les compatriotes est d'abord vue comme un instrument du maintien de l'hégémonie russe dans l'espace postsoviétique, et non comme un but en soi; 2) un grand fossé existe entre les ambitions et les capacités de la Russie sous Eltsine; 3) il y avait contradiction entre les principes affichés par le gouvernement et les réalités de la structure fédérale qui limitaient sa marge de manœuvre. Effectivement, dans le cas où la Russie avait supporté l'intégration de la Crimée par exemple, cela aurait créé un dangereux précédent qui aurait pu déstabiliser la fédération aux prises avec des mouvements centrifuges, dans le Caucase notamment, et mener à un scénario yougoslave qu'on voulait à tout prix éviter. Ainsi, pour Zevelev, jusqu'au tournant du siècle, c'est bien l'« impérialisme verbal » qui a aidé à prévenir une réelle politique impérialiste dans l'étranger proche en agissant comme une sorte d'exutoire.

La politique qui était la plus susceptible de présenter un potentiel déstabilisateur pour l'étranger proche, soit l'attribution de la double-citoyenneté aux russophones, a été un échec retentissant, à tout le moins pour ce qui est de la faire accepter par les États postsoviétiques. Pour les autorités, la double-citoyenneté représentait un moyen efficace de défendre les droits des compatriotes tout en se présentant comme respectueuses de la souveraineté des États où ils résidaient (Shevel, 2009, p. 284). Surtout, la double-citoyenneté, croyaient-on, encouragerait les compatriotes à rester dans leur État de résidence tout en prévenant un flot de migrants incontrôlable, et offrirait un levier d'influence sur les États voisins. Une grande coalition se forme en 1994 dans les milieux politiques visant à convaincre les États postsoviétiques à accepter la double-citoyenneté, ce que tous refusent excepté le Tadjikistan, le Turkménistan, et le Kirghizstan en 2006, des pays ayant un très faible pourcentage de

Russes. Tous se sont néanmoins rétractés éventuellement (de Tinguay, 2010, p. 191). Face à la résistance déterminée des États concernés, Moscou, à l'époque, s'était retirée, préférant ne pas escalader la situation à un point de non-retour. Cependant, des pratiques semi-légales d'obtention de la citoyenneté russe en vogue depuis le début des années 1990 ont continué au même rythme (Zevelev, 2008). En effet, si officiellement la double-citoyenneté a été évacuée du débat : « there is enough evidence to believe that by early 1997, the Russian government opted for a unilateral policy of encouraging de facto dual citizenship in the near abroad » (Zevelev, 2001, p. 141). Une politique dite de « passeportisation » (*passportization*) visant à distribuer des passeports russes dans l'espace postsoviétique, et principalement dans les zones à souveraineté contestée (Abkhazie, Ossétie du Sud, Transnistrie), a été pointée du doigt notamment dans le contexte de la guerre russo-géorgienne de 2008. La Russie avait justifié son intervention par le fait que la majorité des résidents d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud étaient citoyens russes (Nagashima, 2019; Pieper 2018, Grigas, 2016).

En outre, la tendance en ce qui a trait à la question des diasporas est passé d'un désintérêt presque total par le pouvoir au début des années 1990, à une prise en main graduelle jusqu'à la fin de la décennie. Cela aboutit, en 1999, à la loi fédérale *Sur la politique du gouvernement de la Fédération de Russie à l'égard des compatriotes à l'étranger* – ci-après *Loi sur les compatriotes* – qui vient encadrer l'action du gouvernement dans ce domaine tout en offrant la première vraie définition juridique du compatriote. Or, la définition est dès le départ trop vague et confuse pour être vraiment praticable. C'est pourquoi une dizaine d'année plus tard, après de multiples amendements, l'on décide de modifier significativement la loi. Néanmoins, selon la première version de cette loi, les compatriotes à l'étranger sont définis comme étant :

les citoyens de la Fédération de Russie résidant en permanence hors de son territoire; les personnes qui étaient citoyens de l'URSS et qui résident ou

résidaient dans les États qui faisaient partie de l'URSS, ont obtenu la citoyenneté de ces États ou sont devenues apatrides; les émigrants de l'État russe, de la République russe, de la RSFSR, de l'URSS ou de la Fédération de Russie ayant la citoyenneté appropriée et qui sont devenus citoyens d'un État étranger, détiennent un permis de séjour ou sont devenus apatrides; les descendants de personnes appartenant aux groupes ci-dessus, à l'exception des descendants de personnes des nations titulaires d'États étrangers (Fédération de Russie, 1999).

On est dès lors frappé par la complexité et la lourdeur de la définition, qui décline un ensemble de catégories de personnes ayant vécu sur le territoire de l'État russe sous l'une ou l'autre de ses formes qui peuvent être considérées comme compatriotes, tout en excluant d'autres. En fait, comme le note Marlène Laruelle (2015b, p. 94), la définition légale des compatriotes telle qu'inscrite dans la loi fonctionne sous forme de cercles concentriques, en partant du « cœur » civique représenté par les citoyens russes qui n'habitent plus en Russie, pour s'étendre aux différentes vagues d'émigration, incluant celles de la période tsariste.

Nous reviendrons ultérieurement sur les problèmes émanant de la première version de la *Loi sur les compatriotes* lorsque nous aborderons, dans le chapitre 3, le contexte entourant l'amendement de 2010. Pour l'instant, il suffit de comprendre l'importance de la loi de 1999 pour le développement subséquent de la politique envers les compatriotes. C'est effectivement ce qui pose le premier véritable cadre légal sur lequel s'appuient les mesures qui sont mises en place de plus en plus énergiquement au cours des années 2000. Le prochain chapitre s'attardera justement à analyser l'évolution de la politique de la Russie envers ses compatriotes sous Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev en prenant soin d'en relever les faits saillants et en les croisant avec les enjeux de politique étrangère qui ont confronté la Russie dans l'espace postsoviétique.

CHAPITRE III

« LA PATRIE A BESOIN DE VOUS! » : LA POLITIQUE À L'ÉGARD DES COMPATRIOTES À L'ÉTRANGER DE POUTINE À MEDVEDEV

3.1 Le premier mandat de Vladimir Poutine : reconnaissance du potentiel de la diaspora

Lorsque Vladimir Poutine est élu président en 2000, il fait sienne la volonté de faire de la Russie une puissance souveraine, indépendante, et respectée sur la scène internationale (Laenen, 2012; Light, 2003; Lukyanov, 2016; Tsygankov, 2005). Ce thème occupe d'ailleurs une place importante dans la présidence de Poutine : il en fait son devoir, sa mission personnelle. Le maintien d'une position dominante dans l'étranger proche, définie comme « zone d'intérêts exclusive », est étroitement lié à la réaffirmation de la Russie en tant centre de pouvoir et d'influence autonome et indépendant (Deyermont, 2016; Menkiszak, 2014; Polegkiy, 2011; Zakem et al., 2015). Si le président Poutine a réorienté la politique extérieure de la Russie vers une politique « multi-vectorielle » basée sur le pragmatisme et cherchant à faire avancer simultanément différents intérêts dans différentes zones géographiques et par divers moyens; il n'en reste pas moins que l'étranger proche conserve l'absolue priorité (Averre, 2008; Lo, 2002; Sherr, 2013).

Le premier mandat de Vladimir Poutine concrétise la prise en importance de la question diasporique pour le gouvernement, qui devient explicitement liée aux enjeux de politique étrangère dans l'étranger proche. L'arrivée de Poutine amène

effectivement un « réajustement du discours public » (Laruelle, 2006, p. 10) et donne « une nouvelle impulsion » (de Tinguy, 2010, p. 193) à la politique à l'égard des compatriotes. Une inflexion discursive est effectivement perceptible dans le sens où les diasporas sont dorénavant vues comme une ressource à exploiter, alors qu'elles étaient auparavant perçues comme un fardeau pour le gouvernement (Nozhenko, 2006, p. 87-89). Il est généralement reconnu que derrière ce changement d'attitude se trouvent des préoccupations quant au déclin démographique, de même que des inquiétudes quant à la pérennité de l'influence russe dans l'étranger proche (Laruelle, 2006, de Tinguy, 2010; Zakem et al., 2015; Zevelev, 2008; Ziegler, 2006).

Il y a ainsi une dualité, voire une certaine contradiction, qui persiste depuis la première itération de la *Loi sur les compatriotes* de 1999 par rapport à la politique à adopter : d'une part on cherche à rapatrier les compatriotes pour combler le déficit démographique; mais d'autre part, on cherche à bénéficier du levier d'influence que leur présence représente dans l'espace postsoviétique. La politique sera néanmoins caractérisée par cette contradiction jusqu'à aujourd'hui, alors que se côtoient des arguments sur la « consolidation de la diaspora » dans les pays d'accueil et sur la nécessité d'encourager son retour. De toute façon, dès la moitié des années 2000, il était clair pour l'administration que la présence russe dans l'espace postsoviétique allait demeurer une caractéristique permanente de la politique régionale (Pieper, 2018, p. 7).

3.1.1 Le Congrès mondial des compatriotes : constats et plan d'action

La question des compatriotes à l'étranger, au tournant du millénaire, est bien ancrée dans le discours du gouvernement, mais les politiques mises en place restent assez ornementales. L'un des principaux problèmes est la fragmentation des structures concernées par les diasporas : « even at the most official level, 'the compatriot project' is in fact articulated across a multiplicity of competing institutional structures, political discourses, policy initiatives and juridical decisions » (Byford, 2012, p. 718). Si cet

état de fait a persisté un temps sous Vladimir Poutine, ce dernier affiche clairement ses intentions de pallier au manque d'efficacité des années 1990 dès les premières années de sa présidence. Il n'hésite d'ailleurs pas à pointer du doigt les lacunes aux niveaux gouvernemental et étatique. Prononçant un discours au premier Congrès mondial des compatriotes vivant à l'étranger (*Vsemirniy kongress sootetchestvennikov, prozhivaïouchtchikh za rubezhom*), qui a eu lieu à Moscou en 2001, il constate :

Au cours des 10 dernières années, l'État n'a pas fait grand-chose, voire même trop peu, en travaillant avec ses compatriotes. Il y avait des raisons objectives à cela. Je pense que nous comprenons tous cela parfaitement. Mais il y avait des défauts évidents de la part des autorités officielles, de la part de l'État (Poutine, 2001).

Un peu plus loin dans son discours, Poutine précise en identifiant les problèmes qui ont aggravé la situation : « malheureusement, il faut bien l'avouer, le travail avec les communautés russes à l'étranger n'a pas été efficace en raison de l'indifférence des officiels, de la bureaucratie excessive et de l'incohérence à tous les niveaux de gouvernement ». L'heure est donc au bilan et au rattrapage. À ce titre, dès l'année suivante, le Kremlin publie un document sur les *Principales orientations du soutien de la Fédération de Russie aux compatriotes à l'étranger pour les années 2002-2005* dans lequel un éventail d'actions possibles sur ce dossier sont détaillées (Fédération de Russie, 2002b). Fidèle à la tangente prise par la *Loi sur les compatriotes*, le document joue simultanément la carte de la défense des Russes de l'étranger et celle de leur rapatriement volontaire en Russie, mais dans l'optique de trouver un équilibre optimal entre les deux processus.

On remarque, à la lecture du discours d'ouverture du premier Congrès des compatriotes, que des thèmes qui deviendront récurrents prennent déjà place dans le discours. Poutine y parle notamment de la nécessité de centraliser la politique diasporique afin d'éliminer la multiplicité et la duplicité des structures. Le développement d'un espace informationnel et culturel russophone est également

abordé, l'objectif étant de favoriser l'interaction entre l'État et les compatriotes à l'étranger, de même que de participer à l'élargissement du nombre de locuteurs russes et au rayonnement de la culture du pays. Des programmes de soutien à la langue russe dans la Communauté des États indépendants (CEI) sont d'ailleurs lancés dès 2001 (Fédération de Russie, 2001a), et fréquemment renouvelés de façon plus ambitieuse par la suite. La création de la fondation Russkiy Mir, qui viendra en 2007, s'inscrit également dans cette logique.

Dans un autre ordre d'idée, on cherche à favoriser le rapatriement volontaire des compatriotes dans le but de compenser le déficit démographique. Dans cette lignée, un programme d'aide à la réinstallation en Russie sera mis en place en 2006. Parallèlement à cela, Poutine appelle la diaspora de l'étranger dit « lointain » (Occident, Israël, notamment) à aider la Russie dans son développement et son intégration dans le système international. Financièrement mieux nantis et souvent influents dans leur domaine, on voulait attirer leurs investissements et leurs savoirs pour moderniser le pays en échange d'un appui politique et culturel (Suslov, 2018b, p. 8).

Enfin, le dernier thème abordé est celui de la protection des droits des minorités russes, un thème qui reviendra souvent au cours des années. Cette question est potentiellement un instrument d'ingérence, du moins de pression, non négligeable dans la relation qu'entretient la Russie avec ses voisins, ce qui a été démontré à la fois dans les années 1990 et 2000¹⁸.

¹⁸ Même si la présidence d'Eltsine est marquée par un faible intérêt pour les compatriotes, l'enjeu a néanmoins été instrumentalisé pour faire pression, notamment, sur les pays baltes lors du retrait des troupes russes y étant stationnées (Simonsen, 2001). En 2008, la question de la protection des droits des compatriotes a entre autres permis à la Russie de justifier son intervention en Géorgie en prétextant que

3.1.2 Les compatriotes de l'étranger proche comme solution à la crise démographique

L'année du recensement de 1999 a sonné une cloche dans les hautes instances étatiques quant à la gravité de la situation démographique en Russie, une situation potentiellement néfaste pour la sécurité de l'État, qui perdait annuellement près d'un million de personnes (Molodikova, 2017, p. 149). C'est dans ce contexte que le *Concept sur le développement démographique de la Russie pour la période 2001-2015* est adopté par le président Poutine en 2001, dans lequel l'immigration est identifiée comme étant l'une des priorités du pays (Fédération de Russie, 2001a). Le document souligne notamment qu'entre 1992 et 2000, 65 sujets de la fédération sur 89 ont connu un recul démographique. Les régions extrême-orientales du pays ont été les plus sévèrement touchées, alors qu'elles ont connu un déclin allant jusqu'à 6,2% de leur population de 1992 à 2007 (Heleniak, 2016, p. 217).

Face à des indicateurs démographiques plutôt alarmants, les Russes de l'étranger proche représentaient un potentiel important d'immigration, évalué entre trois et quatre millions de personnes par les autorités (Molodikova, 2017, p. 150). Les associations de défense des compatriotes l'avait reconnu, et ce avant le gouvernement, en soulignant la manne que pourrait représenter les populations spécifiquement « russes » de l'étranger proche pour contrer la dépopulation progressive et le manque de main d'œuvre rampant (Laruelle, 2006, p. 23). Ces populations présentaient d'autant plus l'avantage de partager la langue et la culture dominante du pays, et seraient donc mieux à même de s'y intégrer.

ses citoyens (les Ossètes et Abkhazes ayant bénéficiés de la politique de distribution de passeports russes) étaient en danger (Pieper, 2018).

Il reste que si le gouvernement admet avoir un besoin criant d'immigrants, il resserre en même temps les critères de sélection pour favoriser les personnes ethniquement russes, tout en complexifiant les procédures d'accession à la citoyenneté (Nozhenko, 2006, p. 88-89). Le discours migratoire tend, dans le même ordre d'idée, à suivre une tendance à « l'ethnisation ». On craignait effectivement que la prise en importance des populations non-russes ne vienne changer l'équilibre démographique, voire ouvre la porte de la Sibérie et de ses immenses ressources à une puissance étrangère (Heleniak, 2016; Laruelle, 2006; Nozhenko, 2006; de Tinguy, 2010). C'est en partie pourquoi, dès 2000, la Russie s'est retirée des accords de Bishkek qui permettaient aux citoyens de la CEI d'entrer sans visa sur le territoire, bien que des préoccupations sécuritaires (trafics en tous genres, terrorisme) en lien avec la porosité des frontières aient aussi joué un rôle. Il faut également dire que la question des visas, compte-tenu du déséquilibre migratoire en faveur de la Russie, constituait un moyen de pression sur les « mauvais élèves » de la CEI qui réservaient un traitement discriminatoire aux Russes (Braux, 2007; Heleniak, 2016).

3.1.3 Un partenariat entre la Russie et ses diasporas de l'étranger lointain

Le premier mandat de Poutine est également caractérisé par une vision plutôt idyllique d'un « partenariat mutuellement bénéfique » entre la Russie et ses diasporas de l'étranger dit « lointain », une vision en bonne partie influencée par Gleb Pavlovsky et Piotr Shchedrovitsky, deux intellectuels ayant alors leurs entrées au Kremlin. Le contexte international avait pris une tournure relativement favorable pour la Russie, aidé notamment par le prix élevé des hydrocarbures qui a redonné une certaine confiance et des moyens financiers à l'État, et surtout vers la moitié des années 2000 (Polegkiy, 2011, p. 11). Dans ce contexte, et dans le but de tirer parti des possibilités de développement que pourraient amener la création de liens entre l'État et les Russes de l'étranger lointain, le gouvernement avait fait largement sien le programme mis de

l'avant par Shchedrovitsky. Mikhaïl Suslov (2017a, p. 19) résume cette approche ainsi :

The essence of this approach was the idea of partnership between Russia and its diaspora. Shchedrovitsky argued that today it was the Russian diaspora that was more important than core Russia, because the diaspora was better adapted to globalization. Russians living outside Russia form a specific type of community, based on the double-difference: they are different from the locals as well as from the Russians living in Russia proper. Moreover, this difference makes them valuable for Russia because they provide Moscow with access to the knowledge and capital of other nations, amortize the trauma of globalization, and mediate “Russianness” on the international level.

Ce type d'approche par rapport aux diasporas en tant que partenaire de l'État parent est assez typique des pays ayant une importante diaspora à l'étranger. En effet, une diaspora politiquement bien organisée et entretenant des liens forts avec sa patrie est plus susceptible de contribuer à son développement (Brinkeroff, 2008; Newland et Patrick, 2004; Shain, 2007; Sheffer, 2003). Il suffit de penser au cas arménien : les fonds envoyés par l'immense diaspora dispersée aux quatre coins du globe jouent un rôle crucial dans le budget des ménages et de l'État arméniens, tout comme ces investissements favorisent son développement économique (Cohen, 2008; Freinkman, 2000; Grigorian et Melkonyan, 2011). Il semble ainsi que le gouvernement russe a cherché à s'inspirer des politiques mise en place par d'autres États pour faire en sorte que la diaspora contribue à la modernisation du pays. Or, si cette orientation a conservé une place dans le discours sur les compatriotes jusqu'aux années précédant la crise ukrainienne, les résultats ont été bien en deçà des espérances (Polegkiy, 2011; Suslov, 2017a; 2018a). De plus, au moment des « révolutions de couleurs », et particulièrement celle d'Ukraine en 2004, un certain repli sur l'espace postsoviétique a pu se remarquer par rapport à la question des diasporas.

3.2 Le second mandat de Poutine : l'institutionnalisation de la politique envers les diasporas et le développement du *soft power*

Les « révolutions de couleurs » de Géorgie (2003) et d'Ukraine (2004) ont profondément surpris l'élite dirigeante en Russie en tant que signe patent de l'affaiblissement de l'influence russe dans l'espace postsoviétique (Saari, 2014, p. 50). Au Kremlin, on y a vu la « main de Washington » à l'œuvre pour déstabiliser la région et nuire aux intérêts russes par le biais d'ONG à la solde de l'Occident (Averre, 2008; Feklyunina, 2016; Kuchins et Zevelev, 2012; Rutland et Kazantsev, 2016), dans une sorte de stratégie renouvelée de « *containment* » pour contrer la réémergence de la Russie sur la scène internationale. C'est alors que les dirigeants russes se sont rendu compte du problème d'image qu'avait la Russie et de la nécessité de reformuler en des termes plus attrayants sa politique envers l'étranger proche (Laruelle, 2015b). Dans une optique d'équilibrage (*balancing*)¹⁹ face à la puissance états-unienne, Moscou a cherché à capitaliser, entre autres, sur la présence des populations russophones dans l'espace postsoviétique pour la traduire en influence sur les pays concernés. Or, si Poutine affirme, lors du second Congrès mondial des compatriotes en 2006, que « l'interaction avec la diaspora, le soutien et la protection des droits des compatriotes

¹⁹ L'équilibre des puissances (*balance of power*), qui réfère à « Une situation où aucun État ou alliance d'États ne se trouve dans une position lui permettant de dominer le système [international] et donc les autres États » (Macleod, 2010, p. 113), est un concept clé des approches réalistes en relations internationales. Selon ces approches, la logique anarchique du système international pousse les États à ne compter que sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité (*self-help*). L'équilibre des puissances étant, pour les réalistes, le seul mode de régulation susceptible d'assurer la stabilité de l'ordre international, les États devraient poursuivre une politique d'équilibrage pour maintenir la stabilité du système et éviter qu'un État acquiert une puissance démesurée par rapport aux autres (Battistella, 2015, chap. 4). Les thèses réalistes ont une résonance particulière en Russie, celles-ci étant largement admises par le leadership russe qui poursuit une politique que l'on peut qualifier d'essentiellement réaliste (Kuchins et Zevelev, 2012). L'école réaliste est d'ailleurs le mouvement intellectuel le plus influent dans le domaine des relations internationales en Russie, quoique, comme ailleurs, il soit traversé par des dissensions internes qui en font un courant pluriel scindé en plusieurs branches (voir à ce titre : Shakleyina et Bogaturov, 2004).

sont l'une de nos priorités nationales » (Poutine, 2006), en pratique, la situation est plus compliquée.

La fragmentation entre les communautés russes est effectivement un problème majeur reconnu par le président lui-même lorsqu'il souligne, s'adressant aux représentants de la diaspora, que « la désunion et la fragmentation des organisations de compatriotes qui existent aujourd'hui rendent parfois difficile la défense de vos propres droits. Et je crois que l'une des tâches principales devrait être de surmonter les différences et de rechercher l'unité » (Poutine, 2006). Ainsi l'actualisation et la structuration de la politique d'ouverture envers les compatriotes pour créer et approfondir des liens horizontaux et verticaux avec ces derniers permettant de les utiliser comme levier de sauvegarde des intérêts russes devient l'un des objectifs principaux dans ce domaine (Molodikova, 2017, p. 152).

Le second mandat de Vladimir Poutine est ainsi marqué par deux grandes tendances en ce qui a trait à la question des compatriotes. D'une part, on met en œuvre un double processus de consolidation institutionnelle et de centralisation de la politique envers les diasporas. Tout en regroupant l'essentiel de la politique sous la juridiction du Ministère des Affaires étrangères, on approfondit la portée institutionnelle de ce dernier par la création de nouvelles structures visant à chapeauter les organisations diasporiques locales et à mettre en œuvre les politiques. D'autre part, on assiste au développement d'une stratégie de *soft power*, essentiellement articulée autour des populations russophones de l'espace postsoviétique, lesquelles sont appelées à jouer un rôle primordial en tant que courroie de transmission d'une vision du monde « russe » qui viendrait de projeter une image « objective » de la Russie auprès de ses voisins et dans le monde. Cet intérêt a émergé de la réalisation au sein des élites que le *soft power* est devenu le nouveau moyen d'influence par excellence dans les relations internationales du XXI^e siècle (Kiseleva, 2015, p. 320). Il faut néanmoins souligner que la compréhension du *soft power* qui s'installe au Kremlin s'éloigne

passablement de la conception originalement développée par Joseph Nye²⁰, puisque « Dans l'interprétation officielle russe, la notion de *soft power* recouvre un phénomène nettement plus politique » (Lukyanov, 2013, p. 149), alors qu'il est habituellement éminemment culturel. On peut tout de même qualifier de *soft power* les efforts de la Russie visant à projeter une image attrayante du pays vu la focalisation sur le rayonnement de sa culture.

3.2.1 Le « Monde russe » et la politique envers les compatriotes

Ressuscité et reconceptualisé dans les années 1990 par des politologues proches de Gleb Pavlovsky, un conseiller de longue date du Kremlin, le « Monde russe » n'est réellement entré dans le discours officiel que dans la seconde moitié de la décennie 2000, mais connaît moult interprétations dépendamment du contexte et de l'interlocuteur (Gronsky, 2017; Makarychev et Yatsik, 2018; O'Loughlin et al., 2016). Le concept est néanmoins rapidement associé au développement d'une stratégie de *soft power* et forme en quelque sorte le socle idéologique et conceptuel sur lequel elle se déploie (Audinet, 2017; Feklyunina, 2016; Laruelle, 2015b; Polegkiy, 2011; Rutland et Kazantsev, 2016). Émergeant à la fin des années 1990 dans un contexte de reformulation de la politique étrangère russe, le Monde russe s'est vu associé à l'image que projette la Russie, voire à sa « marque » sur la scène internationale. Cette marque, d'après Marlène Laruelle (2015b, p. 5-6), serait à la fois porte-parole de la voix de la

²⁰ Nye (2004) avait défini le *soft power*, ou « puissance douce », comme reposant sur trois piliers : la culture (là où elle a un attrait pour d'autres), les valeurs politiques (lorsque respectées domestiquement et internationalement), et la politique étrangère (lorsque vue comme légitime et pourvue d'autorité morale par d'autres pays). Un habile dosage de ces trois éléments est ce qui rendrait un pays attractif aux yeux des autres sur la scène internationale. Or, dans un article intitulé « *What China and Russia don't get about soft power* » (Nye, 2013), Nye a dénoncé l'utilisation du *soft power* faite par la Russie et la Chine comme émanant d'une compréhension erronée. Il y soulignait que la Russie et la Chine font l'erreur de croire que c'est le gouvernement qui est l'instrument principal du *soft power*, alors que c'est principalement la société civile et les valeurs qu'elle incarne qui rend un pays attrayant.

Russie dans le concert des nations, et véhicule d'un certain messianisme philosophicoreligieux, porteur du « message » (au sens des valeurs et de la culture) de la Russie au monde.

Réduit à sa plus simple expression, le Monde russe représente essentiellement un espace civilisationnel commun pour la Russie et les Russes de l'étranger reposant sur trois marqueurs identitaires principaux : la langue russe, la victoire soviétique sur le nazisme, et l'Église orthodoxe. Il se conçoit plus largement en tant que projet d'intégration de l'espace postsoviétique sur des bases culturelles et civilisationnelles, favorisé par un passé commun (Chepurin, 2009; Kallas, 2016; Polegkiy, 2011; Wawrzonek, 2014; Zevelev, 2014). Toutefois, à son introduction dans le jargon politique vers 2006-2007, il était clair que ceux qu'on imaginait comme faisant partie du Monde russe étaient loin de former la communauté civilisationnelle consolidée à laquelle on aspirait. Il fallait donc développer, à la fois domestiquement et internationalement, des structures institutionnelles et financières adéquates pour favoriser la consolidation (Kallas, 2016; Molodikova, 2017). D'où de multiples initiatives mises en place à partir de ce moment, comme la création des conseils de coordination des compatriotes, de la fondation Russkiy Mir, et les divers projets ayant pour but la diffusion de la langue et de la culture russes dans le monde entre autres.

Cette nouvelle préoccupation pour l'image projetée par la Russie s'est posée en réaction à l'attractivité de l'Occident chez les peuples postsoviétiques. Craignant de perdre la compétition pour les cœurs et les esprits se déroulant dans son arrière-cour, le Kremlin a cherché à contrecarrer le *soft power* occidental en se présentant comme une voie alternative (Feklyunina, 2016, p. 781). De plus, la nécessité d'une nouvelle approche à la question des diasporas a trouvé un débouché dans la promotion du Monde russe. Effectivement, l'incapacité du gouvernement à développer une politique efficace de relations avec les diasporas contribuant au développement de la Russie a forcé un réalignement de la stratégie vers un discours d'unité qui favoriserait le

renforcement des liens entre les compatriotes à l'étranger et l'État russe (Polegkiy, 2011, p. 15).

La nouvelle doctrine du Monde russe, parfois qualifiée de « messianique », voire « néo-impériale », viserait, selon certains, la diffusion d'un métadiscours qui viendrait légitimer l'hégémonie de la Russie sur l'espace postsoviétique en clamant son unité linguistique, culturelle et spirituelle (Laruelle, 2015b; Menkiszak, 2014; Wawrzonek, 2014), tout en permettant de surmonter le traumatisme psychologique lié à la « nation divisée » (Kallas, 2016, p. 7). D'où l'importance donnée à la langue russe comme symbole d'une « connexion transnationale » entre la Russie et les Russophones (Ryazanova-Clarke, 2017), et le rôle joué par l'Église orthodoxe dans la diffusion d'une vision d'un Monde russe spirituellement intégré sous ses auspices (Naydenova, 2016).

En outre, le Monde russe est une construction vaguement définie aux frontières imprécises. S'il est indissociable du concept de compatriote, qui est surtout défini en termes juridico-politiques, le Monde russe a une connotation beaucoup plus philosophique et culturelle, voire idéologique, et réfère à une entité bien plus vaste que l'espace postsoviétique (Laruelle, 2015b; Wawrzonek, 2014; Zevelev, 2014). Lors de la première apparition officielle du concept au Congrès des compatriotes de 2001, Vladimir Poutine l'avait lui-même souligné : « depuis des temps immémoriaux, le concept de « monde russe » dépassait de loin les frontières géographiques de la Russie, et même les frontières de l'ethnie russe » (Poutine, 2001). Ainsi, dans le contexte de reformulation de la politique envers les compatriotes de l'étranger proche, la notion de Monde russe est venue servir de cadre conceptuel pour unifier les diasporas issues des différentes vagues d'émigration et celles de l'étranger proche. De plus, la terminologie entourant le Monde russe avait cela de commode qu'elle aurait permis « de noyer le problème – bien trop politisé et délicat à gérer – des Russes présents dans les républiques de l'ex-URSS, en élargissant la réflexion à l'ensemble des diasporas

russe » (Laruelle, 2006, p. 38). La base territoriale du Monde russe, si l'on peut dire, n'en reste pas moins l'espace postsoviétique, dont les républiques slaves (Biélorussie, Ukraine, Russie) forment le cœur, même si son rayonnement culturel s'étend bien au-delà. C'est pourquoi le développement de la politique envers les compatriotes est majoritairement déployé dans l'étranger proche.

3.2.2 La consolidation institutionnelle de la politique diasporique

Le processus de consolidation institutionnelle de la politique diasporique s'entame réellement vers la seconde moitié des années 2000²¹. On assiste à un foisonnement des initiatives de la part du gouvernement avec la mise en place de plusieurs programmes gouvernementaux et surtout d'organes responsables des relations avec les compatriotes sur divers aspects. Le Kremlin cherche de cette manière à « favoriser l'émergence et la structuration d'un réseau d'associations représentant les Russes de l'étranger, avec lesquelles le pouvoir russe pourrait nouer des liens privilégiés »; et, à terme, « établir, entre les représentants des autorités russes et ceux des 'compatriotes', des liens susceptibles de favoriser l'influence des premiers sur les activités des seconds » (de Tinguy, 2010, p. 194).

La structure qui est développée est ainsi caractérisée par la centralisation de l'essentiel de la politique autour du Ministère des Affaires étrangères (MID), qui est impliqué dans pratiquement tous les projets destinés aux compatriotes, et par l'instauration progressive d'une hiérarchie verticale liant les organisations diasporiques locales,

²¹ Pour cette section, nous nous sommes appuyé essentiellement sur l'information contenue dans les sites Internet officiels du gouvernement, dont : le Conseil mondial de coordination des compatriotes (<http://www.vksrs.com/>); le Ministère des Affaires étrangères (<https://www.mid.ru/ru/home>); le Kremlin (<http://kremlin.ru/>); et le Gouvernement russe (<http://government.ru/>). En guise de complément, les travaux des auteurs suivants ont aussi été consultés : Laruelle, 2015a, 2015b; Molodikova, 2017; Pieper, 2018; Saari, 2014; de Tinguy, 2010.

régionales et nationales aux organes étatiques. Ultimement, les initiatives gouvernementales visant à structurer une sorte d'espace russe à l'étranger avaient pour vocation de donner à l'État les moyens de mobiliser ses diasporas en faveur de ses intérêts. Un pas décisif dans cette direction est franchi en novembre 2005, alors qu'un département chargé de coordonner le travail avec les compatriotes est créé au sein du MID.

Or, c'est à partir de 2006 – qui est sans conteste l'année la plus féconde pour ce qui est du développement de la politique diasporique – qu'un niveau supérieur de consolidation institutionnelle est atteint. Des conseils de coordination des compatriotes commencent à être mis en place à l'étranger (principalement dans la CEI), avec pour objectif de fédérer et de coordonner le travail des organisations diasporiques locales avec le MID. Éventuellement, en 2007, un Conseil mondial de coordination est créé pour faciliter la transmission aux organisations locales des décisions et des orientations prises notamment lors des forums mondiaux, par la Commission gouvernementale pour les compatriotes ou par le MID. À ce jour, on retrouve des conseils de coordination soutenant les organisations diasporiques dans 96 pays dispersés sur chaque continent.

3.2.3 Les composantes de la nouvelle politique envers les compatriotes

Le contexte post-Orange, nous l'avons évoqué, a forcé un réaligement de la politique de la Russie dans son étranger proche. Si le Monde russe est venu offrir un cadre conceptuel à partir duquel développer une stratégie de *soft power* visant à retenir les États postsoviétiques dans l'orbite russe par l'attraction plutôt que la coercition, beaucoup restait à faire pour concrétiser cette réalité. La Direction présidentielle pour les relations interrégionales et culturelles a alors été mise en charge de formuler une nouvelle politique à l'égard de l'étranger proche, dans la laquelle se fond en quelque sorte la politique à l'égard des diasporas. Sans aborder l'ensemble de cette politique

envers l'étranger proche, nous évoquerons rapidement les aspects de celle-ci qui concernent plus directement les compatriotes.

Les organisations non-gouvernementales

À partir de 2004, reconnaissant le rôle actif que peuvent jouer les ONG dans les changements de régime, le Kremlin a vu une opportunité de pousser son propre narratif en soutenant financièrement des organisations de la société civile (politisées ou non), parfois même des partis politiques lorsqu'autorisés, prorusses. Tel que le note Oleksii Polegkiy (2011, p. 12): « Russia began developing a rival 'counter-revolutionary' ideology, supporting controlled by government NGOs, using web technologies, and exporting its own brands of political and economic influence ». La fondation Russkiy Mir, à partir de sa création en 2007, a fait beaucoup en ce sens, alors qu'elle soutient des centaines d'ONG à travers le monde, qu'elles soient à saveur culturelle, voire folklorique, ou qu'elles défendent les droits des Russes hors de Russie. Moscou a tout de même usé de parcimonie dans sa stratégie en pesant minutieusement sa marge de manœuvre en fonction de l'attitude des gouvernements à son égard et de la situation domestique des États afin de ne pas nuire à son image (Laruelle, 2015b, p. 10).

Promotion culturelle et linguistique

Disposant encore d'assises culturelles considérables héritées du passé soviétique et tsariste malgré leur effritement certain suivant la chute de l'URSS (Filimonov, 2010), le Kremlin a cherché à ralentir le rétrécissement de la sphère culturelle russe, voire à en renverser la vapeur, par la mise en place de programmes ciblant majoritairement les russophones, et dans une moindre mesure les anciens citoyens soviétiques. D'un côté, le développement de mesures destinées à favoriser l'épanouissement culturel des Russes de l'espace soviétique doit se comprendre comme un effort vers la consolidation de la diaspora, laquelle serait plus à même de s'identifier au Monde russe

– et par extension à la Russie – si sa culture était soutenue activement dans un contexte où elle est en situation minoritaire. Dans un autre ordre d’idée, la promotion de la langue russe à l’échelle de l’ancien URSS vise à conserver et à approfondir les leviers d’influence qui viennent avec sa vaste diffusion (médias, industrie culturelle, éducation, etc.).

L’effondrement du nombre de russophones dans l’espace postsoviétique depuis 1991 est le constat à partir duquel est rédigé l’ambitieux programme gouvernemental « Langue russe, 2006-2010 » (Fédération de Russie, 2005). Voyant la perte du statut officiel de la langue comme le facteur principal ayant contribué à son recul, le programme encourage la prise de mesures actives pour renforcer la place du russe partout dans l’espace postsoviétique en tant que langue de communication interethnique. Les investissements dans le domaine médiatique sont à ce titre potentiellement fort profitable en termes d’influence, et c’est pourquoi « the Kremlin has made it a priority to invest in the media realm, seeing that a stranglehold over the information space was one of the smartest strategies to ensure its role in the Near Abroad » (Laruelle, 2015b, p. 11).

L’une des plus significatives mesures prises par le gouvernement russe est probablement la création de la fondation Russkiy Mir en juin 2007. Cela vient confirmer l’orientation de la Russie vers le *soft power* dans sa volonté d’utiliser la langue comme instrument politiquement unificateur entre les compatriotes et la Russie d’une part, et entre les membres de la CEI d’autre part (Pieper, 2018; Ryazanova-Clarke, 2017). La fondation, un projet conjoint du MID et du Ministère de l’Éducation, a pour vocation de contribuer à la popularisation de la langue et de la culture russes et de soutenir les programmes d’étude du russe en Russie et à l’étranger. Elle appuie notamment des médias russophones ailleurs dans le monde, des ONG, des organisations communautaires et diverses initiatives en matière d’éducation. Elle n’a en outre rien de bien révolutionnaire, puisque plusieurs puissances post-impériales se

sont également lancées dans la diplomatie publique – et ce bien avant la Russie – et opèrent leur propre version de la fondation Russkiy Mir. Le gouvernement russe s'en est partiellement inspiré, tout en se gardant de reproduire un modèle exactement similaire. En effet,

On the one hand, it [Russkiy Mir] resembles Western international cultural relations agencies such as the British Council and the Goethe Institute of Germany in its promotion of Russian culture and language. On the other hand, it promotes the soft geopolitical goals of Russia by active support of the Russian community abroad (Saari, 2014, p. 61).

Toutefois, si elle se veut de portée internationale²² et cherche à jouer sur le même terrain de jeu que les Occidentaux, le financement qui lui est accordé n'a rien de comparable et ne peut suffire à concrétiser ses objectifs. Au début des années 2010 par exemple, Russkiy Mir recevait annuellement quelques 500 millions de roubles de la part du gouvernement russe et des donateurs privés (Conley et Gerber, 2011), soit l'équivalent d'environ 8,5 millions de dollars canadiens en valeur actuelle; alors que son équivalent britannique, le British Council, recevait plus de 750 millions de livres sterling, soit plus de 1,3 milliard de dollars canadien (British Council, 2013). Si le budget de Russkiy Mir a augmenté de façon constante dans les années suivantes, on voit clairement l'immense disparité entre ses organisations, une disparité qui existe aussi avec d'autres pays comme la Chine, la France ou l'Allemagne.

Rapatriement volontaire des compatriotes

²² La fondation supporte financièrement des centaines d'organisations culturelles russes dans pratiquement tous les pays du monde. Des « centres russes » dédiés à la langue, l'histoire et la culture russes ont aussi été implantés dans une centaine d'université à travers près de 50 pays.

C'est en 2006 qu'un programme *Sur les mesures visant à faciliter la réinstallation volontaire des compatriotes en Fédération de Russie*, notamment par des procédures simplifiées pour les permis de résidence et de travail et éventuellement la citoyenneté, est instauré (Fédération de Russie, 2006). Certains y ont vu là une façon de montrer aux nationalistes que le pouvoir en place faisait quelque chose pour tenter de réunifier la « nation divisée », étant donné le rôle instrumental du parti Rodina – le successeur du Congrès des communautés russes – dans les débats menant à l'adoption du programme (Laruelle, 2015a, p. 93). Annoncé en grande pompe avec des espérances élevées, le programme produit néanmoins des résultats beaucoup plus maigres qu'escomptés au départ (Kallas, 2016, p. 7). Pendant au moins ses deux premières années d'activité, le manque de ressources dans les régions d'accueil, l'information incomplète, et l'interdiction aux étudiants et aux migrants déjà en Russie d'y participer ont nui au bon fonctionnement du programme, qui a réinstallé tout juste 8 000 personnes (Molodikova, 2017, p. 152). On peut dire également que les régions ciblées pour la réinstallation étaient peu attrayantes, peu de gens désirant quitter leur république pour s'installer dans les coins reculés de la Sibérie.

De nombreux amendements lui ont néanmoins été apportés au fil des années pour tenter de rectifier le tir. Or, c'est réellement dans le contexte de la crise ukrainienne que le programme prend son envol, beaucoup de résidents du Donbass choisissant de se réinstaller en Russie pour fuir les combats et les dévastations liées à la guerre.

Citoyenneté

Les critères pour l'accession simplifiée à la citoyenneté russe ont fluctué considérablement depuis 1991 : ouverts à l'ensemble des citoyens soviétiques dans les années 1990, ils sont restreints presque uniquement aux descendants de personnes nées sur le territoire de la Fédération russe en 2002. Depuis 2008, les conditions d'accès préférentiel à la citoyenneté ont atteint, d'après Oxana Shevel (2012, p. 141), un

équilibre entre des considérations de *Realpolitik* et les débats sur l'identité nationale dans « l'institutionnalisation de l'ambiguïté » qui caractérise la politique de citoyenneté envers ceux qu'on définit comme compatriotes.

Mais la Russie a aussi tenté d'utiliser la question de la citoyenneté comme instrument politique sur ses voisins. Par exemple, Moscou avait sans succès tenté de faire adopter la double-citoyenneté aux États postsoviétiques dans les années 1990. Face à leur refus quasi unanime, Moscou avait opté pour une politique semi-légale de distribution de passeports russes aux résidents des États voisins – dite politique de « passeportisation » –, et surtout ceux des États de facto (Transnistrie, Ossétie du Sud, Abkhazie). Si l'adoption de la nouvelle loi *Sur la citoyenneté de la Fédération de Russie* en 2002 avait fait cesser cette politique (Fédération de Russie, 2002a), la double-citoyenneté a été remise à l'ordre du jour en 2004 avec les bouleversements liés aux révolutions de couleurs. Or, si la résistance des États postsoviétiques à signer des traités sur la question a permis de limiter le nombre de citoyens disposant de deux passeports, cette résistance a aussi poussé Moscou à reconduire sa politique clandestine de distribution de passeports. Effectivement, tel que le note Igor Zevelev :

On the one hand, governments of the newly independent states have been successful in their resistance to the official introduction of dual citizenship. If they had agreed to conclude relevant treaties, the number of people holding Russian passports would have been much greater than it is now. On the other hand, the post-Soviet countries have practically lost all control over the increasing number of de facto dual citizens on their territories (Zevelev, 2008).

Nous aborderons cette question plus en détails dans la prochaine section lorsque sera traitée la question des compatriotes en lien avec la guerre russo-géorgienne de 2008. Nous verrons notamment comment la double-citoyenneté de facto a servi de prétexte à Moscou pour « punir » le gouvernement géorgien de s'en être pris à « ses » citoyens, et nous nous questionnerons par rapport aux implications de ce justificatif pour le

développement postérieur de la politique envers les compatriotes, et notamment de l'annexion de la Crimée.

3.3 L'intermède Medvedev : simple continuité?

Il pourrait être tentant de qualifier le mandat de Dimitri Medvedev qui s'ouvre en 2008 de simple continuité dans le développement de la politique envers les compatriotes. S'il était reconnu comme plus libéral que Vladimir Poutine, la présence de ce dernier au poste de premier ministre a fait douter de la réelle liberté d'action du nouveau président. On peut dire de prime à bord que Medvedev n'obtempère pas de rupture claire par rapport aux orientations prises par son prédécesseur, mais dispose tout de même d'une vision des diasporas et du rôle de la Russie à leur égard qui s'en distingue. Faisant de la modernisation économique et politique de la Russie son cheval de bataille, tel qu'il le dévoile dans son article « Russie, en avant! » (*Rossiya, vperyod!*), le président veut faire de la Russie une puissance tournée vers l'avenir (Medvedev, 2009b). Dans son discours à l'Assemblée fédérale en novembre 2009, il réitère cette conviction à propos « de la nécessité et de la possibilité pour la Russie d'acquérir le statut de puissance mondiale sur une base fondamentalement nouvelle. Le prestige de la patrie et le bien-être national ne peuvent pas être déterminés à l'infini par les réalisations du passé » (Medvedev, 2009c). Celui-ci souligne l'importance de s'ouvrir aux compatriotes pour mener à bien ce projet lors du 3^e Congrès mondial des compatriotes en 2009 : « nous espérons sincèrement que nos compatriotes contribueront à ce grand travail. Nous avons vraiment besoin de votre potentiel intellectuel et professionnel » (Medvedev, 2009d). C'est dans ce même discours qu'il dévoile ses plans pour adapter la politique envers les diasporas, incluant d'amender la *Loi sur les compatriotes*, de modifier le programme de réinstallation volontaire, et de faciliter l'accès à l'éducation en Russie pour les jeunes compatriotes. En outre, dans la même veine que son prédécesseur, Medvedev identifie les deux priorités qui

incombent au gouvernement : la préservation, le développement et la popularisation de la langue russe, ainsi que la protection des droits et intérêts des compatriotes.

Mais avant d'aborder les initiatives mises en place sous Medvedev, on ne peut passer par-dessus l'un des événements les plus significatifs qui survient dans les premiers mois de sa présidence : la « Guerre de cinq jours » contre la Géorgie en août 2008, que certains ont qualifiée de précurseur à l'annexion de la Crimée en raison du recours à des arguments de protection des compatriotes pour justifier l'intervention russe.

3.3.1 La guerre russo-géorgienne : prélude à l'annexion de la Crimée ?

Les révolutions de couleurs ont soulevé de nombreuses appréhensions quant aux desseins américains dans la sphère d'influence russe. L'installation de gouvernements pro-occidentaux en Géorgie et en Ukraine a fait craindre à un effet domino qui aurait potentiellement pu s'étendre à la Russie. La perspective d'une adhésion de ces pays à l'OTAN a de plus ajouté au sentiment d'encerclement et d'empiètement étranger vécu par le leadership russe (Karabeshkin et Spechler, 2007; Ratti, 2006; Roberts, 2017; Tsygankov, 2013). Ainsi, lorsqu'en août 2008 le gouvernement géorgien dirigé par Mikheil Saakashvili a entrepris de recapturer les États de facto d'Ossétie du Sud d'Abkhazie par la force, un pas de trop avait été franchi. C'est que Moscou avait lancé plusieurs avertissements à Tbilissi, menaçant la Géorgie de représailles advenant que cette dernière cherche à intégrer l'OTAN (Lowe, 2008). Cela présupposait de restaurer son intégrité territoriale en ramenant les régions sécessionnistes sous son contrôle. Faisant fi des avertissements, Saakashvili avait néanmoins décidé de tenter sa chance, espérant en vain bénéficier du soutien au moins tacite des États-Unis. Moscou, fidèle à sa promesse d'assistance à Tskhinvali et Soukhoumi, est donc intervenue militairement pour repousser les forces géorgiennes et faire payer à Saakashvili sa témérité. Cette riposte avait d'autant plus l'avantage d'empêcher la Géorgie de rétablir son autorité sur l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, gardant en vie les disputes territoriales qui bloquaient son adhésion à l'OTAN. La Russie a justifié cette intervention en

invoquant la protection de ses « compatriotes » ossètes et abkhazes, en danger face aux forces géorgiennes « génocidaires ». Il y a encore à ce jour un débat quant à la nature préméditée ou spontanée de la guerre russo-géorgienne, les uns affirmant que la Russie a tout fait pour provoquer la Géorgie, les autres affirmant plutôt que c'est la Géorgie qui a provoqué la réaction russe (Ellison, 2011). Le but ici n'est nullement de trancher cette question. Ce qui est pertinent pour nous est surtout l'argument de protection des compatriotes employé par le Kremlin pour justifier son intervention et ce qui a permis de le mobiliser.

L'invocation de cet argument se devait d'avoir une certaine base empirique permettant d'établir un lien symbolique entre l'État, la population et le territoire (Artman, 2013). C'est ici que prend son importance la politique de distribution de passeports qui s'est faite dans les années avant le conflit. De fait, près de 90% des résidents des régions sécessionnistes ont accédé à la citoyenneté russe entre 2002 et 2008 (Nagashima, 2019). Quoiqu'on puisse en penser, il faut néanmoins comprendre l'engouement qu'a pu susciter cette politique pour la population ossète et abkhaze vu les avantages tangibles (possibilité de voyager, de travailler en Russie, de recevoir une pension, etc.) que procurait la détention d'un passeport russe. Medvedev, dans une rencontre avec les représentants des organisations publiques en septembre 2008, explique la logique derrière cette politique :

Ces personnes n'ont vu aucune protection de la part de l'État géorgien. Ils voulaient être citoyens de la Russie, sans parler du fait qu'ils en étaient essentiellement déjà citoyens, puisque qu'ils étaient auparavant citoyens d'un grand pays et ne s'en sont jamais sentis séparés. Bien sûr, l'enjeu de la distribution de passeport n'est pas un jeu géopolitique, mais simplement notre réaction aux demandes de ces gens (Medvedev, 2008b).

À contrario, certains analystes voient plutôt dans cette politique de passeportisation la fabrication délibérée de nationaux dans le but de préparer le terrain à une véritable politique expansionniste (Allison, 2008; Grigas, 2016; Mülfried, 2010). La distribution

de passeports russes, dans cette optique, n'aurait été qu'un instrument pour éventuellement pouvoir justifier une revendication territoriale en faisant mine d'avoir à cœur le sort de ses citoyens, qui au passage n'étaient ni résidents de la Russie, ni ethniquement russes. Toutefois, comme l'a démontré Vincent Artman, les répercussions de la passeportisation sont plus complexes que la simple création d'un casus belli pour s'emparer d'une partie de la Géorgie. D'autant plus que la Russie n'a pas annexé officiellement les régions en question, se contentant de reconnaître leur indépendance malgré qu'on puisse douter de la nature pleine et entière de celle-ci. La passeportisation s'inscrirait plutôt dans un long processus de reterritorialisation de la souveraineté effective des États de facto en offrant à la Russie une revendication discursive non sur le territoire, mais sur la population, ossète et abkhaze en les construisant comme partie intégrante de la communauté politique russe (Artman, 2013, p. 683-685). C'est pourquoi lors de l'intervention, la Russie a cherché à se présenter comme le protecteur de ses citoyens, cadrant son intervention en termes éminemment humanitaires, mais ne formulant pas de revendication proprement territoriale.

Dans la foulée de la guerre, Medvedev a en effet réaffirmé le devoir qui lui incombait en tant que président de venir en aide aux citoyens russes hors de Russie en soulignant : « je suis tenu de protéger la vie et la dignité des citoyens russes, où qu'ils se trouvent. La logique des mesures que nous prenons est dictée par ces circonstances. Nous ne permettrons pas la mort impunie de nos compatriotes » (Medvedev, 2008a). Cette déclaration de Medvedev est en passe avec le *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*²³ adopté la même année dans lequel est enchâssée pour la

²³ Second document de ce genre à être publié par le MID depuis l'élection de Poutine, les concepts de politique étrangère ont pour vocation de rendre publiques les orientations du pays dans le domaine de la politique étrangère dans une optique de transparence et de prévisibilité dans les relations internationales. Chaque version prend acte des changements survenus sur la scène internationale depuis la version précédente et offre une nouvelle interprétation du contexte dans lequel le pays évolue d'une part, et de son rôle dans cette conjoncture d'autre part. Celle de 2008 s'inscrit dans le contexte d'un « retour » de la Russie sur la scène internationale, alors que l'État a vu ses moyens être décuplés par l'augmentation

première fois « la protection des droits et intérêts légitimes des citoyens russes et des compatriotes vivant à l'étranger » comme objectif prioritaire de la politique étrangère (Ministère des Affaires étrangères de Russie, 2008). Tout le champ lexical entourant la protection des compatriotes lors du conflit était en fin de compte, d'après plusieurs, une version *à la russe* de la notion de « responsabilité de protéger » (R2P) en droit international, qui a émergé de l'intervention occidentale au Kosovo (Baranovsky et Mateiko, 2016; Evans, 2009; Weiss et Badescu, 2010; Zeigler, 2016). Si Moscou a toujours été très sceptique face à la R2P vu ses implications en matière de souveraineté, dans le cadre de l'épisode géorgien, une version plus « nationaliste » aura permis de convaincre plus facilement une audience domestique, « whose sensitivity to the energetic and robust vocabulary of 'protecting compatriots' may be higher than to the 'soft-liberal' lexis of R2P » (Baranovsky et Mateiko, 2016, p. 62).

Mais l'épisode géorgien est-il véritablement un prélude à l'annexion de la Crimée? D'emblée, nous serions tentés de dire à la fois oui et non. L'analyse du cas criméen dans le prochain chapitre permettra de comprendre pourquoi. Pour l'instant, contentons-nous de souligner la force de précédent qu'a pu avoir la guerre russo-géorgienne dans l'instrumentalisation de la question des compatriotes à des fins géopolitiques. S'il n'y a pas eu d'annexion *de jure*, on peut dire que le précédent réside dans le fait d'avoir recouru à un tel argument pour justifier une intervention militaire. Cela a démontré, à l'instar de ce que certains ont avancé, une reprise de confiance des dirigeants russes dans la capacité de la Russie à s'affirmer et à défendre ses intérêts géostratégiques dans sa zone privilégiée face à l'Occident. En d'autres mots, Moscou

du prix des hydrocarbures dans les années précédentes. Le Concept de 2008 a également été influencé par les révolutions colorées qui ont remis en question l'influence russe dans l'espace postsoviétique, et propose des moyens nouveaux pour renforcer cette influence.

a su battre du poing sur la table afin de faire savoir qu'elle ne tolérerait plus les empiètements d'un bloc géopolitique rival dans « son » pré carré.

3.3.2 Rossotroudnitchestvo : la centralisation du *soft power*

C'est peu de temps après la guerre russo-géorgienne qu'est créée l'Agence fédérale pour la CEI, la coopération humanitaire internationale, et les compatriotes à l'étranger, couramment appelée Rossotroudnitchestvo. Celle-ci devient la nouvelle héritière de la tradition soviétique en matière de diplomatie publique, ainsi que l'agence responsable de l'application de la politique envers les compatriotes (Audinet, 2017; Saari, 2014). Instituée par décret présidentiel en septembre 2008 avec un mandat étendu²⁴, elle absorbe les fonctions du Roszarubzhsentr (Centre russe pour la coopération scientifique et culturelle internationale) et complète le dispositif de *soft power* russe en y centralisant ses activités. En effet, Rossotroudnitchestvo « forme avec la Fondation Russkij Mir une diplomatie culturelle bicéphale, verticale et statocentrique, dominée par les membres de la haute administration et limitant la participation des acteurs non étatiques » (Audinet, 2017, p. 166). Elle a été créée dans le but d'approfondir et structurer davantage les liens entre la Russie et ses compatriotes de l'étranger proche et marque ainsi l'ouverture, en quelque sorte, d'une nouvelle ère de relations entre le gouvernement russe et les organisations diasporiques à l'étranger (Molodikova, 2017, p. 153)²⁵. Si son nom peut laisser présager sa vocation en matière

²⁴ Voir la section « À propos » du site Internet de l'agence pour connaître l'ensemble de sa mission et de ses objectifs : <http://rs.gov.ru/ru/about>.

²⁵ Cela peut sembler exagéré, mais le discours officiel dans les années suivant la création de l'Agence corrobore dans une large mesure cette affirmation par grands élans d'enthousiasme et de satisfaction pour le travail qui a été accompli. Konstantin Kosachev, le second dirigeant de l'Agence, soulignait, lors de son intronisation, le rôle de cette dernière dans le renversement du déclin de la présence russe dans le monde, en particulier dans la CEI (Kosachev, 2012a). L'exemple le plus éloquent est probablement celui du secrétaire d'État et vice-ministre des Affaires étrangères Grigory Karasine (2012b) et de son article « Le Monde russe devient une réalité » (« *Russkiy Mir stanovitsya real'nost'iu* »), publié dans *Rossiiskaïa Gazeta* en octobre 2012. Il y souligne que le Congrès des compatriotes prévu quelques jours

de coopération humanitaire internationale, au départ, elle concentre la majorité de ses efforts spécialement vers les russophones de l'espace postsoviétique, à l'image des priorités du pouvoir (Lebedeva, 2013, p. 5). Medvedev l'avait d'ailleurs souligné lors d'une réunion de travail avec Farid Mukhametshin, le premier dirigeant de l'Agence : « Nous avons toujours été engagés dans la CEI, mais pour que ce travail soit mieux organisé, plus sérieux, j'ai spécialement créé une agence distincte pour les affaires de la CEI. L'objectif est évident : pour nous, les relations avec la CEI sont la priorité la plus importante du pays en matière de politique étrangère » (Medvedev, 2009a).

En somme, Rossotroudnitchestvo est avant tout créée spécialement pour maintenir l'influence de la Russie dans l'espace postsoviétique en focalisant ses efforts sur les compatriotes. Or, l'Agence va éventuellement s'étendre bien au-delà de la région et déployer ses activités partout dans le monde où il existe une communauté russe. On retrouve actuellement, selon le site Internet de l'Agence, plus de 75 bureaux de représentations en dehors de la CEI en Asie, en Europe, en Amérique et en Afrique sous la forme de Centres russes pour la science et la culture ou affiliés aux ambassades russes. Les activités de Rossotroudnitchestvo se déploient en divers volets qui s'inscrivent dans une logique de *soft power* et de promotion d'une image positive de la Russie dans le monde comme : l'assistance au développement international, la popularisation de la culture russe dans le monde, la diplomatie publique, le soutien aux compatriotes à l'étranger, le renforcement de la langue russe à l'international, la science et l'éducation, etc. Si les priorités de Farid Mukhametshin dans les débuts de l'Agence tournaient principalement autour de la consolidation et de l'expansion du réseau de centres russes dans la CEI, Konstantin Kosachev, directeur de l'Agence de

plus tard « témoigne de la coopération entre la Russie et les Russes à l'étranger qui atteint un niveau qualitativement nouveau, des progrès significatifs vers la consolidation de la communauté russe, et sa transformation en un facteur positif dans les relations avec les pays de résidence des compatriotes ».

2012 à 2014, démontre rapidement des ambitions beaucoup plus étendues en capitalisant sur l'expérience acquise par son personnel depuis 2008 et sur le vaste potentiel de *soft power* de la Russie.

Kosachev comprend alors que la Russie n'est pas en mesure de développer une stratégie de *soft power* à l'occidentale, tout simplement parce qu'elle n'a pas de grands idéaux ou de modèle de développement alternatif à exporter. Elle doit donc miser sur les spécificités du pays et sur son expérience pour se distinguer en offrant des solutions concrètes pour la résolution de problèmes qui sont adaptées à la situation des pays concernés. Dans un article publié dans *Russia in Global Affairs* en 2012, Kosachev qualifie la stratégie de *soft power* de la Russie non comme un modèle idéal préétabli à appliquer tel quel, mais plutôt comme une perche tendue vers l'extérieur : « It offers not a fish but a fishing rod, and presents itself as a method, not an objective », souligne-t-il (Kosachev, 2012b). Plus spécifiquement, le directeur de Rossotroudnitchestvo croit en la capacité de son pays à offrir au monde « the conditions to work out their own development concepts, support and regional cooperation projects » en basant son approche sur la coopération, la sécurité, et la souveraineté dans un contexte de remise en question de l'applicabilité universelle du modèle occidental (Kosachev, 2012b). En ce sens l'approche qu'il cherche à promouvoir dans le cadre de Rossotroudnitchestvo est celle d'un dialogue qui se ferait « without imposing its own cultural code in the form of "universal values," but through mutual enrichment of original cultures which have no moral right to regard themselves superior to others because of this very originality » (Kosachev, 2012b).

En outre, on voit clairement comment le *soft power* russe, tel que conçu par ses principaux protagonistes et promu par Rossotroudnitchestvo, se pose en opposition aux pratiques occidentales que la Russie perçoit négativement. Dans cette optique, la stratégie russe se développe à partir des failles et du mécontentement générés par la stratégie occidentale qui tend à exporter, voire imposer, son modèle en le présentant

comme universel et applicable à tous. La Russie veut donc déployer sa stratégie de *soft power* de façon pragmatique en accord avec ses intérêts nationaux en mettant à l'avant-plan les principes qu'elle défend sur la scène internationale tels que le respect de la souveraineté, la sécurité et la coopération d'égal à égal. Enfin, la création de Rossotroudnitchestvo met aussi en exergue l'important rôle joué par le gouvernement, alors que l'ensemble des activités du *soft power* russe émane ou est sous l'autorité de structures étatiques caractérisées par la verticalité de la prise de décisions.

3.3.3 L'amendement de 2010 à la *Loi sur les compatriotes*

Tel que promis par Dimitri Medvedev lors du Congrès des compatriotes d'octobre 2009, d'importantes modifications à la loi *Sur la politique du gouvernement de la Fédération de Russie à l'égard des compatriotes à l'étranger* sont officialisées en juillet 2010 (Fédération de Russie, 2010). Si la loi avait été modifiée six fois depuis 1999, c'est la version de 2010 qui apporte les changements les plus significatifs. Depuis la première itération de la loi subsistaient des ambiguïtés qui entravaient grandement son opérationnalisation par les pouvoirs publics et la rendait inefficace (Byford, 2012; Casula, 2014; Grigas, 2016; Kozin, 2015; Shevel, 2011). D'autant plus que certaines de ses provisions empiétaient sur le domaine d'action d'autres lois structurantes telles que la loi *Sur la citoyenneté de la Fédération de Russie* (Fayzulina, 2015). Le problème majeur se trouvait au niveau de la définition du compatriote, trop floue et trop large pour être appliquée convenablement (voir section 2.2.3 pour la définition originale), qui permettait à pratiquement tous les anciens citoyens soviétiques, sauf ceux de nationalités titulaires, d'être considérés comme compatriotes, et s'ouvrant même aux différentes vagues d'émigration pré-soviétiques et leurs descendants. D'après Andy Byford (2012), cela a créé une situation paradoxale dans laquelle l'histoire et le territoire de l'État russe se brouillent entre une Russie « historique » – pouvant potentiellement inclure la Pologne ou la Finlande par exemple –, et la Russie sous sa forme réduite actuelle.

Les lacunes de la loi de 1999 n'avaient bien sûr pas échappé aux dirigeants, même s'ils reconnaissaient l'importance de cette loi dans le développement subséquent des politiques envers les compatriotes. Lors d'une réunion du Présidium du gouvernement russe tenue en mars 2010, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov²⁶, remarque, à propos de la première version de la loi, qu'elle

ne tient pas compte des changements survenus au cours des 10 dernières années, ne tient pas compte de la politique plus moderne et plus active de l'État russe envers les compatriotes à l'étranger. Un certain nombre de ses dispositions sont tout simplement obsolètes et doivent être ajustées.

C'est donc dans cet esprit que sont approuvés les changements, dont Lavrov résume l'objectif général lorsqu'il souligne : « L'essence des changements est, sans renoncer à l'aide humanitaire lorsque cela est nécessaire, de diriger les compatriotes de manière à renforcer l'interaction et la coopération avec leur patrie historique sur les principes d'un partenariat ». Capitalisant sur les mesures prises depuis l'avènement de Poutine, on cherche, en dernière analyse, à consolider les communautés russes et à protéger leurs droits « en pleine conformité avec le droit international », tout comme on désire « promouvoir la préservation de l'espace ethnoculturel russe, la langue maternelle, et utiliser les capacités non seulement du centre fédéral, mais aussi des entités constitutives de la Fédération de Russie, ainsi que des organisations non gouvernementales ».

C'est dans cette optique que la définition du compatriote est remaniée et précisée de manière à ne plus pouvoir inclure d'office la majorité des anciens citoyens soviétiques.

²⁶ L'ensemble des citations du ministre Lavrov reproduites dans cette section proviennent du compte-rendu du 25 mars 2010 prononcé par le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères Andreï Nesterenko (2010)

L'accent est dorénavant mis sur l'auto-identification des compatriotes, et la portée territoriale de la loi est réduite aux personnes et leurs descendants directs « appartenant généralement à des peuples résidant historiquement sur le territoire de la Fédération de Russie, ainsi qu'ayant fait un libre choix en faveur d'une relation spirituelle, culturelle et juridique avec la Fédération de Russie » (Fédération de Russie, 2010, art. 1.2.). On voit immédiatement la volonté de renforcement de la connexion entre les compatriotes et l'État russe sous sa forme contemporaine. Mais plus important encore, si les citoyens russes à l'étranger sont automatiquement considérés comme compatriotes, ceux qui ne détiennent pas la citoyenneté mais s'auto-identifient comme compatriotes doivent le démontrer par :

des activités publiques ou professionnelles visant à préserver la langue russe et les langues maternelles des peuples de la Fédération de Russie, à développer la culture russe à l'étranger, à renforcer les relations amicales entre les compatriotes et la Russie, à soutenir les associations publiques de compatriotes et de protection des droits des compatriotes, ou d'autres preuves du libre choix de ces personnes en faveur de liens spirituels et culturels avec la Russie (Art. 3.2)

Ainsi, pour paraphraser les propos de Byford (2012, p. 720), les compatriotes sont dorénavant définis assez explicitement en tant qu'instruments pour l'atteinte des objectifs internationaux de la Russie par l'entremise de son programme de rayonnement culturel. Le réseau international d'associations diasporiques avec lequel les « compatriotes en devenir » sont invités à se lier ne serait pas seulement là pour organiser l'appui des communautés russes hors de Russie, mais par-dessus tout pour représenter et promouvoir la Russie à l'étranger.

En outre, cette nouvelle loi, selon certains, signalerait en fait une évolution de la conception de l'identité russe dans son rapport à la langue, à la culture et à l'État. La langue ne serait plus l'élément principal de l'identité nationale russe. « [T]he Law did not just proclaim a new identity by simply calling it “compatriot” », affirme Alexander

Kozin, elle signifierait plus largement la formation « of a completely new Russian ethnos which extended itself outside the territorial borders of the Russian Federation and included new relations with new groups of people, revising our history-bound understanding about Russianness, Russian national identity and Russian culture » (Kozin, 2015, p. 288). Il a également été soutenu que, loin de régler le problème de l'ambiguïté et la question de la construction nationale russe en tant que tel, la nouvelle définition, dans sa capacité d'accommoder différentes conceptions de la nation, accorde néanmoins au gouvernement un moyen d'évacuer cet enjeu sensible du débat en lui donnant la flexibilité de poursuivre un large éventail de politiques envers les compatriotes (Shevel, 2011, p. 195). Le gouvernement est ainsi en mesure de jouer sur l'ambiguïté selon les objectifs qu'il poursuit, et donc d'interpréter selon ses convenances qui doit être considéré comme compatriotes. C'est en ce sens qu'Oxana Shevel parle de la fonctionnalité de l'ambiguïté qui permet tout autant une définition civique qu'ethnique de la nation russe.

CHAPITRE IV

LA RUSSIE AU SECOURS DE SES COMPATRIOTES : LA QUESTION DIASPORIQUE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE UKRAINIENNE

4.1 La question des diasporas du « tournant conservateur » à l’Euromaïdan

Si les révolutions de couleurs survenues dans l’espace postsoviétique dans les années 2000 ont provoqué une prise de conscience chez les dirigeants russes quant à la nécessité de rendre plus attractive la politique étrangère de la Russie dans l’étranger proche (voir Chap. III); les manifestations anti-régimes de la place Bolotnaya de Moscou en 2011-2012 ont quant à elles provoqué un retournement dans la mentalité des élites au Kremlin allant dans le sens d’un certain raidissement idéologique qui s’est également traduit en un discours de politique étrangère plus assertif et opposé à l’Occident. C’est ce que plusieurs auteurs ont nommé le « tournant conservateur » ou « civilisationniste », qui voit de plus en plus les hautes personnalités étatiques représenter la Russie et le Monde russe en tant que bloc civilisationnel distinct, garant des valeurs chrétiennes traditionnelles face à un Occident décadent, et empreint d’une forme de messianisme vantant la spécificité russe (Engström, 2014; Laruelle, 2015b; Naydenova, 2016; Roberts, 2017; Secrieru, 2014; Suslov, 2017a; Tsygankov, 2016; Zhurzhenko, 2014). La Russie, en somme, serait redevenue une puissance internationale conservatrice par son rejet officiel des idées libérales : « Russia is returning to its pre-communist role as a conservative power as a remedy to its domestic

problems and its position in the international system », souligne Glenn Diesen (2019, p. 8). Mais quelles en sont les implications en ce qui a trait à la question des compatriotes à l'étranger? Y a-t-il un changement qualitatif allant au-delà du discours qui est apporté à la politique diasporique russe par ledit tournant? Comment se déploie la politique diasporique entre le retour de Poutine à la présidence et le début de la crise ukrainienne? C'est ce que les prochaines sous-sections tenteront de comprendre.

4.1.1 Le « tournant conservateur » et la politique diasporique

La période du tournant conservateur est marquée par un discours intérieur, mais aussi de politique étrangère, qui affiche ouvertement la nature distincte de la Russie en tant qu'État-civilisation et appelle à repenser le rôle des compatriotes. Si le leadership russe a toujours perçu la Russie comme une branche de la civilisation européenne, depuis 2012, afin de contrer le narratif prodémocratie déployé par les manifestants de la place Bolotnaya, le discours du Kremlin s'est aligné sur un nationalisme d'inspiration slavophile/eurasianiste insistant sur la distinctivité de la civilisation du Monde russe et de sa voie de développement (Naydenova, 2016; Tsygankov, 2016). Or, il ne faudrait pas voir ledit tournant comme une cassure qui s'est produite du jour au lendemain. Des signaux indiquant une évolution dans cette direction avaient été lancés bien avant²⁷. Par Poutine notamment dans son célèbre discours à Munich en 2007, où il vilipendait durement les Occidentaux, au premier chef les États-Unis, pour leur comportement

²⁷ En effet, plusieurs développements antérieurs au tournant conservateur ont contribué à l'émergence progressive d'un courant conservateur au sein des élites politiques. La consolidation du pouvoir exécutif et la croissance économique notable du début des années 2000, d'une part, a donné une plus grande confiance aux dirigeants en leurs moyens pour tenir tête aux Occidentaux. Or, d'autre part, les révolutions de couleurs ont exposé un sentiment d'insécurité sur la possibilité de troubles semblables en Russie. C'est alors qu'une stratégie est mise en branle pour discréditer ces mouvements, perçus comme le cheval de Troie de l'Occident. Le concept de « démocratie souveraine » développé par Vladislav Surkov s'inscrit notamment dans cette tendance cherchant à isoler la Russie des influences pernicieuses de l'Occident. Voir Secrieru (2014, p. 2-3) pour plus de détails sur la gestation du renouveau conservateur.

international unilatéral et dénonçait l'unipolarité du système international comme source d'instabilité (Poutine, 2007). L'idée d'une compétition qui s'articulerait dorénavant entre les grands blocs civilisationnels au niveau mondial était aussi visible chez Sergueï Lavrov, qui écrivait en 2008 : « competition is becoming truly global and acquiring a civilizational dimension; that is, the subject of competition now includes values and development models » (Lavrov, 2008).

L'influence grandissante des *think-tanks* conservateurs dans le contexte du retour de Poutine à la présidence n'est pas étrangère à la promotion de la Russie en tant que civilisation distincte. En effet, un certain néo-conservatisme plus radical et assertif²⁸ a pu, dans le cadre des manifestations de la place Bolotnaya, trouver une oreille attentive au Kremlin pour des idées qui jusque-là restaient plutôt marginales (Engström, 2014; Laruelle, 2016a; Roberts, 2017). Sans affirmer que le nouveau conservatisme tire les ficelles du Kremlin, on peut néanmoins voir une certaine pénétration des idées promues par ses représentants dans les cercles du pouvoir vers 2012. Maria Engström a notamment soutenu qu'une « ré-idéologisation » dans la politique domestique et étrangère de la Russie avait eu lieu dans le cadre de l'ouverture du troisième mandat de Poutine, et que ce tournant rejoint en partie la doctrine politique développée par les cercles néoconservateurs. Caractérisée par un messianisme nostalgique, un anti-occidentalisme décomplexé, et par la place centrale accordée à l'Orthodoxie comme marqueur identitaire et civilisationnel, la doctrine néoconservatrice pose la Russie comme protectrice des valeurs chrétiennes

²⁸ Représenté notamment par le courant dit du « Nouveau conservatisme russe », décrit par Engström (2014, p. 358) comme : « a metapolitical, intellectual movement, which acts at the junction of art, literature, philosophy, and politics. [...] The goal of these metapolitical communities is to influence public opinion in order to establish the dominance of proconservative political power and/or to introduce 'the new order' ».

traditionnelles et comme contrepoids à l'unilatéralisme américain dans le monde (Engström, 2014; Naydenova, 2016; Wawrzonek, 2014).

On peut certes contester l'idée selon laquelle l'État russe aurait adopté les positions des néoconservateurs comme nouvelle idéologie officielle. D'autant plus que le conservatisme russe s'étend sur un spectre idéologique assez large, qu'il soit d'inspiration orthodoxe/slavophile, civilisationnel, isolationniste, etc., et que le Kremlin tend surtout à piger ce qui lui convient dans les différentes tendances pour en faire un compromis pragmatique servant ses intérêts (Robinson, 2020). Il reste tout de même qu'on ne peut nier la présence grandissante des idées conservatrices dans la sphère politique russe et leur influence. En témoigne la création, en 2012, du Club Izborsky, un *think-tank* néoconservateur – l'« Avant-garde » conservatrice, pour reprendre l'expression de Marlène Laruelle (2016a) – financé par le Kremlin ayant pour vocation d'unifier les figures de proue de la nouvelle droite russe telles que Aleksandr Prokhanov, Natalia Narochmitskaïa, Aleksandr Douguine, Sergueï Glaziev, Egor Kholmogorov et plusieurs autres.

Certains ont vu dans la version 2013 du *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*²⁹ les traces d'une évolution de la politique extérieure allant dans le sens d'un conservatisme de plus en plus assertif sur la scène internationale, préoccupé par la défense de la civilisation du Monde russe face aux empiètements de l'Occident (Engström, 2014; Secrieru, 2014). La notion de civilisation, conjuguée avec

²⁹ Troisième document de ce genre à être publié par le MID depuis 2000, la version de 2013 s'inscrit dans le contexte du tournant conservateur en partie provoqué par le mouvement de contestation contre la fraude lors des élections législatives de 2011 et le retour de Poutine à la présidence en 2012. Le mouvement avait fait craindre à la possibilité d'une révolution colorée en Russie même, laquelle aurait été fomentée par les puissances occidentales dans le but d'installer une classe dirigeante pro-occidentale au Kremlin et ainsi neutraliser le pouvoir de nuisance de la Russie à l'égard de l'Occident

la nécessité de promouvoir la langue russe, la protection des compatriotes à l'étranger et la consolidation de la diaspora, y acquiert en effet une place bien plus importante que dans la version de 2008. Le Concept affiche parmi les objectifs principaux de la politique étrangère russe « la promotion du dialogue et du partenariat constructifs entre les civilisations dans l'intérêt du renforcement de l'entente et de l'enrichissement mutuel des différentes cultures et religions » (Ministère des Affaires étrangères de Russie, 2013).

On connaît la volonté de longue date – dès les années 1990 dans le contexte de l'élargissement de l'OTAN – des dirigeants russes pour un système international multipolaire et sa tournure plus défensive de la seconde moitié des années 2000 (Lévesque et Breault, 2016), et c'est dans ce sens que le Concept abonde en faisant le constat que « Pour la première fois dans l'histoire contemporaine, la concurrence globale prend une dimension civilisationnelle et se manifeste dans la rivalité de différents systèmes de valeurs et de modèles de développement ». Et puisque la Russie se pose en leader de la civilisation du Monde russe, elle se voit évidemment comme étant à la tête d'un de ces pôles de puissance émergents. L'acuité grandissante des identités civilisationnelles est identifiée comme un « revers des processus de mondialisation », alors que les peuples du monde entier renouent avec les valeurs régionales traditionnelles aux dépens de l'universalisme occidental. Dans ce contexte, affirme le Concept, l'une des grandes priorités de la politique mondiale est « la prévention des fractures entre les civilisations [et] l'intensification des efforts dans l'intérêt de la formation d'un partenariat entre les cultures, les religions et les civilisations qui a vocation à assurer le développement harmonieux de l'humanité ». Fait intéressant à noter : on remarque que la terminologie utilisée dans le Concept s'articule autour d'unités qui transcendent les États. La version 2013 du Concept semble ainsi se rapprocher de la théorie du « choc des civilisations » énoncée par Samuel Huntingdon (1993), et pose la Russie comme un acteur incontournable dans le

maintien de la stabilité internationale. Le Monde russe en vient de ce fait à acquérir une dimension géopolitique, et ses frontières à se « territorialiser ».

4.1.2 La civilisation du Monde russe comme entité géopolitique

On a vu au chapitre précédent que le discours du Kremlin par rapport aux compatriotes était formé par la nécessité de défendre les intérêts nationaux russes et de moderniser le pays en rattrapant la communauté internationale. Les diasporas de l'étranger lointain étaient notamment encouragées à jouer le rôle de facilitateur de cette modernisation. Or, l'évolution connue subséquemment met beaucoup plus l'accent sur une « voie spéciale » pour la Russie et se recroqueville, pour ainsi dire, sur le territoire de sa « sphère identitaire », c'est-à-dire l'espace postsoviétique. La connexion serrée qui existe entre l'identité russe et le territoire bien défini qu'est l'espace postsoviétique, permet plus facilement à la Russie de recourir à une approche géopolitique dans sa zone frontalière que, par exemple, l'UE dont la sphère identitaire n'est pas définie par le territoire d'abord, mais plutôt par un ensemble de valeurs (Casula, 2014, p. 11).

On voit ainsi vers 2012 une certaine « géopolitisation » du Monde russe comportant des implications directes en ce qui a trait à la question des compatriotes à l'étranger, si l'on en croit les travaux de Mikhaïl Suslov (2017a, 2018a, 2018b) sur la politique diasporique et le concept de Monde russe. Ce dernier soutient que le tournant conservateur a provoqué un réajustement dans la manière de conceptualiser les diasporas par rapport à la politique étrangère de la Russie, lesquelles seraient devenues des instruments géopolitiques pour la consolidation d'un bloc civilisationnel sous l'hégémonie russe. En fait, il soutient que le tournant conservateur et les événements subséquents en Ukraine montrent que le concept de Monde russe s'est vu en un certain sens « déconnecté » du concept de diaspora et des compatriotes à l'étranger pour acquérir une dimension civilisationnelle et territoriale (Suslov, 2017a, p. 27). Il affirme de ce fait que la reconceptualisation du Monde russe en tant que civilisation distincte recèle une dimension implicitement géopolitique lointaine, voire opposée, au sens

attribué auparavant au Monde russe en tant que réseau déterritorialisé de communautés russophones. Suslov note l'association du nouveau sens, chez certains idéologues conservateurs, à l'idée de « récupérer les terres russes » (*recollecting the Russian lands*), un tropisme qui a pris une tournure concrète en 2014, alors que « embracing the 'Russian World' concept became irredentist striving for 'reunification' with the annexation of Crimea » (Suslov, 2018a, p. 15).

S'il est vrai que le Kremlin a progressivement reconnu officiellement l'inadéquation entre les frontières politiques et culturelles de la Russie, on ne peut néanmoins dire qu'il a nourri un véritable projet irrédentiste visant à « corriger » cet état de fait (Adomeit, 2018; Laruelle, 2015a; Molodikova, 2017; Pieper, 2018; Pigman, 2019; Zevelev, 2016). En réalité, entre 2012 et le soulèvement du Maïdan, les dirigeants abondent essentiellement dans le même sens qu'avant le tournant conservateur, mais en mettant de plus en plus l'emphasis sur la « consolidation de la diaspora » sur des bases civilisationnelles et selon les orientations qui avaient été prise dans l'amendement de la *Loi sur les compatriotes* de 2010 (voir la sous-section 3.3.3). Il faut dire que la politique diasporique de la Russie, depuis l'arrivée de Poutine en 2000, a toujours visé le renforcement des liens entre la patrie et sa diaspora de manière à ce que cette dernière devienne en quelque sorte une extension, ou un vecteur d'influence, de la Russie hors de ses frontières. Ce sont plutôt les termes de cette relation qui ont changé au gré des aléas de la politique nationale et internationale.

Ainsi, avec le tournant conservateur, mais plus encore dans le cadre de la crise ukrainienne, le Monde russe tend à devenir plus qu'un instrument de *soft power* pour gagner les russophones par l'attraction culturelle. Il se reconfigure progressivement, suivant une posture de plus en plus défensive, en une entité territoriale limitée à l'espace postsoviétique, quoiqu'il conserve toujours sa dimension transnationale dans le discours officiel. Et puisque la Russie considère la région comme sa sphère d'influence exclusive, le Monde russe conçu territorialement est implicitement

géopolitique (Suslov, 2018a, p. 12-17). Ce qui ne veut pas dire que la Russie cherche à annexer les États postsoviétiques pour y recréer un empire. Comme le note Philipp Casula (2014, p. 9) : « Russia's efforts to reintegrate the post-Soviet space must be considered attempts to reestablish continuity between territory and identity ». Cependant, poursuit-il, « 'Reintegrating' does not necessarily mean annexing other states but can refer to keeping them close through a variety of means ». Les multiples vagues d'élargissement de l'OTAN ont représenté une menace évidente d'encerclement par un bloc géopolitique dont la Russie est exclue, d'autant plus sachant l'intérêt de l'OTAN pour une adhésion éventuelle de l'Ukraine. Il ne faut pas se surprendre, dans ce contexte, de voir une crispation défensive de la Russie face à une alliance militaire perçue comme hostile et provocatrice à son encontre, et ce bien que Moscou ait à plusieurs reprises – à Munich en 2007 et à Bucarest en 2008 notamment – prévenu qu'elle ne tolérerait plus la pénétration occidentale dans sa sphère d'influence (Adomeit, 2018; Roberts, 2017).

4.1.3 La politique diasporique avant la crise ukrainienne

Au-delà des considérations d'ordre théorique, entre 2012 et 2014, plusieurs initiatives et orientations sont prises dans l'optique d'approfondir davantage les relations avec les compatriotes. En juillet 2012, Vladimir Poutine soulignait, lors d'une rencontre avec les ambassadeurs et les représentants permanents de la Russie, que « le rôle des compatriotes résidant en permanence à l'étranger nécessite une réflexion approfondie. Beaucoup veulent être utiles à leur patrie historique, ils veulent la soutenir, mais nos agences étrangères sous-estiment encore parfois [...] de tels désirs et opportunités » (Poutine, 2012a). Le président liait explicitement cette nécessité avec la préoccupation grandissante du Kremlin en ce qui concerne l'image internationale de la Russie, laquelle nuit à la politique étrangère du pays, et déplorait que « l'image de la Russie n'est pas formée par nous, elle est donc souvent déformée et ne reflète ni la situation réelle dans notre pays, ni sa contribution à la civilisation mondiale, à la science, à la

culture ». C'est en cela que sont importants les compatriotes pour le Kremlin : ils s'insèrent dans une stratégie plus large de *soft power* visant à redorer l'image de la Russie, ce qui lui permettrait d'atteindre plus facilement ses objectifs de politique étrangère. L'agence Rossotroudnitchestvo est notamment au cœur de cette stratégie.

Il a été dit précédemment qu'avec la création de Rossotroudnitchestvo en 2008, la majorité de la mise en œuvre et la coordination de la politique diasporique, du moins ses dimensions culturelles et linguistiques, ont été rassemblées sous une même juridiction. Ceci devient encore plus vrai pendant le troisième mandat de Vladimir Poutine, alors que de nouvelles fonctions sont transférées à Rossotroudnitchestvo (voir l'Annexe A) et que l'expansion du rôle des conseils de coordination est envisagée. Dans une entrevue accordée au magazine diasporique *Shire Krug*, le vice-ministre aux Affaires étrangères Grigory Karasine explique que le transfert concerne des questions « qui sont fonctionnellement similaires aux sujets de Rossotroudnitchestvo en tant qu'agence », tel que la protection de la langue russe, l'éducation et la culture, la diffusion de littérature aux organisations de compatriotes, la promotion du théâtre et de l'art, les relations religieuses, et le support à la jeunesse (Karasine, 2012b). Les compatriotes à l'étranger conservent ainsi une place de premier plan dans la volonté du Kremlin de développer son *soft power*. Ils en sont à la fois la cible par divers programmes leur étant spécifiquement destinés; tout comme on s'attend d'eux, du moins on l'espère, qu'ils en soient les relais en propageant une image « objective » de la Russie et en promouvant ses réalisations positives, sa langue et sa culture. Tous les acteurs clés au gouvernement le reconnaissent. Poutine, à l'ouverture du 4e Congrès des compatriotes en 2012, déclarait justement :

Nous apprécions grandement votre [les compatriotes] contribution à la préservation de la langue et de la culture russes, à la promotion des valeurs spirituelles que nous partageons, au désir de diffuser dans le monde des informations objectives sur la Russie moderne, son histoire, ses réalisations en matière d'éducation, de science et de technologie (Poutine, 2012b).

Officiellement, la consolidation du Monde russe doit se faire par le ralliement volontaire des compatriotes aux organisations diasporiques de leur pays de résidence et par une auto-identification à l'espace civilisationnel qu'il représente. Or, on sait également les velléités de structuration verticale de ces organisations par le Kremlin déjà évoquées au chapitre précédent. Ainsi, d'une part on cherche à favoriser l'adhésion volontaire des compatriotes, mais d'autre part on veut en tirer profit en les cooptant dans la structure gouvernementale en charge des relations avec les compatriotes afin qu'ils servent de leviers d'influence (Byford, 2012; Ryazanova-Clarke, 2017, p. 447).

La volonté de faire des compatriotes des « sympathisants » naturels de la Russie par l'entremise d'un *soft power* ciblé vers les russophones est exprimée assez limpidement par Konstantin Kosachev, directeur de Rossotroudnitchestvo à l'époque. Dans un discours à la Douma en avril 2013, faisant référence au programme présidentiel « Nouvelle génération » qui vise à offrir des séjours d'études en Russie aux jeunes représentants de la diaspora, Kosachev affirme :

Bien sûr, de tels voyages ne sont pas une fin en soi, encore moins du tourisme. De leurs participants devrait être formé un atout, ou si vous autorisez ce terme, des sympathisants de la Russie, qui serviront alors de base au moins à la création de plateformes de dialogue permanentes, et tout au mieux à la mise en œuvre de projets communs (Douma d'État, 2013).

Cette citation résume bien l'objectif des efforts de la Russie par rapport aux compatriotes à l'étranger, à savoir que la politique diasporique n'est pas une fin en soi, mais un moyen au service d'une finalité plus large. Le processus de systématisation des relations avec les compatriotes rime avec leur développement en tant qu'instruments de la politique étrangère de la Russie d'une part; et avec leur participation active dans la promotion d'un espace civilisationnel sur lequel la langue et la culture russes agissent comme ciment social entre les diverses nationalités. Une diaspora consolidée, mobilisable lorsque nécessaire, devient un outil de plus pour

l'atteinte d'objectifs à la fois en termes géopolitiques et en termes de *soft power*, et sert de surcroît d'argument à résonance humanitaire pour justifier certaines actions. C'est pourquoi depuis le début des années 2000 le Kremlin insiste sur la consolidation de la diaspora et du Monde russe, notamment en cherchant à utiliser la langue comme élément politiquement unificateur entre les diasporas et la patrie (Ryazanova-Clarke, 2017; Pieper, 2018). Cela explique l'insistance chronique sur la promotion et l'expansion de la langue russe dans le monde, en particulier dans l'espace postsoviétique. Sergueï Lavrov le réitérait encore en mars 2012 dans un discours à la Douma :

La promotion, le soutien et le raffermissement des positions de la langue russe à l'étranger est l'une de nos priorités cardinales. [...] L'activité des structures comme la Commission gouvernementale sur les affaires des compatriotes à l'étranger, la réalisation des programmes comme « Langue russe », l'élaboration du programme « L'école russe à l'étranger » qui devrait être prêt bientôt, l'activité de la fondation « Russkiy Mir » – tout cela a pour but de consolider les positions de la langue russe (Lavrov, 2012).

En réalité, les dirigeants russes font un acte de foi sur la base de la langue en présumant que les russophones ont une propension naturelle à s'aligner sur les positions de Moscou en raison de leurs affinités culturelles et linguistiques. Or, on ne peut réellement dire que cela se traduit en affinités politiques comme le souhaiterait le Kremlin, et cela est particulièrement vrai dans les États baltes, bien que les droits des russophones y soient le plus bafoués (Kallas, 2016; Suslov, 2018b; Trimbach et O'Lear, 2015). Kristina Kallas a notamment montré que pour une bonne partie des compatriotes d'Estonie par exemple, l'attitude perçue comme paternaliste de la part de Moscou, le favoritisme, le manque de transparence et la marginalisation de leur voix au sein des structures diasporiques affiliées au Kremlin, en amènent beaucoup à se dissocier de ces organisations (Kallas, 2016, p. 10-11). Les russophones des États baltes ont de plus la particularité, peut-être plus que n'importe où ailleurs dans l'ex-URSS, de vouloir sincèrement s'intégrer à la société et d'être de loyaux citoyens de

leur pays de résidence, et ce malgré la discrimination dont ils peuvent faire l'objet par les autorités (Cheskin, 2013, 2015; Laitin, 2003).

Enfin, la défense des droits et intérêts des compatriotes est un autre thème qui est réitéré depuis le premier mandat de Poutine. Or, ce n'est qu'à son troisième mandat que cet objectif acquiert une dimension plus systématique, alors que la Fondation pour le soutien et la défense des droits des compatriotes à l'étranger (*Fond podderzhki i zashchiti prav sootchestvenniki za rubezhom*) entame ses activités en 2012³⁰. Créée principalement pour offrir du soutien juridique ciblé aux compatriotes, la Fondation a néanmoins des objectifs plus étendus comme : la surveillance de la situation juridique des compatriotes dans leurs États de résidence, la liaison et l'échange d'information avec les organisations locales et internationales, ainsi que la défense du droit des compatriotes à utiliser leur langue maternelle. En outre, comme le laisse comprendre le ministre Lavrov, cette nouvelle fondation vise une fois de plus à favoriser la consolidation de la diaspora en aidant les compatriotes à développer une capacité d'organisation dans leur pays : « En aidant chacun à protéger ses droits, nous devons l'aider à devenir une partie organisée de la société civile dans son pays de résidence. De sorte qu'en tant que citoyens égaux, ils puissent être en mesure de défendre eux-mêmes leurs propres droits » (Lavrov, 2011). Elle est en fin de compte un moyen indirect de faire pression sur les États qui réservent un traitement discriminatoire à leur population russophone. Les États baltes, on le comprendra, sont les premiers visés par

³⁰ Selon son site Internet, la Fondation a pour mission « de fournir aux compatriotes russes un soutien, juridique et autre, en cas de violation de leurs droits, libertés et intérêts légitimes, conformément aux principes et normes généralement reconnus du droit international des droits de l'homme » (<http://pravfond.ru/?module=pages&action=view&id=6>).

les activités de cette Fondation, mais ses activités vont éventuellement s'étendre au-delà de ces pays, en Ukraine notamment.

4.2 De l'Euromaïdan au Donbass en passant par la Crimée : la Russie et ses diasporas en temps de crise

L'éclatement de la crise ukrainienne en novembre 2013 en lien avec les manifestations pro-européennes de la place Maïdan de Kiev, dit l'Euromaïdan, ne provoque pas d'emblée une récurrence accrue de la question des compatriotes dans le discours officiel du Kremlin. Certes, à la fin décembre 2013, les développements en Ukraine étaient suivis d'un œil attentif, mais la perspective d'une intervention militaire pour protéger les russophones semblait complètement écartée de la question. À ce titre, répondant à la question d'un journaliste quant à la possibilité d'envoyer des troupes en Crimée, Poutine indiquait, lors d'une conférence de presse tenue le 19 décembre 2013 :

La situation de nos compatriotes nous tient à cœur. Et au fait, nous soulevons constamment ces questions par rapport à la situation de nos compatriotes dans certains pays de l'UE [...]. Mais cela ne signifie nullement que nous allons brandir le sabre et envoyer des troupes. C'est un non-sens complet, il n'y a rien de tel et cela ne peut pas être (Poutine, 2013).

Ainsi, au départ, l'enjeu n'avait rien d'ethnique, et relevait plutôt d'un contentieux de nature économique et géopolitique. La décision inopinée du président Viktor Ianoukovitch de reporter la signature d'un accord avec l'UE au profit d'un accord avec la Russie, objectivement plus avantageux pour l'Ukraine, est la cause immédiate qui a mis le feu aux poudres. C'est au fil de la dégradation de la situation que les clivages latents de la société ukrainienne, notamment entre l'ouest pro-occidental et l'est prorusse, ont été exacerbés, en partie dû au rôle des forces d'extrême-droite dans l'instauration d'un climat de violence politique contestant le monopole de l'usage de la force du gouvernement et dans le renversement éventuel du président (Plekhanov, 2016, p. 18-19). Le rôle joué par la frange d'extrême droite – notamment du parti

Svoboda (Liberté), le plus actif lors des manifestations, et du *Pravyy Sektor* (Secteur Droit), le plus actif dans les confrontations et la violence – dans les dérives de l’Euromaïdan et son influence sur le gouvernement issu du mouvement est à ce jour un fait démontré qu’il n’est plus possible de nier (Ishchenko, 2016; Katchanovski, 2016; Likhachev, 2018; Loshkariov et Sushentsov, 2016; Mandel, 2016). Le gouvernement russe a vigoureusement dénoncé les agissements de ces groupes et la menace qu’ils posaient sur la stabilité de l’Ukraine, de même que le nationalisme ethnique et ouvertement antirusse qu’ils défendaient.

Moscou a néanmoins tenté de garder une position conciliatrice à l’égard de l’Ukraine le plus longtemps qu’il lui était possible de le faire (Lévesque, 2014). Cela a duré jusqu’à ce qu’il soit clair que le nouveau gouvernement à Kiev, aidé de ses supporters occidentaux, n’avait aucun désir de s’entendre avec la Russie ni de modérer son alignement tous azimut vers l’ouest, lequel faisait peser une menace géopolitique réelle sur la Russie – dont la Flotte de la mer Noire est stationnée à Sébastopol, en Crimée – advenant une entrée de l’Ukraine dans l’OTAN. Les affronts immédiats du gouvernement ukrainien contre les droits linguistiques et culturels des russophones ont quant à eux offert un prétexte en or au Kremlin pour commencer à construire un discours sur la nécessité de venir en aide aux Russes d’Ukraine. D’autant plus que les groupes d’extrême-droite, certains à tendance néonazie, n’ont pas caché leur animosité à l’égard de tout ce qui était russe et leur désir de « purifier » l’Ukraine de toutes traces de « l’opresseur » moscovite.

Ainsi, l’enjeu des compatriotes dans la situation politique de l’Ukraine ne devient un élément du discours officiel russe que peu de temps avant l’annexion de la Crimée, vers la fin février 2014 par suite de la destitution illégale de Ianoukovitch par la Rada sous la pression, notamment, des partis et des groupes ultranationalistes d’extrême-droite. La russophobie ouvertement affichée du gouvernement par intérim, allant jusqu’à un profond dédain de la langue russe bien qu’elle soit préférée par une large

part d'Ukrainiens ethniques (Pogrebinskiy, 2016, p. 86), a grandement contribué à l'aliénation des russophones du pays et a alimenté un sentiment de menace imminente dont la Russie allait tenter de tirer parti en Crimée et au Donbass. Les prochaines sous-sections s'attarderont à faire ressortir l'utilisation de la question des compatriotes par le Kremlin dans les événements entourant le rattachement de la Crimée par la Russie ainsi que le conflit dans le Donbass.

4.2.1 Du renversement de Ianoukovitch à l'annexion de la Crimée

La destitution anticonstitutionnelle du gouvernement de Viktor Ianoukovitch le 22 février 2014, votée par la Verkhovna Rada sous la pression des manifestants ayant pris d'assaut le bâtiment, a entraîné une cascade d'événements³¹ qui contribué à la radicalisation des russophones d'Ukraine, en particulier du sud-est du pays et de la Crimée, et éventuellement à la prise de la Crimée par la Russie. L'illégitimité de ce qui a été perçu comme un coup d'État, et les mesures antirusses promulguées par le gouvernement par intérim immédiatement après son accession au pouvoir³², ont poussé les russophones à se mobiliser pour afficher leur mécontentement. De fait, dès le lendemain (23 février), les russophones de Crimée sortaient massivement dans les rues à Sébastopol pour protester contre les nouvelles autorités. De violents affrontements ont éclaté quelques jours plus tard (le 26 février) entre les partisans du

³¹ Il n'est pas l'objet de cette section de reproduire en détails le déroulement des événements menant à l'annexion. Seul ceux que nous avons jugés pertinents à notre propos sont évoqués. Nous référerons le lecteur au chapitre intitulé « Chronology of Key Events to Minsk II » de l'ouvrage *The Return of the Cold War* de J.L. Black et Michael Johns (2016, p. 238-279) sur la crise ukrainienne pour la chronologie détaillée.

³² Pensons notamment à l'abrogation de la loi sur la langue de 2012 par le parlement, connue sous le nom de loi Kivalov-Kolesnichenko, qui permettait à la langue russe d'être considérée comme langue officielle dans les régions où les russophones dépassent 10% de la population. Le gouvernement s'est toutefois fait remettre à l'ordre et n'a pas entériné la décision. Mais le mal était déjà fait.

nouveau gouvernement, majoritairement venus de l'ouest du pays, et ses opposants à Simferopol, alors que le parlement régional de Crimée se réunissait. Des hommes armés – les « petits hommes verts » –, selon toute vraisemblance des militaires russes sans insignes, ont par la suite saisis des bâtiments stratégiques un peu partout en Crimée, dont le siège du gouvernement à Simferopol. Mais comme le souligne Jacques Lévesque, nous n'en étions pas encore à l'annexion : « Le coup de force de la prise de contrôle de la Crimée était alors une hypothèque prise pour négocier l'avenir de l'ensemble de l'Ukraine en position de force, avec les interlocuteurs internationaux et ukrainiens » (Lévesque, 2014, p. 39). La Russie visait encore la fédéralisation de l'Ukraine. Pour preuve, c'est un référendum sur le futur statut de la république autonome, et non pour son rattachement à la Russie, qui a été mis à l'agenda après l'intervention, et pour la fin mai seulement. De plus, l'initiative de devancer le référendum par deux fois – d'abord pour le 30 mars, ensuite pour le 16 – et d'en changer la substance est venue non de Moscou, mais de Simferopol.

C'est parallèlement à ce contexte qu'un discours sur la nécessité de protéger les russophones d'Ukraine se développe, et devient l'un, sinon le principal motif mis de l'avant pour annexer la Crimée. Certes, la Russie a nié être intervenue militairement en soutenant qu'il s'agissait de forces d'autodéfense locales, et a toujours soutenu que le rattachement de la péninsule était un acte d'autodétermination (Ambrosio, 2016, p. 471-475). Il demeure qu'en l'espace de moins d'un mois – de la destitution de Ianoukovitch à l'annexion formelle de la Crimée au 18 mars – et en bonne partie à cause des provocations de l'extrême-droite qui affichaient ses intentions de s'en prendre aux Russes d'Ukraine, l'enjeu de protection des compatriotes est devenu un élément discursif important. On voit notamment apparaître dans le discours officiel des références aux « compatriotes en danger » et à la nécessité de les « protéger ». Dès le 24 février, soit deux jours après le changement de gouvernement, le ministère des Affaires étrangères russe exprimait déjà ses appréhensions quant aux menaces envers les droits des minorités en Ukraine :

En faisant référence à une « opportunité révolutionnaire », le parlement estampille des « décisions » et des « lois », y compris ceux visant à léser les droits humanitaires des Russes et d'autres minorités nationales de l'Ukraine. Il y a des appels à presque une interdiction totale de la langue russe, à la lustration, la liquidation des partis et organisations, la fermeture des médias indésirables, la suppression des restrictions sur la propagande de l'idéologie néo-nazie (Ministère des Affaires étrangères de Russie, 2014a).

Ainsi commençait la construction d'une trame narrative qui allait servir d'argument pour justifier le rattachement de la Crimée à la Fédération russe. Les points soulevés par le gouvernement russe sont certes amplifiés et dramatisés. Mais ils sont néanmoins ancrés dans une perception bien réelle du point de vue des Russes vivant dans le sud-est de l'Ukraine et en Crimée : un gouvernement central illégitime, ouvertement russophobe et appuyé de l'extérieur qui ferme les yeux, voire encourage, les exactions commises par des groupes d'extrême-droite envers les russophones³³ (Loshkariov et Sushentsov, 2016, p. 80-82). C'est pourquoi les autorités criméennes ont fait appel, le 1^{er} mars, à la Russie pour maintenir l'ordre. Le représentant permanent de la Russie à l'ONU, Vitaly Churkine, expliquait au Conseil de sécurité, le 3 mars, que des « menaces constantes de violence » pesaient sur les compatriotes et ont motivé la Russie à répondre favorablement à l'appel de la Crimée :

Dans de telles circonstances, les autorités légalement élues [...] ont fait appel au Président de la Russie pour lui demander d'aider à rétablir le calme en Crimée. Conformément à la législation russe, en rapport avec la situation extraordinaire en Ukraine, la menace pour la vie des citoyens russes, de nos compatriotes et du personnel de la flotte de la mer Noire [...], le président de la Russie a présenté au Conseil de la Fédération un appel au recours aux forces armées russes en

³³ Une interprétation alternative, défendue en majorité par les Ukrainiens de l'ouest du pays, présente au contraire le renversement du gouvernement comme légitime et souhaitable compte-tenu de la répression sanglante à laquelle se sont adonnée les forces de sécurité de Ianoukovitch et la proximité de ce dernier avec la Russie. Les Russes d'Ukraine, selon cette interprétation, seraient « anti-ukrainien » parce que soutenant Ianoukovitch, et faisaient ainsi le jeu de Moscou, laquelle les instrumentaliserait pour établir sa domination sur l'Ukraine.

Ukraine jusqu'à la normalisation des conditions socio-politiques dans ce pays (Churkine, 2014).

Quelques jours plus tard, le porte-parole du président, Dimitri Peskov, abondait essentiellement dans le même sens alors qu'il réagissait à la demande de Dmitry Yarosh, le chef du groupe néofasciste *Praviy Sektor*, pour que Kiev arme son groupe à même les arsenaux militaires :

La Russie peut-elle rester indifférente face à une situation de danger mortel contre les Russes quelque part dans le monde, et plus encore dans l'Ukraine voisine? La réponse est simple, le président Poutine l'a dit à plusieurs reprises: "Non, la Russie ne peut pas rester indifférente". [...] Et elle ne restera pas indifférente, parce que la Russie est le pays sur lequel le monde russe est basé, et Poutine est le président du pays, et c'est Poutine qui est probablement le principal garant de la sécurité du monde russe (RIA Novosti, 2014).

On voit ici clairement une inflexion qui s'opère dans l'interprétation officielle de la zone de responsabilité du Kremlin. La sécurité de la Russie ne se limite plus à ses frontières, mais aux contours vagues du Monde russe (Menkiszak, 2014; Zevelev, 2016, p. 13). À ce titre, une déclaration du MID publiée le 14 mars, en lien avec les événements survenus la veille à Donetsk, où des manifestants pacifiques prorusses ont été attaqués par des groupes d'extrême-droite, laissait planer la possibilité que la Russie intervienne pour la protection de ses compatriotes puisque « les autorités à Kiev ne contrôle pas la situation ». Ce faisant, « La Russie est consciente de sa responsabilité pour la vie de ses concitoyens et compatriotes en Ukraine et se réserve le droit de prendre ces gens sous sa protection » (Ministère des Affaires étrangères de Russie, 2014b). Le principal élément discursif était ainsi en place pour justifier sur des bases humanitaires l'incorporation de la Crimée à la Fédération russe.

L'admission formelle de la Crimée dans la Fédération de Russie, deux jours après le référendum du 16 mars, est marquée par le dorénavant célèbre discours de Poutine prononcé le 18 mars devant la Douma. Il y développait un ensemble d'arguments pour

justifier et légitimer le retour de la Crimée dans le giron russe. Dès les premiers paragraphes de son discours, Poutine souligne que : « Dans les cœurs et les esprits des gens, la Crimée a toujours été une partie inséparable de la Russie » (Poutine, 2014a). Le retour de la Crimée dans sa patrie naturelle viendrait ainsi remédier à une injustice datant de l'époque soviétique, alors qu'en 1954, « en violation flagrante des normes constitutionnelles qui étaient en vigueur à l'époque même », la région était transférée à la RSS d'Ukraine. Simple formalité administrative sous le régime totalitaire, « Ce n'est que lorsque la Crimée a fini en tant que partie d'un autre pays [en 1991] que la Russie s'est rendu compte qu'elle n'était pas simplement spoliée, mais bel et bien pillée », poursuit Poutine. Les Russes de Crimée devenaient du jour au lendemain, aux côtés de millions d'autres personnes, une minorité ethnique, « tandis que la nation russe est devenue l'un des plus grands, sinon le plus grand groupe ethnique au monde à être divisé par des frontières ». Dans cette situation, Poutine déplore que les résidents de Crimée aient été « abandonnés comme un sac de pommes de terre » par la Russie qui « a accepté humblement la situation ». Le contexte ainsi posé, le retour de la Crimée semble apparaître comme naturel, et viendrait rectifier une incongruité que Poutine présente comme à toute fin pratique intolérable pour la population locale : « les gens ne pouvaient pas se résigner à cette injustice scandaleuse », souligne-t-il. « Durant toutes ces années, des citoyens et de nombreuses personnalités sont revenus sur cette question, affirmant que la Crimée est une terre historiquement russe ».

Cette légitimité historique, si l'on peut l'appeler ainsi, est renforcée par les références à la menace imminente qu'aurait fait peser le régime post-Maïdan issu d'un coup d'État exécuté par « Des nationalistes, des néo-nazis, des russophobes et des antisémites » sur les russophones d'Ukraine. « Naturellement », affirme Poutine, « nous ne pouvions pas abandonner la Crimée et ses habitants en détresse. Cela aurait été une trahison de notre part ». Le président russe y va d'une comparaison entre la situation en Crimée et l'intervention occidentale au Kosovo, « un précédent que nos

collègues occidentaux ont créé de leurs propres mains dans une situation très semblable ». Poutine entame ainsi une longue tirade contre le « cynisme brutal, primitif, colossal » des Occidentaux qui refusent de reconnaître la légitimité de la sécession criméenne, mais l'ont fait pour le Kosovo. Il ne manque pas de rappeler toutes leurs manigances passées, leurs interventions militaires outrepassant l'ONU, et les révolutions colorées, particulièrement celle d'Ukraine en 2004, qu'ils auraient téléguider pour faciliter l'expansion de l'OTAN vers l'est et mieux affaiblir la Russie. « En bref », lance Poutine, « nous avons toutes les raisons de supposer que l'infâme politique d'endiguement conduite aux XVIIIe, XIXe et XXe siècles se poursuit aujourd'hui ». Or, en Ukraine, les Occidentaux seraient allés trop loin : « Après tout, ils étaient pleinement conscients du fait qu'il y a des millions de Russes vivant en Ukraine et en Crimée. [...] La Russie s'est trouvée dans une position d'où elle ne pouvait pas se retirer ».

En outre, face à la volonté occidentale de diviser la Russie et l'Ukraine, le rattachement de la péninsule à la Fédération russe est ainsi présenté comme une réunification légitime de la nation divisée. Poutine se rapporte à l'exemple de l'unification allemande, alors que la Russie « a soutenu sans équivoque le désir sincère et irrésistible des Allemands pour une unité nationale ». Il s'attend donc à ce qu'ils « soutiennent également l'aspiration des Russes, de la Russie historique, à restaurer l'unité ». Mais le président tient aussi à rappeler qu'il n'est pas indifférent à la situation en Ukraine, car comme il l'affirme, « nous ne sommes pas simplement de proches voisins, [...] nous sommes un même peuple. [...] La Rus' de Kiev est notre source commune et nous ne pouvons pas vivre l'un sans l'autre ». Or, tout en affirmant que Russes et Ukrainiens forment un même peuple, il poursuit néanmoins en soulignant que « Des millions de Russes et de russophones vivent en Ukraine et continueront à y vivre. La Russie défendra toujours leurs intérêts par des moyens politiques, diplomatiques et juridiques ». Mais il invite surtout l'Ukraine à veiller à ses propres intérêts en

protégeant ces personnes : « C'est la garantie de la stabilité de l'État de l'Ukraine et de son intégrité territoriale ».

On voit ainsi assez clairement, dans les extraits cités ici, que l'annexion de la Crimée est présentée par Poutine comme une réunification légitime, voire naturelle, de la nation dans le but de protéger les compatriotes d'un gouvernement russophobe soutenu par l'Occident. Plusieurs ont fait le parallèle quant aux arguments présentés dans le cadre de l'annexion et la guerre de Géorgie en 2008 en soulignant, dans les deux cas, la référence instrumentale à l'argument de protection des compatriotes pour justifier un bris du principe de souveraineté (Baranovsky et Mateiko, 2016; Biersack et O'Lear, 2014; Casula, 2014; Deyermond, 2016; Grigas, 2016; Laruelle, 2015a; Pieper, 2018). Si le parallèle est valable dans une certaine mesure, tous admettent qu'il ne peut cependant l'être complètement si l'on tient compte des spécificités du discours et du résultat des interventions. En effet, la justification dans le cas de la Crimée a davantage mis l'accent sur l'enjeu linguistique en faisant ressortir un lien culturel et émotif avec la patrie. Le cas de la Géorgie se prêtait moins à ce type d'argument en raison d'une plus grande distance ethnoculturelle, mais l'immense proportion de détenteurs de passeports russes a permis à la Russie d'insister sur la nécessité de protéger ses citoyens ossètes et abkhazes (Pieper, 2018, p. 12). De plus, le parallèle prend du plomb dans l'aile si l'on considère que dans un cas, l'instrumentalisation de la question des compatriotes a mené à une annexion, alors que dans l'autre, elle n'a que concrétisé un statu quo *de facto* en aboutissant à la reconnaissance de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud par Moscou. Ce que les deux cas confirment, en revanche, c'est la « double-approche » de la Russie face au principe de souveraineté³⁴ : sacro-saint

³⁴ On pourrait faire le même reproche à la majorité des grandes puissances, occidentales incluses, qui font du principe de souveraineté ce qui sert leurs intérêts à un moment donné

pour la grande majorité des États, conditionnel pour les États postsoviétiques (Deyermond, 2016).

4.2.2 Donbass : les réticences de Moscou face aux compatriotes en armes

L'annexion de la Crimée est apparue comme un exemple aux yeux des opposants prorusses du gouvernement à Kiev, et a eu pour effet d'encourager les mouvements d'opposition dans l'est de l'Ukraine, en particulier dans les oblasts de Donetsk et Lougansk – régions à majorité russophone et dont l'économie est fortement dépendante des liens avec la Russie (Kolsto, 2016; Mandel, 2016; Plekhanov, 2016). Copiant les méthodes que les manifestants pro-Maïdan avaient utilisées peu de temps auparavant, les opposants se mirent à prendre contrôle des édifices gouvernementaux dans trois villes de l'est du pays en début avril 2014, espérant un scénario « à la criméenne ». Les insurgés de Donetsk proclamaient la République populaire de Donetsk le 7 avril, et convenaient de la tenue d'un référendum d'indépendance pour le 11 mai. Mais Kiev n'entendait pas laisser faire, et a rétorqué, sans même chercher à négocier, en lançant une « opération anti-terroriste » contre les rebelles du Donbass. Les manifestations n'ont fait que s'amplifier dans le sud-est de l'Ukraine, et de nouvelles villes tombaient aux mains des insurgés menés par Igor Strelkov, commandant d'un groupe de rebelles de Donetsk. Le 28 avril, les rebelles de Lougansk proclamaient la République populaire de Lougansk et décidaient, une semaine plus tard, la tenue d'un référendum la même date que Donetsk. Avec un gouvernement central cherchant à écraser par la force les insurgés sans tenter de gagner les cœurs et les esprits, et ces derniers bien décidés à y résister (Mandel, 2016), la spirale infernale de violence donnant lieu à la guerre du Donbass était enclenchée dans un contexte de politisation sans précédent de l'identité (Loshkariov et Sushentsov, 2016; Matveeva, 2016).

Dans la phase initiale du conflit, contrairement à moult spéculations sur les intentions de Moscou qui aurait fomenté la rébellion via l'armée et ses services secrets, les

participants étaient dans l'immense majorité des habitants locaux ayant formé une pléthore de milices impromptues sur différentes zones d'opération pour tenir tête aux assauts de Kiev. « The result », souligne Paul Robinson (2016, p. 511), « was a chaotic situation over which nobody, let alone the Russian government, had any control ». Tout porte ainsi à croire que, dans les premiers mois, Moscou n'avait ni l'autorité pour dicter la marche à suivre, ni le désir d'encourager la rébellion armée. La Russie a plutôt tenté de calmer la rébellion autant que possible. En mai 2014, Poutine avait effectivement demandé aux autorités de Donetsk et Lougansk de reporter leur référendum, ce qu'elles ont refusé. La Russie a à son tour refusé la demande de rattachement à la Fédération russe de la part des républiques autoproclamées. Il semble que la Russie n'avait aucune intention de venir ouvertement en aide à ses compatriotes au même titre qu'elle l'avait fait en Crimée deux mois plus tôt, préférant une politique de « déni plausible » par la fourniture clandestine d'armement et de personnel. Le Kremlin s'est malgré tout montré constant dans ses intentions dès le début du conflit, maintenant sa position en faveur d'une Ukraine unie, mais fédéralisée, et pour une résolution négociée du contentieux par un dialogue incluant les rebelles³⁵. Lorsque la Russie s'est mise à jouer un rôle plus actif à partir de la mi-juillet 2014, sous une intense pression domestique pour venir en aide aux insurgés au bord de la défaite, le

³⁵ C'est du moins ce qui a été répété à de nombreuses reprises tout au long de la crise. Le 11 avril 2014 par exemple, le ministre Lavrov lançait aux représentants d'ONG internationales russes : « Nous croyons qu'une désescalade de la crise ukrainienne est possible. Pour cela, il est nécessaire de cesser d'imposer des faits accomplis [...] sans un dialogue avec toutes les forces politiques et les régions de l'Ukraine, sans exception. La mise en œuvre d'une réforme constitutionnelle réelle et non cosmétique [...] doit occuper la position clé dans le processus » (Lavrov, 2014a). Vladimir Poutine réaffirmait cette position à des journalistes le 22 juin dans le cadre d'un cessez-le-feu annoncé par le président ukrainien la veille : « le plus important est le processus politique », souligne-t-il. « Il est important que, sur la base de cette trêve, un dialogue se développe entre toutes les parties belligérantes afin de trouver des compromis acceptables pour tous » (Poutine, 2014b). Lavrov le répétait encore deux mois plus tard : « La tâche principale maintenant consiste à arrêter les affrontements. [...] L'Ukraine a besoin d'une entente nationale qui n'est possible que sur la base d'un équilibre des intérêts de toutes les régions et de toutes les forces politiques du pays » (Lavrov, 2014e).

dialogue entre belligérants est demeuré l'objectif premier, même dans un contexte d'intensification des combats et de dégradation des conditions humanitaires au Donbass. En fait, tel que l'écrit Robinson, Moscou a tenté de faire peser son poids dans la balance pour mettre un terme à la guerre. La situation à l'époque nécessitait une double stratégie :

Russia had to rid the rebel leadership of hardliners such as Strelkov and replace them with people more amenable to compromise, and also [...] take steps to centralise authority in the DPR and LPR. Then, as a second step, Russia had to find a way of persuading the Ukrainian government to end its military operations. This required inflicting a serious military defeat on the Ukrainian Army (Robinson, 2016, p. 513).

Compte-tenu de l'attitude plutôt modérée de Moscou, on peut se demander si le discours sur les compatriotes après l'annexion de la Crimée, dans le contexte du conflit au Donbass, la reflète ou s'en distancie. D'emblée, il est possible d'affirmer que, contrairement à la Crimée, l'appartenance du Donbass à l'Ukraine n'a pas réellement été remise en cause. Le discours officiel évite généralement de faire la distinction entre les russophones du Donbass et du reste de l'Ukraine. On évoque plutôt les menaces aux compatriotes d'Ukraine au sens large, ce qui démontre que Moscou ne se sent pas responsable de protéger uniquement les Russes du Donbass. Certes, en avril 2014, la brève mention par Poutine du concept de « Novorossiia » (Nouvelle-Russie) – une division administrative de l'époque tsariste s'étendant sur l'est et le sud de l'Ukraine actuelle – a causé tout un émoi alors que son utilisation a été interprétée en relation avec les hypothétiques velléités expansionnistes de Moscou dans le Monde russe (Pieper, 2018, p. 14). Donetsk et Lougansk s'étaient d'ailleurs proclamées la « République de Novorossiia » avant de demander leur rattachement à la Russie. Or, la politique russe dans le Donbass a été beaucoup plus timorée à cet égard que plusieurs l'ont laissé entendre. En effet, « when it became evident that the events in the Donetsk and Lugansk regions would not follow the smooth Crimean scenario, the Kremlin's discourse stopped referring to them as *Russkiy* and ceased using the term

Novorossiia » (Teper, 2016, p. 390). Le concept a néanmoins eu une résonnance importante parmi les idéologues nationalistes conservateurs comme symbole de l'échec du Kremlin en Ukraine (Laruelle, 2016b; Suslov, 2017b).

Il reste que la guerre au Donbass a cristallisé l'évolution discursive de la question des compatriotes qui commençait déjà à poindre avec le tournant conservateur, soit son imbrication au sein d'un discours civilisationnel empreint de considérations géopolitiques d'une part, mais surtout l'insistance sur la nécessité de protéger les compatriotes « où qu'ils se trouvent » d'autre part. Vladimir Poutine, dans son discours à annuel à la Douma, se félicitait qu'en 2014, en référence à la Crimée, « la Russie a prouvé qu'elle est capable de protéger ses compatriotes et de défendre la vérité et la justice avec honneur » (Poutine, 2014c). Le discours sur la protection des compatriotes dans le cadre de la crise ukrainienne est explicitement associé à la défense de la civilisation du Monde russe. En avril 2014, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une réunion du Conseil mondial de coordination des compatriotes affirmait qu'« Assurer un soutien complet au Monde russe est la priorité absolue de la politique étrangère de la Russie ». « Nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour constamment défendre les intérêts des diasporas russes en Ukraine et dans d'autres États », poursuivait-il (Lavrov, 2014b). Au fil de la dégradation de la situation en Ukraine, ce pays devient, sans surprise, l'exemple le plus fréquemment évoqué pour justifier la priorisation de la protection des droits et intérêts des compatriotes comme objectif de la politique étrangère russe et vecteur de consolidation de la diaspora. Devant une réunion de cadres de Rossotroudnitchestvo, Lavrov déplorait les conséquences du coup d'État en Ukraine, qui auraient « fait peser une menace sur nos compatriotes, le peuple russe et d'autres nationalités qui s'associent avec le Monde russe » (Lavrov, 2014d). La Fondation de soutien et de protection des droits et intérêts des compatriotes apparaît, dans cette optique, comme un instrument prisé, et Lavrov se réjouissait, en mai 2014, « que la composante de surveillance [de la situation juridique des compatriotes] de la Fondation continue à se

développer, et pas seulement dans les pays baltes [...], mais également dans d'autres États, y compris l'Ukraine » (Lavrov, 2014c).

Mais la protection des compatriotes ne fait sens que dans la mesure où elle s'insère dans la stratégie de *soft power* de la Russie visant à propager une vision « objective » du pays et à favoriser la consolidation de la diaspora. Le ministre Lavrov remarquait, en juillet 2014, que la crise ukrainienne a « clairement démontré que nous sommes confrontés à une concurrence croissante, et souvent déloyale, en matière de façonnement de l'opinion publique. Des efforts sans précédents sont déployés afin de discréditer la politique russe et de déformer l'image de notre pays ». Il insistait à ce titre sur « l'importance particulière d'assurer une perception objective de la Russie, de promouvoir la langue russe et la consolidation de la diaspora russe à l'étranger afin de mieux protéger les intérêts de nos compatriotes » (Lavrov, 2014d). Les préoccupations en matière de *soft power* restent ainsi, et le sont peut-être plus que jamais, au centre des priorités pour Moscou, dont la politique en Ukraine a été très dommageable pour son image. De nombreuses mesures dans ce sens sont d'ailleurs prises, améliorées ou repensées en 2014-2015 pour bonifier la stratégie de *soft power*³⁶. Grigory Karasine, le vice-ministre aux Affaires étrangères, le confirmait en juin 2016 en évoquant le *soft power* russe en Asie centrale : « La Russie est capable de créer un 'produit d'exportation humanitaire' compétitif de haute qualité », et a déployé, en 2015, « tout

³⁶ Celles-ci sont énumérées par le président dans son discours au 5^e Congrès mondial des compatriotes, tenu à Moscou en novembre 2015 (Poutine, 2015). Il y parle, entre autres, du programme « Bonjour, Russie! » (*Zdrastvouï, Rossiya!*) qui offre des voyages éducatifs pour visiter des sites historiques en Russie; des Jeux mondiaux des compatriotes, sorte de jeux olympiques pour compatriotes; du projet « École russe à l'étranger » ayant pour but de promouvoir les méthodes d'enseignement nationales pour l'étude du russe ou autres sujets connexes à l'étranger; d'un système de bourses pour les projets culturels et éducatifs dans le cadre de la Fondation Russkiy Mir et du programme « Langue russe »; du soutien aux médias russophones à l'international; de la création d'un musée sur l'héritage des compatriotes; et bien d'autres encore

un éventail d'initiatives visant à promouvoir le succès de la culture russe » (Karasine, 2016).

La guerre au Donbass marque ainsi un arrimage de plus en plus évident entre la consolidation de la diaspora, l'approfondissement de ses liens avec la patrie et la protection de ses droits et intérêts, notamment linguistiques, religieux et politiques. Mais elle ramène également aux devants de la scène le *Programme gouvernemental visant à faciliter la réinstallation volontaire des compatriotes à l'étranger en Russie* (Fédération de Russie, 2014b), dans un contexte de déplacements massifs de population provoqués par les combats armés. Entre juillet 2014 et mars 2015, c'est environ un million d'Ukrainiens qui ont trouvés refuge en Russie, s'ajoutant aux 1,6 million qui étaient déjà en Russie avant le début du conflit (Mukomel', 2017, p. 105-106). Sur ce nombre, 130 000 auraient bénéficiés du programme de réinstallation, et d'autres des mesures pour faciliter l'obtention de la citoyenneté pour les russophones approuvées en mars 2014 (Fédération de Russie, 2014a). Ce n'est qu'en 2017 que Moscou entreprend une réelle politique de distribution de passeports aux résidents du Donbass.

Aussi tumultueuse qu'a pu être l'année 2014, elle semble, si l'on en croit le discours officiel, avoir contribué à consolider la diaspora. C'est du moins ce qu'écrivait Lavrov en novembre 2015 dans un article paru dans *Rossiïskaïa Gazeta* peu avant le 5^e Congrès mondial des compatriotes. Il y affirmait que « Le Monde russe aborde le cinquième congrès de manière plus consolidé, avec des structures organisationnelles fonctionnelles aux niveaux national, régional et international » (Lavrov, 2015c). Il saluait également les communautés russes du monde entier pour avoir « réagi de manière appropriée » aux actions antirusses de Washington et Bruxelles et « exprimé leur soutien à la Russie ». Lavrov avait fait une remarque semblable quelques mois plus tôt, en mai 2015, lorsqu'il déclarait : « La situation en Ukraine et ses environs est devenue un véritable test de résistance pour la diaspora russe. Vous l'avez supporté

avec honneur. La campagne antirusse déclenchée en Occident [...] n'a pas affecté notre interaction » (Lavrov, 2015b). Donc à en croire les membres du Kremlin, la crise ukrainienne aurait traduit les connexions culturelles et linguistiques entre la diaspora et la patrie en appuis politiques pour la Russie. Encore une fois, cela semble relever d'un acte de foi, démenti par de nombreuses études au fil des ans (Diener, 2015; Kallas, 2016; Kosmarskaya, 2011; Laruelle, 2018; Smith, 1999; Smith et Wilson, 1997; Suslov, 2018b; Trimbach et O'Lear, 2015; Zakem et al., 2015). Les plus récentes en particulier, soit celles publiées après les événements en Ukraine, notent la faible propension des russophones hors Ukraine à se mobiliser politiquement en soutien à la Russie, ou le peu d'intérêt qu'y accorde Moscou. À propos des russophones d'Estonie par exemple, Kristina Kallas écrivait en 2016 : « The territorial and political connections of Estonian-Russians are rather weak and do not support Russia's ambition to develop strong connections between the diaspora and the historic homeland » (p. 17). Dans le cas du Kazakhstan, les travaux d'Alexander Diener (2015) et de Marlène Laruelle (2018) soulignaient plutôt que si la minorité russophone (majoritaire dans les oblasts du nord) a périodiquement demandé le soutien politique de Moscou, c'est plutôt la Russie qui évite d'instrumentaliser la question des compatriotes dans sa relation avec les autorités kazakhes. Le raccourcis consistant à dire que les actions russes en Ukraine ont été appuyées par les compatriotes nécessite donc certaines nuances.

4.2.3 Le poids relatif de la question diasporique dans la crise ukrainienne

L'annexion de la Crimée et la rébellion au Donbass soulèvent évidemment des questions quant à la nature de l'enjeu des compatriotes dans la politique étrangère. Quel est le rôle réel joué par cette question dans la crise ukrainienne? Comment expliquer que la question des compatriotes semble avoir joué un rôle différent en Crimée et au Donbass?

Commençons par glissé un mot sur l'appui domestique à la politique du Kremlin en Ukraine. Un premier constat s'impose : l'annexion de la Crimée, ou plutôt sa « réunification » avec la Russie, a fait l'objet d'un quasi-consensus dans la société russe, et a fait grimper la popularité de Poutine à des niveaux stratosphériques. En revanche, la politique au Donbass s'est trouvée à être beaucoup plus divisive, les hésitations du Kremlin ne contentant ni les partisans d'une politique d'annexion, ni ceux en faveur de la non-intervention. En particulier parmi les ethno-nationalistes, « The war in eastern Ukraine earned the Kremlin no new friends while it antagonized some of its most ardent supporters » (Kolsto, 2016, p. 714). Cela tend à aller à contresens des accusations selon lesquelles Poutine aurait basé sa politique en Ukraine sur une idéologie ethno-nationaliste visant à réunifier la nation russe. D'autant plus si l'on considère l'approche essentiellement « utilitariste » de Moscou face à l'ethno-nationalisme (Teper, 2016). Comme le note Marlène Laruelle, si le Kremlin avait été mû par une telle idéologie, le Donbass aurait été annexé au même titre que la Crimée. Or, « it didn't because the ultimate aim is to penalize Ukraine for not respecting the rules of the game, not to reconstitute a divided Russian nation » (Laruelle, 2015a, p. 95).

Cela nous amène aux spécificités du cas criméen, qui suggèrent que c'était un cas d'exception, doté d'une légitimité particulière que le Donbass n'avait pas (Laruelle, 2016b, p. 57). C'est ce que laissait entendre Sergueï Lavrov en mars 2015 dans une entrevue radiodiffusée, lorsque questionné sur la possibilité que la Russie reconnaisse les républiques de Donetsk et Lougansk : « Nous voulons vraiment que les gens qui habitent proches de nos frontières [...] vivent bien. Pour que cela soit possible, l'Ukraine doit rester unie. Je ne parle pas de la Crimée – c'est une histoire complètement différente » (Lavrov, 2015a). La Crimée n'est donc pas conceptualisée comme partie de l'Ukraine, et est considérée comme une terre russe. Pour ce qui est du Donbass cependant, bien qu'il fasse partie du Monde russe, on semble pouvoir s'accommoder du fait qu'il appartienne à l'Ukraine, entendu que Kiev reste neutre par

rapport à l'Occident. Ainsi, fidèle à sa tendance à instrumentaliser ses compatriotes, la Russie a soutenu les séparatistes seulement dans la mesure où cela servait ses intérêts – notamment empêcher l'Ukraine de rejoindre l'OTAN – et n'a donc pas cherché à pousser sa chance jusqu'à annexer l'est de l'Ukraine, au grand dam des nationalistes radicaux (Pigman, 2019, p. 30). Il faut dire que le gouvernement russe était bien au fait des coûts potentiels en termes de réputation et de crédibilité qu'engendrerait un aventurisme militaire dans un territoire ethniquement plus hétérogène que la Crimée (Pieper, 2018, p. 15). La péninsule jouit d'autant plus d'une place particulière dans la psyché nationale russe que le Donbass n'a pas. Lieu important dans l'histoire et la culture russes, base de la Flotte de la mer Noire et zone stratégique de premier plan, le retour de la péninsule au sein de la Russie en fait quelque chose de naturel et de souhaité, et ce en dépit des répercussions internationales.

Au-delà de la volonté de défendre les compatriotes, il apparaît que les considérations géopolitiques ont pesées lourd dans la décision d'annexer la Crimée. En particulier, un sentiment de menace imminente quant aux intérêts géostratégiques de la Russie semble avoir poussé le gouvernement russe à prendre les grands moyens pour empêcher que la péninsule ne bascule, avec l'Ukraine, dans le camp occidental (Roberts, 2017). La perspective d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN était une éventualité que l'on ne pouvait se résigner à accepter au Kremlin compte-tenu des dangers sécuritaires que cela aurait amené. Poutine l'avait d'ailleurs laissé entendre dans son discours de l'annexion : « Cela aurait signifié que la marine de l'OTAN serait juste là, dans cette ville de la gloire militaire de la Russie, et cela créerait non pas une menace illusoire, mais une menace parfaitement réelle pour l'ensemble du sud de la Russie » (Poutine, 2014a). Dès la première heure, l'expansion de l'OTAN a généré des inquiétudes au Kremlin. Elle a été la cause principale de la dégradation des relations avec les États-Unis et l'UE à chacune de ses vagues et y est pour beaucoup dans les frustrations que cumule Moscou à l'égard de l'Occident depuis la fin de la guerre froide (Lévesque et Breault, 2016; Roberts, 2017; Tsygankov, 2013). S'étant plié pendant 20 ans aux

règles du jeu imposées par Bruxelles et Washington sans n'être réellement inclus dans leurs institutions, « les dirigeants russes, et pas seulement Vladimir Poutine, ont acquis la conviction que ces règles étaient pipées en leur défaveur et que le monde occidental en exigeait un respect beaucoup plus strict par la Russie que par d'autres pays » (Lévesque, 2014, p. 37). Après les multiples avertissements envoyés aux Occidentaux depuis Munich en 2007, laisser la Crimée tomber dans le camp rival aurait, à toutes fins pratiques, signifié une abdication de la Russie et causé une brèche stratégique qu'il n'aurait pas été possible de colmater dans sa « sphère d'intérêts exclusive ».

En outre, on peut dire que les références aux compatriotes dans le cadre de la crise ukrainienne avaient certes une dimension « authentique », au sens où il est tout à fait concevable que le désir de venir en aide aux compatriotes ait joué un rôle. Toutefois, les considérations géopolitiques, notamment la question de l'OTAN et la flotte de la mer Noire, semblent plus convaincantes pour comprendre la politique russe en Crimée, et notamment quand on la compare à la politique russe envers le conflit dans le Donbass (ou envers les problèmes des Russes en Lettonie). La question des compatriotes a été mobilisée essentiellement comme élément rhétorique instrumental, cadré en termes humanitaires pour légitimer des motivations géopolitiques et pour renforcer l'appui populaire du régime pour sa politique.

CONCLUSION

Nous arrivons maintenant au terme de notre étude. Après avoir examiné en détails l'évolution de la politique de la Russie envers ses diasporas postsoviétiques – conceptualisées en tant que « compatriotes à l'étranger » en Russie –, une brève récapitulation suivie de quelques constats s'impose.

Nous nous sommes questionnés, au début de ce mémoire, sur le processus évolutif de la politique diasporique russe et sur la manière dont elle s'insère dans la politique étrangère de la Russie. Les chapitres précédents ont tenté de démystifier les relations de la Russie avec ses compatriotes en périodisant leur évolution, faisant ressortir, pour chaque période, les enjeux structurants qui ont influencé leurs fluctuations. Nous indiquions, au chapitre I, que la littérature sur les diasporas russes en tant qu'instrument de la politique étrangère de la Russie se divise essentiellement en deux camps : ceux qui tendent à « pathologiser » la politique des compatriotes, qui ne serait qu'un outil de révisionnisme qui ne dit pas son nom; et ceux qui minimisent son efficacité en pointant sa nature contre-productive et son manque de constance. L'un des objectifs de ce mémoire était de tirer au clair ces interprétations contradictoires en analysant l'évolution de la politique envers les compatriotes depuis la dissolution de l'URSS, et ce afin d'en tirer des pistes pour comprendre son rôle dans la crise ukrainienne et au-delà.

Nous avons suggéré que les relations patrie-diaspora peuvent se concevoir à l'aide d'une approche d'inspiration constructiviste, laquelle insiste sur l'indissociabilité de l'identité nationale et des intérêts nationaux tels que se les représentent les dirigeants. La perception qu'ont ces derniers de la diaspora et de sa place dans l'imaginaire

national est historiquement contingente d'un ensemble de facteurs de l'environnement national et international. La politique diasporique de la Russie a ainsi évolué en symbiose avec les contraintes qui lui étaient imposées par les différentes conjonctures. C'est ce qui a été démontré au fil de la démonstration via l'analyse du discours des principales personnalités du gouvernement russes par rapport aux compatriotes à l'étranger, qui a par la suite été croisée aux événements structurants de la scène politique eût égard au sujet qui était le nôtre.

Nous avons vu dans le chapitre II qu'un premier stade d'évolution de la politique diasporique a été franchi dans la seconde moitié de la décennie 90. Les années suivant la dissolution de l'URSS étaient caractérisées par un désintérêt, tout au mieux un intérêt cosmétique, de la part du gouvernement envers sa nouvelle diaspora postsoviétique. Il faut dire que les conditions en Russie même, dans un contexte de thérapie de choc et de marasme économique galopant doublé de tensions politiques, reléguaient la question des populations russes de l'étranger proche – bien que dans une situation précaire à certains endroits – au bas de la liste des priorités. Il aura fallu de vives critiques de la part de l'opposition parlementaire l'accusant de laisser tomber ses compatriotes pour que le gouvernement Eltsine prenne en main la question. C'est ainsi que la fin de cette décennie a vu naître les bases juridiques sur lesquelles un processus d'institutionnalisation des relations de la Russie avec ses diasporas allait se développer.

Mais c'est réellement à partir de l'arrivée à la présidence de Vladimir Poutine en 2000, que les compatriotes à l'étranger entrent parmi les priorités du gouvernement. Nous avons montré au chapitre III que le Kremlin a cherché à capter le potentiel de la diaspora afin qu'il serve les intérêts de l'État russe. Cela s'est traduit par une approche double : instrumentalisation de la présence des Russes dans les États postsoviétiques; et encouragement à les réinstaller en Russie pour combler le déficit démographique. Les années 2000 à 2012 ont à ce titre été témoins d'un vigoureux processus d'institutionnalisation et de centralisation de la politique des compatriotes, dans lequel

plusieurs structures ont été créées pour soutenir et consolider la diaspora de manière à en faire un instrument de maintien de l'hégémonie russe dans l'espace postsoviétique. Cette période a en effet montré la nature instrumentale de la question des compatriotes pour le Kremlin. On le voit dans la stratégie de *soft power* développée à partir du second mandat de Poutine : les compatriotes sont avant tout un relai de l'influence russe dans l'ex-URSS. Avec la promotion du concept de Monde russe, on veut que les compatriotes s'identifient à une sphère culturelle qui dépasse les limites de la Fédération de Russie. Donc si l'on veut bien soutenir culturellement, linguistiquement et juridiquement les communautés russes dans les pays frontaliers, on le fait essentiellement dans l'optique de s'attirer leurs bonnes grâces, afin qu'elles propagent une image positive – ou « objective », dirait-on au Kremlin – de la Russie. On cherche surtout à traduire leurs affinités culturelles en un alignement politique sur les positions de Moscou.

Ceci devient encore plus vrai dans le cadre du « tournant conservateur » qui coïncide avec le retour à la présidence de Poutine en 2012. Or, cette période, décrite au chapitre IV, voit aussi un certain repli sur l'espace postsoviétique, alors que le Monde russe est défini par les limites territoriales de l'ex-URSS et non plus en tant que réseau déterritorialisé de communautés russophones à l'échelle du globe. Le Monde russe prenait un virage « géopolitique » en tant que territoire d'un bloc civilisationnel distinct dont la Russie serait à la tête. C'est effectivement vers 2012 qu'un changement s'amorce au Kremlin par rapport à la perception de la zone de responsabilité sécuritaire de la Russie, qui s'articule de plus en plus à l'échelle du Monde russe. La crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée en 2014 ont cristallisé ce changement dans le discours. La rhétorique sur la protection des compatriotes, qui a pris une ampleur inégalée en 2014, a laissé entrevoir la volonté de la Russie de venir en aide à ses compatriotes « par tous les moyens légitimes ». Mais cette posture cachait en filigrane l'objectif premier de la politique des compatriotes : la consolidation de la diaspora afin qu'elle s'aligne sur les positions de Moscou.

Que dire, en rétrospective, sur le développement général de la politique diasporique depuis les années 1990? D'abord, tel que les chapitres précédents l'ont montré, on peut dire qu'elle a été construite en phases, selon un processus évolutif. Ensuite, ce processus évolutif suit une certaine logique qui est soumise aux aléas de la politique nationale et internationale. Il est possible de constater que les changements majeurs qui sont survenus dans la politique envers les compatriotes le sont en lien avec des événements qui viennent changer la perception des dirigeants russes par rapport au rôle de la Russie à l'égard de ses diasporas et vice-versa. Les révolutions de couleurs en sont un bon exemple. Elles y sont pour beaucoup dans l'orientation prise par le Kremlin de développer activement sa politique diasporique de façon à favoriser la consolidation de la diaspora et son ralliement à la Russie. Si bien que la consolidation de la diaspora est presque devenue une expression vide de sens, tant elle a été répétée par les hauts-placés du Kremlin, en particulier lors de la crise ukrainienne. À les entendre, les compatriotes sont tous derrière la Russie, tous prêts à supporter le pays dans les temps politiquement difficiles de ce monde post-Crimée.

Or, il ne faudrait pas surestimer le poids du discours qui émane du Kremlin en ce qui a trait aux compatriotes. La majorité de la diaspora ne partage pas les positions politiques de Moscou, même si elle a un attachement culturel, et tend à résister aux tentatives d'instrumentalisation de Moscou. L'analyse du discours officiel effectuée dans le cadre de ce mémoire révèle effectivement un fossé entre ce qui est dit par les personnalités influentes du Kremlin et la réalité sur le terrain. Le discours est toujours plus « beau » et grandiose que ne le laisse paraître un examen de la politique concrète. Cela n'a rien de spécifique à la Russie. On pourrait même affirmer que c'est plutôt la constante dans le monde politique, et ce peu importe le pays. Le discours sur les diasporas a une fonction qui va au-delà de la politique de soutien à leur égard, dans la mesure où il est essentiellement destiné à un auditoire domestique. Il sert en quelque sorte à combler la distance entre les frontières politiques de la Russie en tant qu'État, et les frontières culturelles de la « russité » telle qu'elle existe subjectivement chez une

partie de la population russe qui a connu l'époque soviétique. Les références au thème diasporique, tant au niveau du discours que de la politique concrète, visent à montrer que le gouvernement se préoccupe des populations qui aspirent à conserver des liens avec leur patrie, et qu'il fait quelque chose pour réunir, à tout le moins symboliquement, les Russes hors de Russie et la patrie.

Or, l'un des principaux problèmes avec la question des compatriotes pour le Kremlin est qu'elle est surtout utilisée comme un instrument rhétorique pour camoufler, ou justifier, des objectifs géopolitiques, voire renforcer l'appui populaire du régime. L'enjeu ne prend de l'importance que lorsqu'il coïncide avec les intérêts de l'État. Malgré de beaux discours sur la « consolidation de la diaspora » autour de la Russie, et sur le « soutien indéfectible » du gouvernement pour la protection des droits de ses compatriotes à l'étranger, ces derniers n'apparaissent clairement pas comme l'ultime priorité s'ils ne permettent pas de faire avancer les intérêts géopolitiques de l'État russe. La Russie n'a d'ailleurs, après la Crimée, fait aucune autre tentative consistante pour réunifier les compatriotes de l'espace post-soviétique avec la patrie (Pieper, 2018), ni même pour les soutenir plus activement face, par exemple, à de nouvelles lois restrictives en Lettonie concernant l'éducation en russe (Engel, 2018).

Il convient donc de rester vigilant lorsqu'on analyse la relation entre la Russie et ses compatriotes. Il est facile d'exagérer l'influence de la Russie sur les communautés russophones et de tomber dans le biais de confirmation néo-impérial en voyant l'arsenal de tactiques que développe le Kremlin pour les instrumentaliser. Or ce serait retirer leur agentivité aux compatriotes que d'attribuer au gouvernement russe le pouvoir de dicter leur position. À vrai dire, si une partie de la diaspora reste politiquement proche de Moscou, la majorité n'ont aucun désir d'être des pions pour le bénéfice des cercles dirigeants corrompus d'un pays dans lequel ils n'habitent pas. Et cela est particulièrement vrai dans les pays baltes. De toute façon, même en Crimée

à la veille de l'annexion, beaucoup n'avaient simplement jamais entendu parler de la politique envers les compatriotes ou en étaient insatisfaits (Knott, 2017).

Enfin, les inquiétudes quant la répétition d'un scénario criméen ailleurs dans l'ex-URSS semblent plutôt exagérées. En admettant que les Russes de l'étranger proche aient une loyauté sans faille envers la Russie et demandent son intervention, il est loin d'être certain que le Kremlin veuille avoir à gérer les conséquences d'une autre annexion, l'économie et la réputation internationale de la Russie payant encore le prix de la précédente. De plus, il faut garder en tête que la relation de la Russie avec le Monde russe reste contextualisée et essentiellement pragmatique (Laruelle, 2015a), c'est-à-dire qu'aussi longtemps que les pays abritant une importante minorité russe acceptent d'être « finlandisés » ou que des intérêts plus importants entrent en considération, des tentatives d'instrumentalisation des diasporas à des fins de déstabilisation ont peu de chance de se produire.

Évidemment, personne n'est dans le secret des dieux. Il existe toujours la possibilité théorique que la Russie se relance dans l'aventurisme géopolitique dans un avenir pas si lointain. Cependant, si c'est le cas, la politique envers les compatriotes ne saura servir ses intérêts aussi bien qu'elle l'a déjà fait par le passé

ANNEXE A

Changements dans les principales fonctions de l'agence Rossotroudnitchestvo entre 2008 et 2013	
2008	2013
Interaction avec les organes exécutifs des organisations internationales et régionales créées conjointement par la Russie et les membres de la CEI	N/A
Coordination et contrôle de la mise en œuvre des décisions d'intégration bilatérale et multilatérale avec les membres de la CEI	Retirée
Développement et mise en œuvre du programme d'assistance aux États membres de la CEI en accord avec le MID	Développement et mise en œuvre du programme d'assistance aux États membres de la CEI <i>et autres États</i> conjointement avec le MID, <i>et surveillance de la réalisation de ces programmes</i>
Assiste le MID dans la poursuite d'une politique unique concernant la coordination des programmes de coopération humanitaire internationale	Assiste le MID dans la poursuite d'une politique unique concernant la coordination des programmes de coopération humanitaire internationale
Intéraction dans les domaines scientifique, culturel, économique, informationnel et humanitaire avec les ONG et les organisations religieuses russes ainsi qu'avec les ONG des États membres de la CEI	Intéraction dans les domaines scientifique, culturel, économique, informationnel et humanitaire avec les ONG et les organisations religieuses russes, avec les ONG <i>et les structures étatiques</i> des États membres de la CEI <i>et des autres États, avec les organisations internationales et régionales, ainsi qu'avec les organisations commerciales russes et étrangères dans le domaine de l'assistance au développement international</i>
Interaction avec d'autres organismes fédéraux dans la mise en œuvre de la politique pour soutenir les compatriotes à l'étranger	Interaction avec d'autres organismes fédéraux dans la mise en œuvre de la politique pour soutenir les compatriotes à l'étranger, <i>ainsi que dans la promotion du développement international au niveau bilatéral</i>
Fournir, en Russie et à l'étranger, un support informationnel pour ses activités	Fournir, en Russie et à l'étranger, un support informationnel pour ses activités, <i>et participer au développement, à la mise en œuvre et au suivi analytique des politiques pour renforcer la perception positive et l'influence culturelle et humanitaire de la Russie moderne dans le monde</i>
Favoriser le développement des relations sociales, commerciales et scientifiques entre la Russie et les membres de la CEI ainsi que d'autres États	N/A
Participer à la planification, à l'organisation et à la conduite des actions humanitaires, culturelles et scientifiques de la Russie; et coordonner les activités des organisations russes et étrangères pour la préparation de ces actions	N/A
Contribuer au développement des relations internationales de la Russie en éducation par la promotion des services éducatifs des établissements d'enseignement russes, et développer la coopération entre les établissements d'enseignement russes et étrangers	Contribuer au développement des relations internationales de la Russie en éducation par la promotion des services des <i>organisations éducatives</i> russes, et développer la coopération entre les <i>organisations éducatives</i> russes et étrangères
Aider à la sélection et à l'orientation des compatriotes de l'étranger et des ressortissants étrangers pour des études en Russie	N/A
Organisation du travail avec les diplômés des établissements d'enseignement russes et soviétiques résidant à l'étranger dans l'intérêt de la coopération humanitaire, commerciale, technique et scientifique avec les États étrangers	Organisation du travail avec les diplômés des <i>institutions et organisations</i> d'enseignement russes et soviétiques résidant à l'étranger dans l'intérêt de la coopération humanitaire, commerciale, technique et scientifique avec les États étrangers
Organisation de cours de langue russe dans les centres de représentation à l'étranger et fourniture d'assistance méthodologique aux professeurs de langue russe étrangers	N/A
Organisation de conférences, séminaires, réunions créatives, de compétitions et d'olympiades de langue russe en Russie et à l'étranger	N/A
Contribuer au maintien et au renforcement des contacts internationaux des sujets de la Fédération de Russie dans les domaines scientifique, technique, culturel, économique et éducatif	N/A
Coordonner la coopération entre les villes jumelles	N/A
Organiser des mesures pour la préservation à l'étranger des objets qui ont une valeur historique et commémorative pour la Russie	N/A
Source: Président de la Fédération de Russie (2008, 2013)	

BIBLIOGRAPHIE

- Adamson, F. B. et Demetriou, M. (2007). Remapping the Boundaries of 'State' and 'National Identity': Incorporating Diasporas into IR Theorizing. *European Journal of International Relations*, 13(4), 489-526. doi: [10.1177/1354066107083145](https://doi.org/10.1177/1354066107083145)
- Adomeit, H. (2018, 27 février). Putin's 'Greater Russia': misunderstanding or mission? *Raam op Rusland*. Récupéré de <https://www.raamoprusland.nl/dossiers/roesski-mir/878-putin-s-greater-russia-misunderstanding-or-mission>
- Agnew, J. (1999). Mapping Political Power Beyond State Boundaries: Territory, Identity, and Movement in World Politics. *Millennium*, 28(3), 499-521. doi: [10.1177/03058298990280030701](https://doi.org/10.1177/03058298990280030701)
- Allison, R. (2008). Russia resurgent? Moscow's campaign to 'coerce Georgia to peace'. *International Affairs*, 84(6), 1145-1171. doi: [10.1111/j.1468-2346.2008.00762.x](https://doi.org/10.1111/j.1468-2346.2008.00762.x)
- Ambrosio, T. (2016). The rhetoric of irredentism: The Russian Federation's perception management campaign and the annexation of Crimea. *Small Wars & Insurgencies*, 27(3), 467-490. doi: [10.1080/09592318.2016.1151653](https://doi.org/10.1080/09592318.2016.1151653)
- Artman, V. M. (2013). Documenting Territory: Passportisation, Territory, and Exception in Abkhazia and South Ossetia. *Geopolitics*, 18(3), 682-704. doi: [10.1080/14650045.2013.769963](https://doi.org/10.1080/14650045.2013.769963)
- Audinet, M. (2017). Anatomie de la diplomatie culturelle russe à l'ère postsoviétique. *Hérodote*, (166-167), 165-177. doi: [10.3917/her.166.0165](https://doi.org/10.3917/her.166.0165)
- Averre, D. (2008). Russian Foreign Policy and the Global Political Environment. *Problems of Post-Communism*, 55(5), 28-39. doi: [10.2753/PPC1075-8216550503](https://doi.org/10.2753/PPC1075-8216550503)
- Badescu, C. G. et Weiss, T. G. (2010). Misrepresenting R2P and Advancing Norms: An Alternative Spiral? *International Studies Perspectives*, 11(4), 354-374. doi: [10.1111/j.1528-3585.2010.00412.x](https://doi.org/10.1111/j.1528-3585.2010.00412.x)
- Baranovsky, V. et Mateiko, A. (2016). Responsibility to Protect: Russia's Approaches. *The International Spectator*, 51(2), 49-69. doi: [10.1080/03932729.2016.1176648](https://doi.org/10.1080/03932729.2016.1176648)

- Barrington, L. (2001). Russian-Speakers in Ukraine and Kazakhstan: “Nationality,” “Population,” or Neither? *Post-Soviet Affairs*, 17(2), 129-158. doi: [10.1080/1060586X.2001.10641498](https://doi.org/10.1080/1060586X.2001.10641498)
- Barrington, L. W., Herron, E. S. et Silver, B. D. (2003). The Motherland Is Calling: Views of Homeland among Russians in the near Abroad. *World Politics*, 55(2), 290-313. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/25054221>
- Battistella, D. (2015). *Théories des relations internationales* (5e éd.). Paris : Presses de Sciences Po.
- Belokurova, G. (2018). Soviet Legacies, Organized Crime, and Economic Gangsterism: Russia, 1995–2010. *Communist and Post-Communist Studies*, 51(1), 1-17. doi: [10.1016/j.postcomstud.2018.01.004](https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2018.01.004)
- Biersack, J. et O’Lear, S. (2014). The geopolitics of Russia’s annexation of Crimea: narratives, identity, silences, and energy. *Eurasian Geography and Economics*, 55(3), 247-269. doi: [10.1080/15387216.2014.985241](https://doi.org/10.1080/15387216.2014.985241)
- Bildt, C. (2016, 2 novembre). 3 ways to stop ‘revisionist, militaristic’ Russia. Dans *Politico*. Récupéré de <https://www.politico.eu/article/long-game-against-revisionist-russia-putin-assad/>
- Binette, P. et Lévesque, J. (1993). La Russie à la recherche d’un nouveau système international et d’une nouvelle politique extérieure. *Revue québécoise de science politique*, (24), 45-73. doi: <https://doi.org/10.7202/040319ar>
- Black, J. L. et Johns, M. (2016). *The Return of the Cold War: Ukraine, the West and Russia*. New-York : Routledge.
- Black, J. L. et Plekhanov, S. M. (2016). Chronology of Key Events to Minsk II. Dans J. L. Black et M. Johns (dir.), *The Return of the Cold War: Ukraine, the West, and Russia* (p. 238-279). New-York : Routledge.
- Blank, S. (2014, 28 décembre). Vladimir Putin Ukraine objective is power to dominate all of Europe. *The Washington Times*. Récupéré de <http://www.washingtontimes.com/news/2014/dec/28/stephen-blank-vladimir-putin-ukraine-objective-is-/>
- Braux, A. (2007). L’émigration des pays de la CEI vers la Russie : enjeu de politique intérieure et extérieure ? *Revue internationale et stratégique*, (68), 121-131. doi: [10.3917/ris.068.0121](https://doi.org/10.3917/ris.068.0121)

- Brinkerhoff, J. M. (2008). The Potential of Diasporas and Development. Dans J. M. Brinkerhoff (dir.), *Diasporas and Development: Exploring the Potential* (p. 1-15). Boulder : Lynne Reinner Publishers.
- British Council. (2013). *Annual Report 2012-2013*. Londres : British Council. Récupéré de <https://www.britishcouncil.org/sites/default/files/annual-report-2012-13.pdf>
- Brubaker, R. (1994). Nationhood and the National Question in the Soviet Union and Post-Soviet Eurasia: An Institutional Account. *Theory and Society*, 23(1), 47-78. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/657812>
- Brubaker, R. (1996). *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Brubaker, R. (2005). The 'diaspora' diaspora. *Ethnic and Racial Studies*, 28(1), 1-19. doi: [10.1080/0141987042000289997](https://doi.org/10.1080/0141987042000289997)
- Brubaker, W. R. (1992). Citizenship Struggles in Soviet Successor States. *The International Migration Review*, 26(2), 269-291. doi: [10.2307/2547057](https://doi.org/10.2307/2547057)
- Butler, K. D. (2001). Defining Diaspora, Refining a Discourse. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, 10(2), 189-219. doi: [10.1353/dsp.2011.0014](https://doi.org/10.1353/dsp.2011.0014)
- Buzgalin, A., Kolganov, A. et Barashkova, O. (2016). Russia: A New Imperialist Power? *International Critical Thought*, 6(4), 645-660. doi: [10.1080/21598282.2016.1242085](https://doi.org/10.1080/21598282.2016.1242085)
- Byford, A. (2012). The Russian Diaspora in International Relations: 'Compatriots' in Britain. *Europe-Asia Studies*, 64(4), 715-735. doi: [10.1080/09668136.2012.660764](https://doi.org/10.1080/09668136.2012.660764)
- Casula, P. (2014). Russia's and Europe's Borderlands: Between Sovereign Intervention and Security Management. *Problems of Post-Communism*, 61(6), 6-17.
- Chepurin, A. (2009). Approaching the Far Away. *Russia in Global Affairs*, (3). Récupéré de https://eng.globalaffairs.ru/number/n_13587
- Cheskin, A. (2012a). History, conflicting collective memories, and national identities: how Latvia's Russian-speakers are learning to remember. *Nationalities Papers*, 40(4), 561-584. doi: [10.1080/00905992.2012.685062](https://doi.org/10.1080/00905992.2012.685062)
- Cheskin, A. (2012b). Synthesis and Conflict: Russian-Speakers' Discursive Response to Latvia's Nationalising State. *Europe-Asia Studies*, 64(2), 325-347. doi: [10.1080/09668136.2011.642582](https://doi.org/10.1080/09668136.2011.642582)

- Cheskin, A. (2013). Exploring Russian-Speaking Identity from Below: The Case of Latvia. *Journal of Baltic Studies*, 44(3), 287-312. doi: [10.1080/01629778.2012.712335](https://doi.org/10.1080/01629778.2012.712335)
- Cheskin, A. (2015). Identity and Integration of Russian Speakers in the Baltic States: A Framework for Analysis. *Ethnopolitics*, 14(1), 72-93. doi: [10.1080/17449057.2014.933051](https://doi.org/10.1080/17449057.2014.933051)
- Churkine, V. (2014, 3 mars). Выступление на открытом заседании Совета Безопасности ООН по ситуации на Украине, Нью-Йорк [Discours à l'ouverture du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Ukraine, New-York]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/vystuplenia-zaavlenia/-/asset_publisher/97FOfHiV2r4j/content/id/72218
- Cohen, R. (2008). *Global Diasporas: An Introduction* (2^e éd.). New-York : Routledge.
- Collier, D. (2011). Understanding Process Tracing. *Political Science & Politics*, 44(4), 823-830. doi: [10.1017/S1049096511001429](https://doi.org/10.1017/S1049096511001429)
- Conant, E. (2014, 2 mai). Ethnic Russians: Pretext for Putin's Ukraine Invasion? *National Geographic News*. Récupéré de <https://www.nationalgeographic.com/news/2014/5/140502-russia-putin-ukraine-geography-crimea-language/>
- Conley, H. A. et Gerber, T. P. (2011). *Russian Soft Power in the 21st Century: An Examination of Russian Compatriot Policy in Estonia*. Washington D.C. : Center for Strategic and International Studies. Récupéré de https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/110826_Conley_RussianSoftPower_Web.pdf
- Daalder, I. H. (2017). Responding to Russia's Resurgence. *Foreign Affairs*, 96(6), 30-38. Récupéré de <http://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&db=bsu&AN=125600583&lang=fr&site=ehost-live>
- Délano, A. et Gamlen, A. (2014). Comparing and theorizing state-diaspora relations. *Political Geography*, 41, 43-53. doi: [10.1016/j.polgeo.2014.05.005](https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2014.05.005)
- Deyermont, R. (2016). The Uses of Sovereignty in Twenty-first Century Russian Foreign Policy. *Europe-Asia Studies*, 68(6), 957-984. doi: [10.1080/09668136.2016.1204985](https://doi.org/10.1080/09668136.2016.1204985)

- Diener, A. C. (2015). Assessing Potential Russian Irredentism and Separatism in Kazakhstan's Northern Oblasts. *Eurasian Geography and Economics*, 56(5), 469-492. doi: [10.1080/15387216.2015.1103660](https://doi.org/10.1080/15387216.2015.1103660)
- Diesen, G. (2019). Russia as an international conservative power: the rise of the right-wing populists and their affinity towards Russia. *Journal of Contemporary European Studies*, 1-15. doi: [10.1080/14782804.2019.1705770](https://doi.org/10.1080/14782804.2019.1705770)
- Dodonov, R. et Aleksandrova, O. (2019). Discourse Technique for Constructing Secessions: The Experience of Donbass and Latgale. *Идеология и Политика*, 12(1), 122-137.
- Douma d'État. (2013, 10 avril). Стенограмма заседания 10 апреля 2013 г [Transcription de la réunion du 10 avril 2013]. *Assemblée fédérale de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://transcript.duma.gov.ru/node/3835/>
- Dufoix, S., Guerassimoff, C. et Tinguay, A. de (dir.). (2010). *Loin des yeux, près du coeur: les États et leurs expatriés*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- Dunn, E. C. et Bobick, M. S. (2014). The empire strikes back: War without war and occupation without occupation in the Russian sphere of influence. *American Ethnologist*, 41(3), 405-413. doi: [10.1111/amet.12086](https://doi.org/10.1111/amet.12086)
- Ellison, B. J. (2011). Russian Grand Strategy in the South Ossetia War. *Demokratizatsiya*, 19(4), 343-366.
- Eltsov, P. et Larres, K. (2014, 10 mars). Putin's Targets. *The New Republic*. Récupéré de <https://newrepublic.com/article/116965/putins-next-targets-eastern-ukraine-and-northern-kazakhstan>
- Engel, V. (2018, 26 juillet). Why Is Russia Not Stepping In to Protect its Compatriots Abroad? *Fair Observer*. Récupéré de <https://www.fairobserver.com/region/europe/vladimir-putin-latvia-ukraine-russian-language-school-reform-europe-news-17912/>
- Engström, M. (2014). Contemporary Russian Messianism and New Russian Foreign Policy. *Contemporary Security Policy*, 35(3), 356-379. doi: [10.1080/13523260.2014.965888](https://doi.org/10.1080/13523260.2014.965888)
- Evans, G. (2009). Russia, Georgia and the Responsibility to Protect. *Amsterdam Law Forum*, 1(2), 25-28.

- Fayzullina, A. R. (2015). The Formation of Legal Framework of Migration Policy in Russian Federation (1992-2010). *Journal of Sustainable Development*, 8(5), 12-18. doi: [10.5539/jsd.v8n5p12](https://doi.org/10.5539/jsd.v8n5p12)
- Fédération de Russie. (1999, 24 mai). *О государственной политике Российской Федерации в отношении соотечественников за рубежом [Sur la politique du gouvernement de la Fédération de Russie à l'égard des compatriotes à l'étranger]* с. N° 99-FZ.
- Fédération de Russie. (2001, 24 septembre). *О концепции демографического развития Российской Федерации на период до 2015 года [Concept sur le développement démographique de la Russie pour la période 2001-2015]* с. N° 1270-г.
- Fédération de Russie. (2001, 27 juin). *О федеральной целевой программе « Русский язык » на 2002-2005 годы [Programme fédéral cible « Langue russe » pour les années 2002-2005]* с. N° 483-FZ.
- Fédération de Russie. (2002, 31 mai). *О гражданстве Российской Федерации [Sur la citoyenneté de la Fédération de Russie]* с. N° 62-FZ.
- Fédération de Russie. (2002, 28 novembre). *Основные направления поддержки Российской Федерацией соотечественников за рубежом на 2002-2005 годы [Principales orientations du soutien de la Fédération de Russie aux compatriotes à l'étranger pour les années 2002-2005]* с. N° 1663-г.
- Fédération de Russie. (2005, 29 décembre). *Федеральная целевая программа « Русский язык (2006-2010 годы) » [Programme fédéral cible « Langue russe (2006-2010) »]* с. N° 833.
- Fédération de Russie. (2006, 22 juin). *О мерах по оказанию содействия добровольному переселению в Российскую Федерацию соотечественников, проживающих за рубежом [Sur les mesures visant à faciliter la réinstallation volontaire des compatriotes en Fédération de Russie]* с. N°137.
- Fédération de Russie. (2010, 27 juillet). *О государственной политике Российской Федерации в отношении соотечественников за рубежом [Sur la politique de la Russie à l'égard des compatriotes à l'étranger]* с. N° 179-FZ.
- Fédération de Russie. (2014, 19 décembre). *Государственная программа по оказанию содействия добровольному переселению в Российскую Федерацию соотечественников, проживающих за рубежом [Programme gouvernemental sur les mesures visant à faciliter la réinstallation volontaire des compatriotes à l'étranger en Russie]* с. N° 792.

- Fédération de Russie. (2014b, 12 mars). О внесении в Госдуму подготовленного ФМС законопроекта, направленного на упрощение получения российского гражданства русскоязычными гражданами зарубежных стран [Sur l'introduction à la Douma d'un projet de loi par le FMS visant à simplifier la procédure d'accession à la citoyenneté pour russophones des pays étrangers]. *Gouvernement de la Fédération de Russie*.
- Feklyunina, V. (2016). Soft Power and Identity: Russia, Ukraine and the 'Russian World(s)'. *European Journal of International Relations*, 22(4), 773-796. doi: [10.1177/1354066115601200](https://doi.org/10.1177/1354066115601200)
- Ferris, E. (2018, 21 novembre). Probing the Baltic States: Why Russia's Ambitions Do Not Have a Security Dimension. *RUSI*. Récupéré de <https://rusi.org/commentary/probing-baltic-states-why-russia%E2%80%99s-ambitions-do-not-have-security-dimension>
- Filimonov, G. (2010, 25 décembre). Russia's Soft Power Potential: Russia to Build Up Its International Influence. *Russia in Global Affairs*. Récupéré de <https://eng.globalaffairs.ru/number/Russias-Soft-Power-Potential-15086>
- Flynn, M. (2008). Expérience du déplacement et perception de la patrie : les communautés de rapatriés et la diaspora russes. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 39(1), 39-65.
- Freinkman, L. (2000). Role of the Diasporas in Transition Economies: Lessons from Armenia. *MPRA Paper*, (10013), 332-342.
- Goble, P. (2014, 21 mars). Crimea a Precedent for Russian Actions Across Former Soviet Space, Influential Russian Analyst Says. *The Interpreter*. Récupéré de <https://www.interpretermag.com/crimea-a-precedent-for-russian-actions-across-former-soviet-space-influential-russian-analyst-says/>
- Götz, E. (2016). Russia, the West, and the Ukraine crisis: three contending perspectives. *Contemporary Politics*, 22(3), 249-266. doi: [10.1080/13569775.2016.1201313](https://doi.org/10.1080/13569775.2016.1201313)
- Grigas, A. (2016). *Beyond Crimea: The New Russian Empire*. New Haven : Yale University Press.
- Grigorian, D. A. et Melkonyan, T. A. (2011). Destined to Receive: The Impact of Remittances on Household Decisions in Armenia. *Review of Development Economics*, 15(1), 139-153. doi: [10.1111/j.1467-9361.2010.00598.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-9361.2010.00598.x)

- Grix, J. et Kramareva, N. (2017). The Sochi Winter Olympics and Russia's unique soft power strategy. *Sport in Society*, 20(4), 461-475. doi: [10.1080/17430437.2015.1100890](https://doi.org/10.1080/17430437.2015.1100890)
- Gromilova, A. (2015). Statelessness: Challenging the "Europeanness" in the Baltics. *Revista de Științe Politice. Revue des Sciences Politiques*, (47), 268-282.
- Gronsky, A. (2017, 9 octobre). The Russian World in a Quest for Meaning: Slavic Countries in the Post-Soviet Space. *Russia in Global Affairs*. Récupéré de <https://eng.globalaffairs.ru/number/The-Russian-World-in-a-Quest-for-Meaning-19055>
- Hahn, G. M. (1994). Opposition Politics in Russia. *Europe-Asia Studies*, 46(2), 305-335.
- Heleniak, T. (2002). Migration and restructuring in post-soviet Russia. *Demokratizatsiya*, 9(4), 531-549.
- Heleniak, T. (2016). The Evolution of Russian Migration Policy in the Post-Soviet Period. Dans D. L. Leal et N. P. Rodríguez (dir.), *Migration in an Era of Restriction and Recession: Sending and Receiving Nations in a Changing Global Environment* (p. 211-232). Cham : Springer International Publishing.
- Hopf, T. (1998). The Promise of Constructivism in International Relations Theory. *International Security*, 23(1), 171-200. doi: [10.2307/2539267](https://doi.org/10.2307/2539267)
- Huntington, S. P. (1993). The Clash of Civilizations? *Foreign Affairs*, 72(3), 22-49. doi: [10.2307/20045621](https://doi.org/10.2307/20045621)
- Hurd, I. (2010). Constructivism. Dans C. Reus-Smith et D. Snidal (dir.), *The Oxford Handbook of International Relations* (p. 298-316). New-York : Oxford University Press.
- Ingram, A. (1999). « A Nation Split into Fragments »: The Congress of Russian Communities and Russian Nationalist Ideology. *Europe-Asia Studies*, 51(4), 687-704. doi: [10.1080/09668139998859](https://doi.org/10.1080/09668139998859)
- Ingram, A. (2001). Broadening Russia's borders?: The nationalist challenge of the Congress of Russian Communities. *Political Geography*, 20(2), 197-219. doi: [10.1016/S0962-6298\(00\)00063-9](https://doi.org/10.1016/S0962-6298(00)00063-9)
- Ishchenko, V. (2016). Far right participation in the Ukrainian Maidan protests: an attempt of systematic estimation. *European Politics & Society*, 17(4), 453-472. doi: [10.1080/23745118.2016.1154646](https://doi.org/10.1080/23745118.2016.1154646)

- Ishiyama, J. T. (1998). Strange Bedfellows: Explaining Political Cooperation between Communist Successor Parties and Nationalists in Eastern Europe. *Nations and Nationalism*, 4(1), 61-85. doi: [10.1111/j.1354-5078.1998.00061.x](https://doi.org/10.1111/j.1354-5078.1998.00061.x)
- Jopling, Lord. (2018). *Parade aux menaces hybrides émanant de la Russie: une mise à jour* [Rapport spécial]. Royaume-Unis : Commission sur la dimension civile de la sécurité (CDS).
- Kallas, K. (2016). Claiming the diaspora: Russia's compatriot policy and its reception by Estonian-Russian population. *Journal on Ethnopolitics and Minority Issues in Europe*, 15(3), 1-25.
- Karabeshkin, L. A. et Spechler, D. R. (2007). EU and NATO Enlargement: Russia's Expectations, Responses and Options for the Future. *European Security*, 16(3-4), 307-328. doi: [10.1080/09662830701776056](https://doi.org/10.1080/09662830701776056)
- Karasine, G. (2012a, 24 octobre). Интервью Г.Б.Карасина журналу «Шире круг», Москва [Entrevue de G. B. Karasine au journal « Shire Krug », Moscou]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/UdAzvXr89FbD/content/id/137782
- Karasine, G. (2012b, 24 octobre). Статья Г.Б.Карасина «Русский мир становится реальностью», опубликованная в «Российской газете» [Article de G. B. Karasine « Le Monde russe devient une réalité », publié dans « Rossiïskaïa Gazeta »]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/UdAzvXr89FbD/content/id/137918
- Karasine, G. (2016, 14 juin). Статья Г.Б.Карасина «И снова о «мягкой силе»», опубликованная в «Российской газете» [Article de G. B. Karasine « Parlons encore de soft power », publié dans « Rossiïskaïa Gazeta »]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/nota-bene/-/asset_publisher/dx7DsH1WAM6w/content/id/2318454?p_p_id=101_INSTANCE_dx7DsH1WAM6w&_101_INSTANCE_dx7DsH1WAM6w_languageId=ru_RU
- Katchanovski, I. (2016). The Far Right in Ukraine During the « Euromaidan » and the War in Donbas. *SSRN Electronic Journal*. doi: [10.2139/ssrn.2832203](https://doi.org/10.2139/ssrn.2832203)
- King, C. et Melvin, N. J. (2000). Diaspora Politics: Ethnic linkages, Foreign Policy, and Security in Eurasia. *International Security*, 24(3), 108-138.
- Kiseleva, Y. (2015). Russia's Soft Power Discourse: Identity, Status and the Attraction of Power. *Politics*, 35(3-4), 316-329. doi: [10.1111/1467-9256.12100](https://doi.org/10.1111/1467-9256.12100)

- Knott, E. (2017). Quasi-Citizenship as a Category of Practice: Analyzing Engagement with Russia's Compatriot Policy in Crimea. *Citizenship Studies*, 21(1), 116-135. doi: [10.1080/13621025.2016.1252714](https://doi.org/10.1080/13621025.2016.1252714)
- Kolstø, P. (1995). *Russians in the Former Soviet Republics*. Bloomington : Indiana University Press.
- Kolstø, P. (1996). The New Russian Diaspora - An Identity of its own? Possible Identity Trajectories for Russians in the Former Soviet Republic. *Ethnic and Racial Studies*, 19(3), 609-639. doi: [10.1080/01419870.1996.9993927](https://doi.org/10.1080/01419870.1996.9993927)
- Kolstø, P. (2011). Beyond Russia, becoming local: Trajectories of adaption to the fall of the Soviet Union among ethnic Russians in the former Soviet Republics. *Journal of Eurasian Studies*, 2(2), 153-163. doi: [10.1016/j.euras.2011.03.006](https://doi.org/10.1016/j.euras.2011.03.006)
- Kolstø, P. (2016). Crimea vs. Donbas: How Putin Won Russian Nationalist Support—and Lost it Again. *Slavic Review*, 75(3), 702-725. doi: [10.5612/slavicreview.75.3.0702](https://doi.org/10.5612/slavicreview.75.3.0702)
- Kosachev, K. (2012a, 5 mars). Рабочая встреча с Константином Косачевым [Rencontre de travail avec Konstantin Kosachev]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/14693>
- Kosachev, K. (2012b, 7 octobre). The Specifics of Russian Soft Power. “Give a man a fish, and you feed him for a day. Teach a man to fish, and you feed him for life.” *Russia in Global Affairs*. Récupéré de <https://eng.globalaffairs.ru/number/The-Specifics-of-Russian-Soft-Power-15683>
- Kosmarskaya, N. (2011). Russia and Post-Soviet “Russian Diaspora”: Contrasting Visions, Conflicting Projects. *Nationalism and Ethnic Politics*, 17(1), 54-74. doi: [10.1080/13537113.2011.550247](https://doi.org/10.1080/13537113.2011.550247)
- Kozin, A. (2015). “The Law of Compatriot”: Toward a New Russian National Identity. *Russian Journal of Communication*, 7(3), 286-299. doi: [10.1080/19409419.2015.1082439](https://doi.org/10.1080/19409419.2015.1082439)
- Krasniqi, G. (2013). “Quadratic nexus” and the process of democratization and state-building in Albania and Kosovo: a comparison. *Nationalities Papers*, 41(3), 395-411. doi: [10.1080/00905992.2012.743515](https://doi.org/10.1080/00905992.2012.743515)
- Kuchins, A. C. et Zevelev, I. A. (2012). Russian Foreign Policy: Continuity in Change. *The Washington Quarterly*, 35(1), 147-161. doi: [10.1080/0163660X.2012.642787](https://doi.org/10.1080/0163660X.2012.642787)

- Laenen, R. (2012). Russia's 'Vital and Exclusive' National Interests in the Near Abroad. Dans *Russia and its Near Neighbours* (p. 17-38). Palgrave Macmillan, London. doi: [10.1057/9780230390164_2](https://doi.org/10.1057/9780230390164_2)
- Laitin, D. D. (1995). Identity in formation: the russian-speaking nationality in the post-Soviet diaspora. *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie / Europäisches Archiv für Soziologie*, 36(2), 281-316.
- Laitin, D. D. (1998). *Identity in Formation: The Russian-Speaking Populations in the Near Abroad*. Ithaca : Cornell University Press.
- Laitin, D. D. (2003). Three models of integration and the Estonian/Russian reality. *Journal of Baltic Studies*, 34(2), 197-222. doi: [10.1080/01629770300000041](https://doi.org/10.1080/01629770300000041)
- Laruelle, M. (2006). La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006). *Les Études du CERI*, (126), 41.
- Laruelle, M. (2008). Les Russes de l'étranger proche : le thème diasporique et ses lobbies en Russie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 39(1), 11-38.
- Laruelle, M. (2015a). Russia as a "Divided Nation," from Compatriots to Crimea: A Contribution to the Discussion on Nationalism and Foreign Policy. *Problems of Post-Communism*, 62(2), 88-97. doi: [10.1080/10758216.2015.1010902](https://doi.org/10.1080/10758216.2015.1010902)
- Laruelle, M. (2015b). *The "Russian World": Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination*. Washington D.C. : Center on Global Interest.
- Laruelle, M. (2016a). The Izborsky Club, or the New Conservative Avant-Garde in Russia. *The Russian Review*, 75(4), 626-644. doi: [10.1111/russ.12106](https://doi.org/10.1111/russ.12106)
- Laruelle, M. (2016b). The Three Colors of Novorossiia, or the Russian Nationalist Mythmaking of the Ukrainian Crisis. *Post-Soviet Affairs*, 32(1), 55-74. doi: [10.1080/1060586X.2015.1023004](https://doi.org/10.1080/1060586X.2015.1023004)
- Laruelle, M. (2018). Why No Kazakh Novorossiia? Kazakhstan's Russian Minority in a Post-Crimea World. *Problems of Post-Communism*, 65(1), 65-78. doi: [10.1080/10758216.2016.1220257](https://doi.org/10.1080/10758216.2016.1220257)
- Laruelle, M., Royce, D. et Beysembayev, S. (2019). Untangling the puzzle of "Russia's influence" in Kazakhstan. *Eurasian Geography and Economics*, 60(2), 211-243. doi: [10.1080/15387216.2019.1645033](https://doi.org/10.1080/15387216.2019.1645033)

- Lavrov, S. (2008). Russia and the World in the 21st Century. *Russia in Global Affairs*, (3).
Récupéré de <https://eng.globalaffairs.ru/articles/russia-and-the-world-in-the-21st-century/>
- Lavrov, S. (2011, 21 décembre). Выступление на заседании Попечительского совета Фонда поддержки и защиты прав соотечественников, проживающих за рубежом [Discours à la réunion du Conseil d'administration de la Fondation pour le soutien et la défense des droits des compatriotes à l'étranger]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/activity/compatriots/fund/-/asset_publisher/9I3hcTcAwrEX/content/id/176802?p_p_id=101_INSTANCE_9I3hcTcAwrEX&_101_INSTANCE_9I3hcTcAwrEX_languageId=ru_RU
- Lavrov, S. (2012, 14 mars). Ответы на вопросы депутатов в ходе выступления в Государственной Думе в рамках «Правительственного часа» [Réponses aux questions des députés lors d'une intervention à la Douma d'État dans le cadre de « l'heure du gouvernement »]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/UdAzvXr89FbD/content/id/165002
- Lavrov, S. (2014a, 11 avril). Выступление на встрече с представителями российских неправительственных организаций международной специализации [Discours à une rencontre avec les représentants des organisations non gouvernementales internationales]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/65998
- Lavrov, S. (2014b, 14 avril). Выступление на заседании Всемирного координационного совета российских соотечественников, проживающих за рубежом [Discours à la réunion du Conseil mondial de coordination des compatriotes à l'étranger]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/65830
- Lavrov, S. (2014c, 26 mai). Выступление на заседании Попечительского совета Фонда поддержки и защиты прав соотечественников, проживающих за рубежом [Discours à la réunion du Conseil d'administration de la Fondation pour le soutien et la défense des droits des compatriotes à l'étranger]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/activity/compatriots/min/-/asset_publisher/evI8J0czYac3/content/id/58874

- Lavrov, S. (2014d, 9 juillet). Выступление на совещании руководителей представительств и представителей Россотрудничества за рубежом [Discours à une réunion des chefs de mission et des représentants de Rossotroudnitchestvo à l'étranger]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/UdAzvXr89FbD/content/id/678197
- Lavrov, S. (2014e, 27 août). Выступление и ответы на вопросы в ходе дискуссии в рамках Молодежного образовательного форума, Селигер [Discours et réponses aux questions lors des discussions dans le cadre du Forum international des jeunes, Seliger]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/UdAzvXr89FbD/content/id/673069
- Lavrov, S. (2015a, 22 avril). Интервью в прямом эфире радиостанций «Спутник», «Эхо Москвы», «Говорит Москва» [Entrevue diffusée en direct aux stations radiophoniques « Sputnik », « Ekho Moskvyy », « Govorit Moskva »]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/UdAzvXr89FbD/content/id/1199312
- Lavrov, S. (2015b, 28 mai). Выступление на встрече с членами Всемирного координационного совета российских соотечественников [Discours à une rencontre avec les membres du Conseil mondial de coordination des compatriotes russes]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/activity/compatriots/min/-/asset_publisher/evI8J0czYac3/content/id/1332604
- Lavrov, S. (2015c, 2 novembre). Статья С.В.Лаврова «Русский мир на пути консолидации», опубликованная в «Российской газете» [Article de S. V. Lavrov « Le Monde russe sur le chemin de la consolidation », publié dans « Rossiïskaïa Gazeta »]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/activity/compatriots/min/-/asset_publisher/evI8J0czYac3/content/id/1913344
- Lebedeva, A. (2013). L'aide publique au développement russe: de 2006 à nos jours. *Les Cahiers du CIRDIS*, (2013-06), 47.
- Ledeneva, A. V. (2006). *How Russia Really Works: The Informal Practices That Shaped Post-Soviet Politics and Business*. (s. l.) : Cornell University Press.
- Lévesque, J. (2014). Annexion de la Crimée par la Russie: quelle est la stratégie du Kremlin en Ukraine? *Géopolitique*, (21), 36-40.

- Lévesque, J. et Breault, Y. (2016). La multipolarité et sa tournure « revanchiste » dans la politique internationale de la Russie : ses causes, son cheminement et les options du Canada. *Études internationales*, 47(4), 431-450. doi: [10.7202/1042056ar](https://doi.org/10.7202/1042056ar)
- Light, M. (2003). In search of an identity: Russian foreign policy and the end of ideology. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 19(3), 42-59. doi: [10.1080/13523270300660017](https://doi.org/10.1080/13523270300660017)
- Likhachev, V. (2018). Far-right Extremism as a Threat to Ukrainian Democracy. *Freedom House*. Récupéré de <https://freedomhouse.org/report/analytical-brief/2018/far-right-extremism-threat-ukrainian-democracy>
- Lo, B. (2002). *Russian foreign policy in the post-Soviet era: reality, illusion and mythmaking*. Basingstoke : Palgrave Macmillan. Récupéré de <http://choicereviews.org/review/10.5860/CHOICE.40-4865>
- Loshkariov, I. D. et Sushentsov, A. A. (2016). Radicalization of Russians in Ukraine: from ‘accidental’ diaspora to rebel movement. *Southeast European and Black Sea Studies*, 16(1), 71-90. doi: [10.1080/14683857.2016.1149349](https://doi.org/10.1080/14683857.2016.1149349)
- Lowe, C. (2008, 11 mars). Russia warns against Georgia NATO membership. *Reuters*. Récupéré de <https://www.reuters.com/article/us-russia-nato-georgia-idUSL1185178620080311>
- Lukyanov, F. (2013). Les paradoxes du soft power russe. *Revue internationale et stratégique*, (92), 147-156. doi: [10.3917/ris.092.0147](https://doi.org/10.3917/ris.092.0147)
- Lukyanov, F. (2016). Putin’s Foreign Policy: The Quest to Restore Russia’s Rightful Place Putin’s Russia. *Foreign Affairs*, 95, 30-37.
- Macleod, A. (2010). Le néoréalisme. Dans A. Macleod et D. O’Meara (dir.), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (2e éd., p. 87-114). Outremont : Athéna Éditions.
- Maillet, A. et Mayaux, P.-L. (2018). Le process tracing: Entre narration historique et raisonnement expérimental. *Revue française de science politique*, 68(6), 1061. doi: [10.3917/rfsp.686.1061](https://doi.org/10.3917/rfsp.686.1061)
- Makarychev, A. et Yatsyk, A. (2018). Russian Worlds in Muslim Milieus: Meeting Points in Adjara and Tatarstan. *Journal of Muslim Minority Affairs*, 38(4), 1-22. doi: [10.1080/13602004.2018.1541301](https://doi.org/10.1080/13602004.2018.1541301)

- Malyarenko, T. et Galbreath, D. J. (2013). Crimea: Competing Self-Determination Movements and the Politics at the Centre. *Europe-Asia Studies*, 65(5), 912-928. doi: [10.1080/09668136.2013.805964](https://doi.org/10.1080/09668136.2013.805964)
- Mandel, D. (2016). The conflict in Ukraine. *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, 24(1), 83-88. doi: [10.1080/0965156X.2016.1171011](https://doi.org/10.1080/0965156X.2016.1171011)
- Mann, M. (2000). David Laitin, Identity in Formation. The Russian-Speaking Populations in the Near Abroad, Ithaca & London: Cornell University Press 1998. *Japanese Journal of Political Science*, 1(2), 345-357. doi: [10.1017/S1468109900212115](https://doi.org/10.1017/S1468109900212115)
- Matveeva, A. (2016). No Moscow stooges: identity polarization and guerrilla movements in Donbass. *Southeast European and Black Sea Studies*, 16(1), 25-50. doi: [10.1080/14683857.2016.1148415](https://doi.org/10.1080/14683857.2016.1148415)
- McSweeney, B. (1999). *Security, Identity and Interests: A Sociology of International Relations*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Medvedev, D. (2008, 19 septembre). Стенографический отчёт о встрече с представителями общественных организаций [Compte-rendu de la rencontre avec les représentants des organisations publiques]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/1467>
- Medvedev, D. (2009a, 25 mai). Рабочая встреча с руководителем Федерального агентства по делам СНГ, соотечественников, проживающих за рубежом, и по международному гуманитарному сотрудничеству Фаритом Мухаметшиным [Rencontre de travail avec le chef de l'Agence fédéral pour la CEI, les compatriotes à l'étranger et la coopération humanitaire internationale Farid Mukhametshine]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/4192>
- Medvedev, D. (2009b, 10 septembre). Россия, вперёд! Статья Дмитрия Медведева [Russie, en avant! Article de Dimitri Medvedev]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/5413>
- Medvedev, D. (2009c, 12 novembre). Послание Федеральному Собранию Российской Федерации [Message à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/5979>
- Medvedev, D. (2009d, 1^{er} décembre). Третий Всемирный конгресс соотечественников [Troisième Congrès mondial des compatriotes]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/6187>

- Melvin, N. (1995). *Russians Beyond Russia*. Londres : A&C Black.
- Menkiszak, M. (2014). The Putin doctrine: The formation of a conceptual framework for Russian dominance in the post-Soviet area. *OSW Commentary*, (131), 7.
- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. (2008, 12 janvier). *The Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. Récupéré de <http://en.kremlin.ru/supplement/4116>
- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. (2013, 18 février). *Концепция внешней политики Российской Федерации [Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie]*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/122186
- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. (2014a, 24 février). *Заявление по событиям на Украине [Déclaration sur la situation en Ukraine]*. Récupéré de https://www.mid.ru/maps/ua/-/asset_publisher/ktn0ZLTvbbS3/content/id/73918?p_p_id=101_INSTANCE_ktn0ZLTvbbS3&_101_INSTANCE_ktn0ZLTvbbS3_languageId=ru_RU
- Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. (2014b, 14 mars). *Заявление МИД России в связи с трагическими событиями в Донецке [Déclaration en lien avec les événements tragiques à Donetsk]*. Récupéré de https://www.mid.ru/maps/ua/-/asset_publisher/ktn0ZLTvbbS3/content/id/70634?p_p_id=101_INSTANCE_ktn0ZLTvbbS3&_101_INSTANCE_ktn0ZLTvbbS3_languageId=ru_RU
- Molodikova, I. (2017). Russian Policy Towards Compatriots: Global, Regional and Local Approaches. Dans M. V. Nikolko et D. Carment (dir.), *Post-Soviet Migration and Diasporas: From Global Perspectives to Everyday Practices* (p. 143-161). Basingstoke : Palgrave Macmillan.
- Mongrenier, J.-S. (2014). De la Crimée à la Russie-Eurasie: La crise ukrainienne comme révélateur géopolitique. *Outre-Terre*, (41), 255-260.
- Mühlfried, F. (2010). Citizenship at war: Passports and nationality in the 2008 Russian-Georgian conflict. *Anthropology Today*, 26(2), 8-13.
- Mukomel', V. (2017). Migration of Ukrainians to Russia un 2014-2015. Discourses and Perceptions of the Local Population. Dans A. Pikulicka-Wilczewska et G. Uehling (dir.), *Migration and the Ukraine Crisis: A Two Country Perspective* (p. 105-115). Bristol : E-International Relations.

- Nagashima, T. (2019). Russia's Passportization Policy toward Unrecognized Republics. *Problems of Post-Communism*, 66(3), 186-199. doi: [10.1080/10758216.2017.1388182](https://doi.org/10.1080/10758216.2017.1388182)
- Naydenova, N. (2016). Holy Rus: (Re)construction of Russia's Civilizational Identity. *Slavonica*, 21(1-2), 37-48. doi: [10.1080/13617427.2017.1319120](https://doi.org/10.1080/13617427.2017.1319120)
- Nesterenko, A. (2010, 25 mars). Брифинг официального представителя [Compte-rendu du porte-parole officiel]. *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. Récupéré de https://www.mid.ru/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/797668
- Newland, K. et Patrick, E. (2004). *Beyond Remittances: The Role of Diaspora in Poverty Reduction in their Countries of Origin*. Washington D.C. : Migration Policy Institute.
- Nozhenko, M. (2006). Motherland is calling you! Motives behind and prospects for the new Russian policy on compatriots abroad. *Lithuanian Foreign Policy Review*, (18), 77-94.
- Nye, J. S. (2004). *Soft Power: The Means To Success In World Politics*. New-York : PublicAffairs.
- Nye, J. S. (2013, 29 avril). What China and Russia Don't Get About Soft Power. *Foreign Policy*. Récupéré de <https://foreignpolicy.com/2013/04/29/what-china-and-russia-dont-get-about-soft-power/>
- O'Loughlin, J., Toal, G. et Kolosov, V. (2016). Who identifies with the "Russian World"? Geopolitical attitudes in southeastern Ukraine, Crimea, Abkhazia, South Ossetia, and Transnistria. *Eurasian Geography and Economics*, 57(6), 745-778. doi: [10.1080/15387216.2017.1295275](https://doi.org/10.1080/15387216.2017.1295275)
- O'Meara, D. (2010). Le constructivisme. Dans A. Macleod et D. O'Meara (dir.), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances* (2e éd., p. 243-268). Outremont : Athéna Éditions.
- Onuf, N. (1998). Constructivism: A User's Manual. Dans V. Kubalkova, N. Onuf et P. Kowert (dir.), *International Relations in a Constructed World* (p. 58-78). Armonk : M.E. Sharpe.
- Pieper, M. (2018). Russkiy Mir: The Geopolitics of Russian Compatriots Abroad. *Geopolitics*, 1-24. doi: [10.1080/14650045.2018.1465047](https://doi.org/10.1080/14650045.2018.1465047)
- Pigman, L. (2019). Russia's Compatriots: Instrument or Responsibility? *The RUSI Journal*, 164(2), 24-35. doi: [10.1080/03071847.2019.1621480](https://doi.org/10.1080/03071847.2019.1621480)

- Plekhanov, S. M. (2016). Assisted suicide: Internal and external causes of the Ukrainian Crisis. Dans J. L. Black et M. Johns (dir.), *The Return of the Cold War: Ukraine, the West, and Russia* (p. 1-25). New-York : Routledge.
- Pogrebinskiy, M. (2016). Russians in Ukraine: Before and After Euromaidan. Dans A. Pikulicka-Wilczewska et R. Sakwa (dir.), *Ukraine and Russia: People, Politics, Propaganda and Perspectives* (p. 85-94). Bristol : E-International Relations.
- Polegkyi, O. (2011). *Changes in Russian Foreign Policy Discourse and Concept of "Russian World"*. Bologne : Portal on Central Eastern and Balkan Europe.
- Ponarin, E. (2000). The Prospects of Assimilation of the Russophone Populations in Estonia and Ukraine: A Reaction to David Laitin's Research. *Europe-Asia Studies*, 52(8), 1535-1541. doi: [10.1080/713663142](https://doi.org/10.1080/713663142)
- Poppe, E. et Hagendoorn, L. (2001). Types of Identification among Russians in the « Near Abroad ». *Europe-Asia Studies*, 53(1), 57-71. doi: [10.1080/09668130123914](https://doi.org/10.1080/09668130123914)
- Routine, V. (2001, 11 octobre). Выступление на открытии Конгресса соотечественников [Discours à l'ouverture du Congrès des compatriotes]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/21359>
- Routine, V. (2006, 24 octobre). Вступительное слово на Всемирном конгрессе соотечественников, проживающих за рубежом [Discours d'ouverture au Congrès mondial des compatriotes vivant à l'étranger]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/23861>
- Routine, V. (2007, 10 février). Выступление и дискуссия на Мюнхенской конференции по вопросам политики безопасности [Discours et discussion à la conférence de Munich sur la politique de sécurité]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/transcripts/24034>
- Routine, V. (2012a, 9 juillet). Совещание послов и постоянных представителей России [Réunion des ambassadeurs et représentants permanents de la Russie]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/15902>
- Routine, V. (2012b, 26 octobre). Приветствие участникам Всемирного конгресса соотечественников [Salutation aux participants du Congrès mondial des compatriotes]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/16719>

- Poutine, V. (2013, 19 décembre). Пресс-конференция Владимира Путина [Conférence de presse de Vladimir Poutine]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/19859>
- Poutine, V. (2014a, 18 mars). Обращение Президента Российской Федерации [Allocution du président de la Fédération de Russie]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/20603>
- Poutine, V. (2014b, 22 juin). Ответ на вопрос журналиста о плане мирного урегулирования ситуации на Украине [Réponse à une question d'un journaliste sur le plan pour un règlement pacifique de la situation en Ukraine]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/45955>
- Poutine, V. (2014c, 14 décembre). Послание Президента Федеральному Собранию [Message du président à l'Assemblée fédérale]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/47173>
- Poutine, V. (2015, 5 novembre). Всемирный конгресс соотечественников [Congrès mondial des compatriotes]. *Président de la Fédération de Russie*. Récupéré de <http://kremlin.ru/events/president/news/50639>
- Président de la Fédération de Russie. (2008, 6 septembre). Указ о некоторых вопросах государственного управления в области международного сотрудничества [Décret sur certaines questions d'administration publique dans le domaine de la coopération internationale] с. N° 1315. Récupéré de <http://pravo.gov.ru/proxy/ips/?docbody=&nd=102124100&rdk=0&firstDoc=1&lastDoc=1>
- Président de la Fédération de Russie. (2013, 21 décembre). Указ о некоторых вопросах государственного управления в области международного сотрудничества [Décret sur certaines questions d'administration publique dans le domaine de la coopération internationale] с. N° 940. Récupéré de <http://pravo.gov.ru/proxy/ips/?docbody=&nd=102124100&rdk=7&firstDoc=1&lastDoc=1>
- Ragazzi, F. (2014). A comparative analysis of diaspora policies. *Political Geography*, 41, 74-89. doi: [10.1016/j.polgeo.2013.12.004](https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2013.12.004)
- Ratti, L. (2006). Post-Cold War Nato and International Relations Theory: The Case for Neo-Classical Realism. *Journal of Transatlantic Studies*, 4(1), 81-110. doi: [10.1080/14794010608656841](https://doi.org/10.1080/14794010608656841)

- Reis, M. (2004). Theorizing Diaspora: Perspectives on “Classical” and “Contemporary” Diaspora. *International Migration*, 42(2), 41-60. doi: [10.1111/j.0020-7985.2004.00280.x](https://doi.org/10.1111/j.0020-7985.2004.00280.x)
- RIA Novosti. (2014, 7 mars). *Песков: Россия не может быть в стороне, когда русским грозят насилием [Peskov: la Russie ne peut rester à l'écart quand des Russes sont menacés de violence]*. Récupéré de <https://ria.ru/20140307/998667005.html>
- Riazanovsky, N. V. (2014). *Histoire de la Russie. Des origines à nos jours* (Nouvelle édition actualisée). Paris : Robert Laffont.
- Roberts, K. (2017). Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse. *International Journal*, 72(1), 28-55. doi: [10.1177/0020702017692609](https://doi.org/10.1177/0020702017692609)
- Robinson, P. (2016). Russia's role in the war in Donbass, and the threat to European security. *European Politics and Society*, 17(4), 506-521. doi: [10.1080/23745118.2016.1154229](https://doi.org/10.1080/23745118.2016.1154229)
- Robinson, P. (2020, 26 mars). Russia's Emergence as an International Conservative Power. *Russia in Global Affairs*. Récupéré de <https://eng.globalaffairs.ru/articles/russias-conservative-power/>
- Rotaru, V. et Troncotă, M. (2017). Continuity and Change in Instrumentalizing ‘The Precedent’: How Russia Uses Kosovo to Legitimize the Annexation of Crimea. *Southeast European and Black Sea Studies*, 17(3), 325-345. doi: [10.1080/14683857.2017.1348044](https://doi.org/10.1080/14683857.2017.1348044)
- Rubin, J. (2019, 24 janvier). NATO Fears That This Town Will Be the Epicenter of Conflict With Russia. *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/01/narva-scenario-nato-conflict-russia-estonia/581089/>
- Rutland, P. et Kazantsev, A. (2016). The limits of Russia's ‘soft power’. *Journal of Political Power*, 9(3), 395-413. doi: [10.1080/2158379X.2016.1232287](https://doi.org/10.1080/2158379X.2016.1232287)
- Ryazanova-Clarke, L. (2017). From Commodification to Weaponization: the Russian Language as ‘Pride’ and ‘Profit’ in Russia's Transnational Discourses. *International Journal of Bilingual Education and Bilingualism*, 20(4), 443-456. doi: [10.1080/13670050.2015.1115005](https://doi.org/10.1080/13670050.2015.1115005)
- Saakashvili, M. (2019, 15 mars). Russia's Next Land Grab Won't Be in an Ex-Soviet State. It Will Be in Europe. *Foreign Affairs*. Récupéré de

<https://foreignpolicy.com/2019/03/15/russias-next-land-grab-wont-be-in-an-ex-soviet-state-it-will-be-in-europe-putin-saakashvili-sweden-finland-arctic-northern-sea-route-baltics-nato/>

- Saari, S. (2014). Russia's Post-Orange Revolution Strategies to Increase its Influence in Former Soviet Republics: Public Diplomacy po russkii. *Europe-Asia Studies*, 66(1), 50-66. doi: [10.1080/09668136.2013.864109](https://doi.org/10.1080/09668136.2013.864109)
- Safran, W. (1991). Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, 1(1), 83-99. doi: [10.1353/dsp.1991.0004](https://doi.org/10.1353/dsp.1991.0004)
- Secieru, S. (2014). Russian Conservative Reawakening. *Strategic Files*, 54(18), 10.
- Shain, Y. (2007). *Kinship and Diasporas in International Affairs*. Ann Harbor : University of Michigan Press.
- Shakleyina, T. A. et Bogaturov, A. D. (2004). The Russian Realist school of international relations. *Communist and Post-Communist Studies*, 37(1), 37-51. doi: [10.1016/j.postcomstud.2003.12.002](https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2003.12.002)
- Sheffer, G. (2003). *Diaspora Politics: at Home Abroad*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Sherr, J. (2013). *Hard Diplomacy and Soft Coercion: Russia's Influence Abroad*. Londres : Chatham House.
- Shevel, O. (2009). The Politics of Citizenship Policy in New States. *Comparative Politics*, 41(3), 273-291.
- Shevel, O. (2011). Russian Nation-building from Yel'tsin to Medvedev: Ethnic, Civic or Purposefully Ambiguous? *Europe-Asia Studies*, 63(2), 179-202. doi: [10.1080/09668136.2011.547693](https://doi.org/10.1080/09668136.2011.547693)
- Shevel, O. (2012). The Politics of Citizenship Policy in Post-Soviet Russia. *Post-Soviet Affairs*, 28(1), 111-147. doi: [10.2747/1060-586X.28.1.111](https://doi.org/10.2747/1060-586X.28.1.111)
- Shlapentokh, V., Sendich, M. et Pain, E. A. (dir.). (1994). *The New Russian Diaspora: Russian Minorities in the Former Soviet Republics*. Armonk : M.E. Sharpe.
- Shuster, S. (2014, 4 décembre). Russia's Fifth Column. *Time*. Récupéré de <https://time.com/3617671/russia-fifth-column/>

- Simonsen, S. G. (2001). Compatriot Games: Explaining the « Diaspora Linkage » in Russia's Military Withdrawal from the Baltic States. *Europe-Asia Studies*, 53(5), 771-791.
- Smith, G. (1999). Transnational politics and the politics of the Russian diaspora. *Ethnic and Racial Studies*, 22(3), 500-523. doi: [10.1080/014198799329404](https://doi.org/10.1080/014198799329404)
- Smith, G. et Wilson, A. (1997). Rethinking Russia's post-soviet Diaspora: The potential for political mobilisation in eastern Ukraine and north-east Estonia. *Europe-Asia Studies*, 49(5), 845-864. doi: [10.1080/09668139708412476](https://doi.org/10.1080/09668139708412476)
- Socor, V. (2014). Putin's Crimea Speech: A Manifesto of Greater-Russia Irredentism. *Eurasia Daily Monitor*, 11(56). Récupéré de <https://jamestown.org/program/putins-crimea-speech-a-manifesto-of-greater-russia-irredentism/>
- Soljénitsyne, A. (1994). *Le problème russe à la fin du XXe siècle*. Paris : Fayard.
- Suslov, M. (2017a). « Russian World »: Russia's Policy towards its Diaspora. *Russie.Nei.Visions*, (103), 32.
- Suslov, M. (2017b). The Production of 'Novorossiia': A Territorial Brand in Public Debates. *Europe-Asia Studies*, 69(2), 202-221. doi: [10.1080/09668136.2017.1285009](https://doi.org/10.1080/09668136.2017.1285009)
- Suslov, M. (2018a). Geopolitization of the Post-Soviet Diaspora in the Baltic Sea Region. *Global Affairs*, 4(4-5), 1-15. doi: [10.1080/23340460.2018.1535255](https://doi.org/10.1080/23340460.2018.1535255)
- Suslov, M. (2018b). "Russian World" Concept: Post-Soviet Geopolitical Ideology and the Logic of "Spheres of Influence". *Geopolitics*, 23(2), 1-24. doi: [10.1080/14650045.2017.1407921](https://doi.org/10.1080/14650045.2017.1407921)
- Szostek, J. (2014). Russia and the News Media in Ukraine: A Case of "Soft Power"? *East European Politics and Societies*, 28(3), 463-486. doi: [10.1177/0888325414537297](https://doi.org/10.1177/0888325414537297)
- Teper, Y. (2016). Official Russian identity discourse in light of the annexation of Crimea: national or imperial? *Post-Soviet Affairs*, 32(4), 378-396. doi: [10.1080/1060586X.2015.1076959](https://doi.org/10.1080/1060586X.2015.1076959)
- Tinguy, A. de. (2004). *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*. Paris : Plon.
- Tinguy, A. de. (2010). La Russie et les « compatriotes » de l'étranger: hier rejetés, demain mobilisés? Dans S. Dufoix, C. Guerassimoff et A. de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du coeur. Les États et leurs expatriés* (p. 183-204). Paris : Presses de Sciences Po.

- Tishkov, V. (1995). What is Russia? Prospects for Nation-Building. *Security Dialogue*, 26(1), 41-54. doi: [10.1177/0967010695026001005](https://doi.org/10.1177/0967010695026001005)
- Tishkov, V. (1997). *Ethnicity, Nationalism and Conflict in and After the Soviet Union: The Mind Aflame*. Londres : SAGE.
- Tishkov, V. A. (1992). Inventions and Manifestations of Ethno-Nationalism in and after the Soviet Union. Dans K. Rupesinghe, P. King et O. Vorkunova (dir.), *Ethnicity and Conflict in a Post-Communist World: The Soviet Union, Eastern Europe and China* (p. 41-65). London : Palgrave Macmillan UK. doi: [10.1007/978-1-349-22213-1_2](https://doi.org/10.1007/978-1-349-22213-1_2)
- Tölölyan, K. (1996). Rethinking Diaspora(s): Stateless Power in the Transnational Moment. *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, 5(1), 3-36. doi: [10.1353/dsp.1996.0000](https://doi.org/10.1353/dsp.1996.0000)
- Tolz, V. (1998). Conflicting « Homeland Myths » and Nation-State Building in Postcommunist Russia. *Slavic Review*, 57(2), 267-294. doi: [10.2307/2501851](https://doi.org/10.2307/2501851)
- Trimbach, D. J. et O’Lear, S. (2015). Russians in Estonia: Is Narva the next Crimea? *Eurasian Geography and Economics*, 56(5), 493-504. doi: [10.1080/15387216.2015.1110040](https://doi.org/10.1080/15387216.2015.1110040)
- Tsygankov, A. P. (2005). Vladimir Putin’s Vision of Russia as a Normal Great Power. *Post-Soviet Affairs*, 21(2), 132-158. doi: [10.2747/1060-586X.21.2.132](https://doi.org/10.2747/1060-586X.21.2.132)
- Tsygankov, A. P. (2006). If not by tanks, then by banks? The role of soft power in Putin’s foreign policy. *Europe-Asia Studies*, 58(7), 1079-1099. doi: [10.1080/09668130600926355](https://doi.org/10.1080/09668130600926355)
- Tsygankov, A. P. (2011). Preserving Influence in a Changing World. *Problems of Post-Communism*, 58(2), 28-44. doi: [10.2753/PPC1075-8216580203](https://doi.org/10.2753/PPC1075-8216580203)
- Tsygankov, A. P. (2013). The Russia-NATO mistrust: Ethnophobia and the double expansion to contain “the Russian Bear”. *Communist and Post-Communist Studies*, 46(1), 179-188. doi: [10.1016/j.postcomstud.2012.12.015](https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2012.12.015)
- Tsygankov, A. P. (2016). Crafting the State-Civilization: Vladimir Putin’s Turn to Distinct Values. *Problems of Post-Communism*, 63(3), 146-158. doi: [10.1080/10758216.2015.1113884](https://doi.org/10.1080/10758216.2015.1113884)
- Tsygankov, A. P. et Tsygankov, P. A. (2010). National ideology and IR theory: Three incarnations of the ‘Russian idea’. *European Journal of International Relations*, 16(4), 663-686. doi: [10.1177/1354066109356840](https://doi.org/10.1177/1354066109356840)

- Van Herpen, M. H. (2015). *Putin's Wars: The Rise of Russia's New Imperialism*. Lanham : Rowman & Littlefield.
- Varadarajan, L. (2010). *The Domestic Abroad: Diasporas in International Relations*. Oxford : Oxford University Press.
- Vidmar, J. (2015). The Annexation of Crimea and the Boundaries of the Will of the People. *German Law Journal*, 16(3), 365-383.
- Volker, K. (2014, 18 mars). Where's NATO's Strong Response to Russia's Invasion of Crimea? *Foreign Policy*. Récupéré de <https://foreignpolicy.com/2014/03/18/wheres-natos-strong-response-to-russias-invasion-of-crimea/>
- Volkov, V. (1999). Violent Entrepreneurship in Post-Communist Russia. *Europe-Asia Studies*, 51(5), 741-754.
- Wawrzonek, M. (2014). Ukraine in the "Gray Zone": Between the "Russkiy Mir" and Europe. *East European Politics and Societies*, 28(4), 758-780. doi: [10.1177/0888325414543947](https://doi.org/10.1177/0888325414543947)
- Weldes, J. (1996). Constructing National Interests. *European Journal of International Relations*, 2(3), 275-318. doi: [10.1177/1354066196002003001](https://doi.org/10.1177/1354066196002003001)
- Weldes, J. (1998). Bureaucratic Politics: A Critical Constructivist Assessment. *Mershon International Studies Review*, 42(2), 216-225. doi: [10.2307/254413](https://doi.org/10.2307/254413)
- Weldes, J. (1999). *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Wendt, A. (1992). Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics. *International Organization*, 46(2), 391-425.
- Wendt, A. (1995). Constructing International Politics. *International Security*, 20(1), 71-81. doi: [10.2307/2539217](https://doi.org/10.2307/2539217)
- Wydra, D. (2004). The Crimea Conundrum: The Tug of War Between Russia and Ukraine on the Questions of Autonomy and Self-Determination. *International Journal on Minority & Group Rights*, 10(2), 111-130. doi: [10.1163/157181104322784826](https://doi.org/10.1163/157181104322784826)
- Zabrodskaia, A. et Ehala, M. (2015). Language and Identity in the Late Soviet Union and Thereafter. *Sociolinguistic Studies*, 9(2-3), 159-171.

- Zakem, V., Saunders, P., Antoun, D., Gorenburg, D. et Markowitz, M. (2015). *Mobilizing Compatriots: Russia's Strategy, Tactics, and Influence in the Former Soviet Union*. Washington D.C. : Center for Naval Analysis.
- Zevelev, I. A. (2001). *Russia and its New Diasporas*. Washington D.C. : United States Institute of Peace.
- Zevelev, I. A. (2014, 7 juin). The Russian World Boundaries: Russia's National Identity Transformation and New Foreign Policy Doctrine. *Russia in Global Affairs*. Récupéré de <http://eng.globalaffairs.ru/number/The-Russian-World-Boundaries-16707>
- Zevelev, I. A. (2016). *Russian National Identity and Foreign Policy*. Washington D.C. : Center for Strategic and International Studies.
- Zhurzhenko, T. (2014). A Divided Nation? Reconsidering the Role of Identity Politics in the Ukraine Crisis. *Die Freiden-Warte*, 89(1-2), 249-267.
- Ziegler, C. E. (2006). The Russian Diaspora in Central Asia: Russian Compatriots and Moscow's Foreign Policy. *Demokratizatsiya*, 14(1), 103-126.
- Ziegler, C. E. (2012). Contrasting U.S., Chinese and Russian Perception of Sovereignty. *Comparative Politics Russia*, 3(1), 14-22.
- Ziegler, C. E. (2016). Russia on the rebound: using and misusing the Responsibility to Protect. *International Relations*, 30(3), 346-361. doi: [10.1177/0047117816659590](https://doi.org/10.1177/0047117816659590)